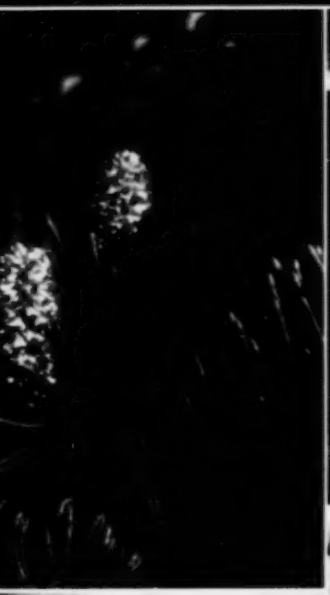
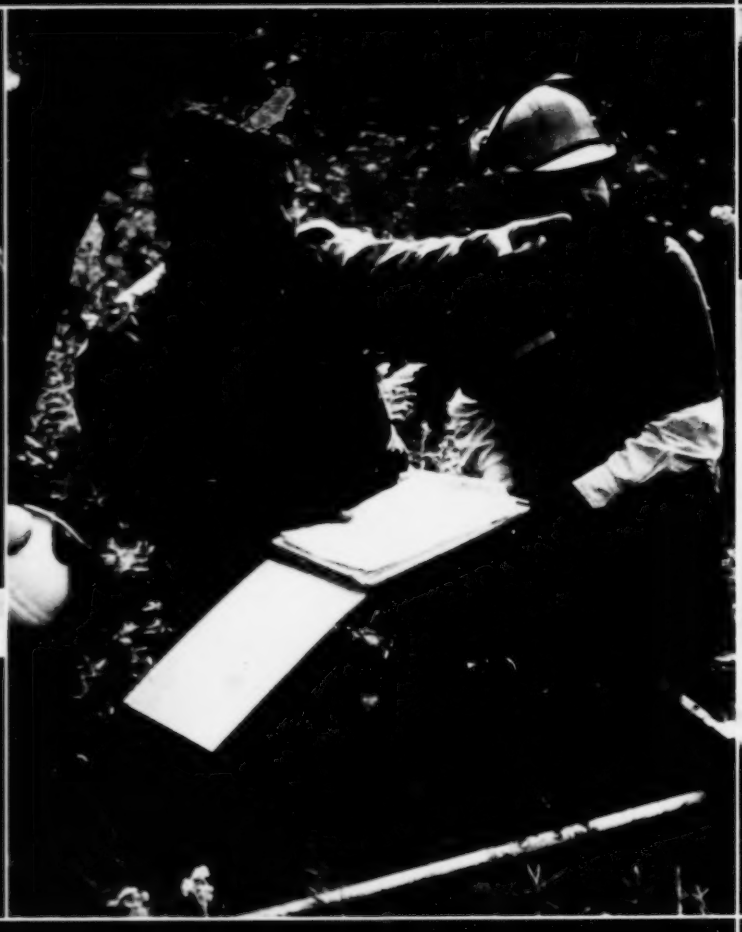
En partenariat avec les Premières nations

Programme forestier des Premières nations

EXEMPLES DE SUCCÈS





Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2005
ISBN : 0-662-74071-8
N° de catalogue : Fo42-327/2005F

Pour obtenir gratuitement des exemplaires de cette publication, s'adresser à :

Ressources naturelles Canada
Service canadien des forêts
580, rue Booth
Ottawa (Ontario) K1A 0E4

Téléphone : (613) 992-5874
Courriel : jpugin@nrcan.gc.ca

Une version PDF de cette publication est disponible par l'entremise de la librairie du Service canadien des forêts : http://librairie.scf.rncan.gc.ca

Préparation : David Crevier, Karen Leslie, Jack Smyth, Maureen Whelan et Terri Wilmon
Révision : Hélène Beauregard et Donna Colterman
Production : Dani Power et David Tuck

Le papier utilisé pour cette publication est certifié par le Forest Stewardship Council.

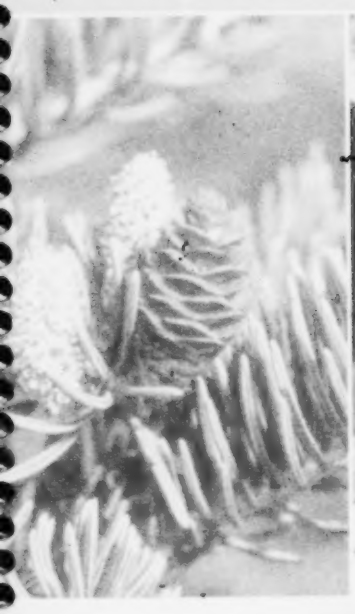
Imprimé sur du papier recyclé

106-01563/

En partenariat avec les Premières nations

Programme forestier des Premières nations

EXEMPLES DE SUCCÈS



Avant-propos

Depuis des siècles, les forêts du Canada soutiennent notre économie et notre société. Aujourd'hui encore, cet appui demeure, surtout en ce qui concerne les communautés des Premières nations, pour qui la forêt se situe au cœur de la vie, tant dans sa dimension spirituelle que sous ses aspects culturel et économique.

Depuis 1996, le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a financé environ 1 700 projets. Administré par Ressources naturelles Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada, ce programme vise à améliorer les débouchés des communautés des Premières nations de plein droit en tenant pleinement compte des principes de gestion durable des forêts. Ces partenariats entre les Premières nations, le gouvernement du Canada, le secteur forestier et les gouvernements provinciaux et territoriaux ont permis jusqu'ici d'offrir à plus de 450 communautés du Canada la possibilité d'améliorer les compétences de leurs citoyens et d'appliquer aux ressources forestières des pratiques de gestion d'avant-garde.

Les nombreux exemples de succès suscités par le programme montrent que le gouvernement du Canada favorise une gérance judicieuse, le développement de compétences, l'innovation et l'entrepreneuriat au sein des communautés des Premières nations. Ils témoignent aussi du fait que celles-ci, par l'intermédiaire du PFPN, profitent des occasions de plus en plus nombreuses que leur offre la forêt pour améliorer la qualité de vie de leurs communautés.

Le PFPN table sur l'engagement du gouvernement du Canada à préserver la salubrité et la santé de l'environnement tout en lui permettant de collaborer avec les Premières nations pour créer des occasions de bâtir un avenir meilleur et des communautés plus dynamiques.

L'honorable R. John Efford
Ministre des Ressources naturelles

L'honorable Andy Scott
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Table des matières

À propos du Programme forestier des Premières nations 1

Catégorie 1 : Aménagement forestier

Le Conseil tribal des Gwich'in, Territoires du Nord-Ouest 4
La Première nation de Driftpile, Alberta 6
La Première nation Huronne-Wendat, Québec 8
La Première nation d'Eel Ground, Nouveau-Brunswick 10
La Première nation de Mattagami, Ontario 12
La Première nation innue de Sheshatshiu, Terre-Neuve-et-Labrador 14
La Première nation Piikani, Alberta 16
Les Premières nations de Pabineau et de St. Mary's, Nouveau-Brunswick 18
La Première nation d'Alexander, Alberta 20
La Première nation des Cris de Chapleau, Ontario 22
La Première nation de Kapawe'no, Alberta 24

Catégorie 2 : Acquisition de compétences et perfectionnement

La Première nation Abitibiwinni, Québec 28
La Nation crie de Bigstone, Alberta 30
La Première nation de Day Star, Saskatchewan 32
La Bande indienne du Lac La Ronge, Saskatchewan 34
La Première nation crie de Missanabie, Ontario 36
Le Grand conseil de Prince Albert, Saskatchewan 38
Le Programme forestier d'emploi des jeunes des Premières nations, Ontario 40
La Première nation de Yellow Quill, Saskatchewan 42
Le Conseil des Premières nations du Yukon, Territoire du Yukon 44
La Première nation crie de Waswanipi, Québec 46

Catégorie 3 : Emploi communautaire

La Première nation Atikamekw d'Opitciwan, Québec 50
La Première nation de Betsiamites, Québec 52
Le Conseil tribal de Meadow Lake, Saskatchewan 54

Catégorie 4 : Entreprises forestières

La Première nation de Ditidaht, Colombie-Britannique 58
Les Premières nations Nuu-chah-nulth, Colombie-Britannique 60
La Première nation n° 58 de Long Lake, Ontario 62
Richard Krentz, Queneesh Studios, Colombie-Britannique 64
La Première nation Acadia, Nouvelle-Écosse 66
M'TIWA-KI Services, Ontario 68
Les Algonquins de la Première nation de Pikwàkanagàn, Ontario 70
La Bande autochtone d'Inuvik, Territoires du Nord-Ouest 72
La Tribu Penelakut, Colombie-Britannique 74

Catégorie 5 : Écotourisme/Ressources forestières

La Première nation de Lennox Island, Île-du-Prince-Édouard 78
La Nation ojibway de Wabigoon Lake, Ontario 80
La Nation crie de Fisher River, Manitoba 82
La Première nation de Rolling River, Manitoba 84
La Première nation malécite de Madawaska, Nouveau-Brunswick 86

Catégorie 6 : Savoir traditionnel

La Première nation 'Namgis, Colombie-Britannique 90
La Première nation de Pikangikum, Ontario 92

Catégorie 7 : Initiatives régionales

L'initiative forestière autochtone du Nouveau-Brunswick 96

À propos du Programme forestier des Premières nations

Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) est une initiative financée conjointement par Ressources naturelles Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada. Il a été lancé en 1996 et constitue le principal programme fédéral visant à accroître la capacité et les compétences techniques des Premières nations pour qu'elles aménagent les forêts de manière durable. Il vise aussi à faire en sorte que les communautés puissent participer aux possibilités de développement forestier qui se présentent au sein et à l'extérieur des réserves, et qu'elles puissent en bénéficier.

Depuis 1996, le PFPN a financé près de 1 700 projets d'une valeur de 137 millions de dollars dans plus de 450 communautés à la grandeur du Canada. Le partenariat entre les Premières nations, le gouvernement du Canada, les gouvernements provinciaux et territoriaux et l'industrie forestière a fourni des occasions à plus de 6 000 personnes issues de Premières nations d'acquérir une expérience de travail par le biais de projets pour améliorer leurs compétences et leur capacité en matière d'aménagement forestier durable, et de participer davantage au secteur forestier canadien. Le PFPN s'appuie sur les engagements du gouvernement du Canada visant à assurer un environnement propre et sain ainsi qu'à créer et à partager des occasions, avec les Premières nations, de bâtir un avenir meilleur et des communautés plus fortes.

But et objectifs du programme

Le Programme forestier des Premières nations vise à améliorer la situation économique des communautés des Premières nations en respectant pleinement les principes d'aménagement durable des forêts.

Les quatre objectifs suivants fournissent un cadre de référence pour atteindre le but du Programme :

- augmenter la capacité des Premières nations à aménager leurs forêts de manière durable;
- accroître la capacité des Premières nations à assurer leur participation aux occasions de développement forestier et le partage des bénéfices qui en découlent;
- améliorer les connaissances des Premières nations en aménagement forestier durable et en développement axé sur la forêt; et
- accroître la capacité institutionnelle des Premières nations aux échelons provincial et territorial pour appuyer leur participation au secteur économique forestier.

Profils des projets

Les projets du PFPN dont il est question dans ce recueil représentent des réalisations des Premières nations dans diverses activités reliées à la forêt à la grandeur du Canada. Chacun des projets a des qualités qui le rendent unique. Mais surtout, ils fournissent des exemples d'activités spécifiques qui peuvent être importantes pour des Premières nations qui souhaitent mettre sur pied des projets similaires ou qui cherchent à obtenir des perspectives sur des démarches ou des occasions reliées à la forêt. Chaque histoire contient le nom d'une personne-ressource pour les gens intéressés à obtenir de l'information additionnelle.

Catégorie 1 :

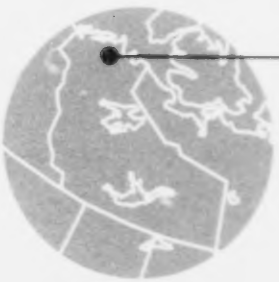
Aménagement forestier

Le Conseil tribal des Gwich'in, Territoires du Nord-Ouest

Outils éducatifs pour faciliter l'enseignement de l'aménagement forestier

Prenant sa source dans le cours supérieur des rivières de la Paix et de l'Athabasca, le puissant fleuve Mackenzie se jette, au nord, dans l'océan Arctique, en pleine calotte polaire. Ses eaux relativement tempérées irriguent une bande de forêt boréale qui le longe jusqu'au delta du Mackenzie, à l'est des chaînons Richardson. S'étendant sur 12 710 kilomètres carrés, la vallée boisée compte plusieurs petites municipalités dont Inuvik, Aklavik, Tsiigehtchic et Fort McPherson. Toutes font partie de la région visée par le règlement de la revendication des Gwich'in.

Situé au-delà de la limite forestière du cercle polaire arctique, le territoire traditionnel visé par le règlement possède un écosystème néanmoins particulier. Alors que les sols au nord du 60e parallèle sont, pour la plupart, gelés en permanence et ne produisent que des arbres rabougris ou une végétation arbustive, la région visée subit l'influence du Mackenzie et abrite une vaste forêt boréale. Pendant des siècles, les descendants des nations gwich'in et déné ont respecté cette ressource renouvelable pour assurer leur subsistance.



Conseil tribal des Gwich'in

Au cours de la dernière décennie, les responsables de la région ont mené un certain nombre d'études sur l'utilisation des sols dans le but de dresser un bilan de leurs ressources forestières. Ils entendaient s'appuyer sur ces données pour définir la façon optimale de gérer leurs ressources. À présent que ces études ont livré leurs résultats, le Conseil tribal des Gwich'in et le Conseil des ressources renouvelables gwich'in (CRRG) aimeraient partager avec le public ce qu'ils ont appris sur leurs forêts. Grâce à l'appui financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), une trousse d'outils éducatifs verra ainsi le jour.

« Nous avons créé des outils d'apprentissage pour aider les jeunes à comprendre la relation d'interdépendance qui existe entre la communauté et la forêt », explique Jennifer Walker-Larsen, écologiste rattachée au CRRG. « Grâce au soutien du PFPN, nous avons bénéficié de l'aide d'un spécialiste en éducation pour rédiger le matériel scolaire et pour élaborer les activités en classe. »

Cette trousse éducative s'adresse aux élèves de la 7e à la 9e année. Elle comprend un document de synthèse pour l'enseignant, des échantillons de cours, des feuilles d'activité, des copies à distribuer en classe ainsi que des recommandations pour les observations sur le terrain.

Les sujets abordés dans la trousse sont les suivants : généralités sur l'écologie forestière, régénération forestière et renouvellement végétatif à la suite de perturbations forestières. La trousse met également en valeur l'importance des usages traditionnels de la forêt.

« Nous espérons que ces trousses serviront aux enseignants pendant des années, peu importe le contexte éducatif, ajoute Jennifer. Elles feront désormais partie de nos présentations dans les écoles et dans nos camps scientifiques d'été. Nous projetons également de mettre quelques-unes de nos activités au menu des "Journées de la nature". »

Ainsi, en encourageant les jeunes Gwich'in à comprendre et à apprécier la forêt qui les entoure, le Conseil tribal des Gwich'in favorise un environnement sain pour l'ensemble de son peuple.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	10 000 $
Fonds des Premières nations	7 600 $
Autres fonds	0 $
Total	**17 600 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Jennifer Walker-Larsen
Gwich'in Renewable Resource Board
C.P. 2240
105, rue Distributor
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0T0
Tél. : (867) 777-6600
Téléc. : (867) 777-6601
Courriel : enviro.biologist@grrb.nt.ca

La Première nation de Driftpile, Alberta

Semer les graines d'un avenir prometteur

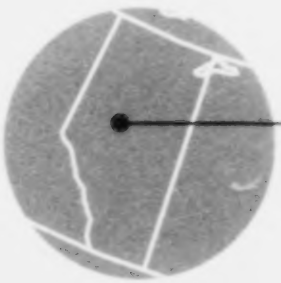
La Première nation de Driftpile, au nord de l'Alberta, reconnaît depuis longtemps la nécessité de conserver des terres forestières productives et bien aménagées. En fait, il y a plus de 20 ans, des chefs visionnaires de la bande de Driftpile ont mis en réserve une région boisée de la communauté, spécifiquement dans le but de procéder à des activités sylvicoles. Au fil du temps, leur décision de préserver et de gérer une région boisée s'est avérée profitable pour tous les membres de la Première nation de Driftpile.

La Première nation de Driftpile est située à environ 50 kilomètres à l'est de High Prairie et à 72 kilomètres à l'ouest de Slave Lake. La réserve, située sur les berges sud du Petit lac des Esclaves, s'étend sur 6 349 hectares. Approximativement 30 p. 100 de sa superficie est peuplée d'arbres. Pour les 1 200 membres vivant dans la communauté (pour une population entière de 2 200), l'industrie forestière constitue la clé de voûte de l'économie locale.

Pour faire en sorte que les générations futures profitent également d'une forêt en santé, la communauté a adopté un plan quinquennal axé sur l'amélioration de ses ressources forestières. Conformément à ce plan, la Première nation de Driftpile a planté 40 000 jeunes conifères dans une région ravagée par un incendie de forêt en 2001. Le programme de reboisement a pu compter sur le soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN) et sur l'appui de la société Alberta Plywood Ltd., qui a fourni l'assistance technique et les semis.

La décision de reboiser le site de la forêt incendiée avait une importance particulière pour toute la communauté, rapporte Peter Freeman, un membre de la bande. « Le feu a été déclenché accidentellement, explique-t-il. La région dévastée avait été reboisée auparavant et la repousse allait bon train lorsqu'un membre de la bande, occupé sur le terrain à vérifier les progrès de la plantation, déclencha accidentellement l'incendie. »

Quelque 48 000 arbres, la plupart âgés de trois à quatre ans, furent détruits. Pour une communauté qui tire une grande fierté de la protection et de la conservation de ses ressources, cet incendie



Première nation de Driftpile

de forêt fut une catastrophe. Toutefois, en grande partie grâce au soutien du PFPN, les membres de la communauté ont pu trouver une certaine consolation.

« Le reboisement de cette zone forestière nous a remis sur les rails, poursuit Peter. Notre programme suit son cours et nous en sommes à la récolte d'arbres matures, à l'éclaircissement des zones à plus haut risque d'incendie et à la plantation de semis de qualité (principalement de l'épinette et du pin en moindre quantité) pour assurer la stabilité de nos ressources forestières. » À ce jour, la bande a planté plus de 700 000 arbres. D'ailleurs, certains spécimens ont été coupés pour favoriser la croissance et la santé des arbres plus vigoureux.

« Les retombées économiques de cette initiative sylvicole auront des répercussions sur plusieurs générations, affirme Peter. Ceci nous permettra de poursuivre nos importantes activités sylvicoles qui ont, depuis deux décennies, si bien servi notre communauté. »

Bien que les retombées économiques soient appréciées, il semble que les bienfaits sur les plans social et culturel aient des répercussions encore à plus long terme. Cela s'explique par le fait que certains membres plus jeunes de la Première nation de Driftpile ont proposé leurs services pour la réussite du programme de reboisement. « Ainsi, avec l'aide du PFPN, nous avons pu embaucher 11 jeunes, poursuit Peter. L'expérience vécue par ces derniers lors des travaux de reboisement signifie que nous pourrons toujours compter sur une expertise essentielle à la protection et à la sauvegarde de nos ressources forestières. »

Bon nombre de ces jeunes, ainsi que d'autres jeunes de la communauté, ont pu se faire embaucher localement par des entreprises de reboisement. D'autres, de conclure Peter, se sont inscrits dans des écoles spécialisées en aménagement forestier.

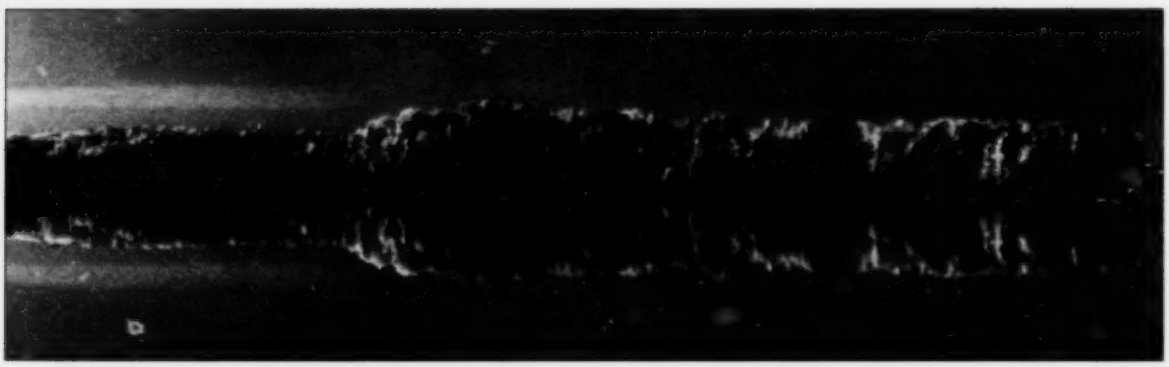
« Les compétences acquises par ces jeunes contribueront davantage au renforcement de notre industrie à l'avenir. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	39 400 $
Fonds de la Première nation	22 000 $
Autre fonds	1 000 $
Total	**62 400 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Peter Freeman
Première nation de Driftpile
Poste restante
Driftpile (Alberta) T0G 0V0
Tél. : (780) 355-3868
Téléc. : (780) 355-3650

La Première nation Huronne-Wendat, Québec



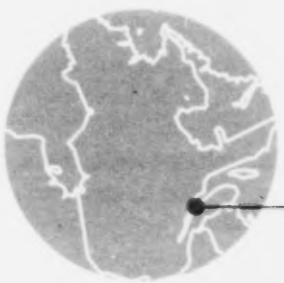
Renforcement des liens historiques avec la forêt

Même si on dit souvent de la communauté huronne-wendat qu'elle a évolué dans le sens d'une petite municipalité, ses 1 700 membres sont restés fortement attachés à leur terre et à leur environnement.

Située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Québec, la réserve est en fait une banlieue de la capitale provinciale. Or, le territoire est encore riche en ressources naturelles, et le temps n'a fait que renforcer l'appréciation des Hurons-Wendat pour la faune et la flore qui composent leurs terres ancestrales.

En 1987, les Hurons-Wendat entreprirent des efforts pour conserver et partager leurs ressources, ainsi que leur culture, avec le monde extérieur. À cette époque, le gouvernement du Québec et le Conseil de la Nation Huronne-Wendat signaient une entente de cogestion des activités de chasse et de pêche sur un secteur forestier de 400 kilomètres carrés appelé Tourilli. Depuis 1999, les Hurons-Wendat collaborent étroitement avec le Programme forestier des Premières nations (PFPN) afin de déterminer la meilleure façon de tirer profit des ressources naturelles de Tourilli. En particulier, l'aide financière du PFPN a permis à la bande d'élaborer une approche de gestion intégrée des ressources et des pratiques, axée sur les besoins de la faune sauvage.

Le secteur Tourilli se situe à la limite des forêts boréale et laurentienne. La première, au nord, est dominée par les résineux, et l'autre, au sud, entrecroisée de feuillus et de résineux. Cette zone, l'une des plus biodiversifiées au Québec, se caractérise par une abondance de sapins



Première nation Huronne-Wendat

baumiers, d'épinettes et de bouleaux. « Nous nous trouvons dans l'écozone du bouclier boréal », explique Louis Lesage, membre de la bande et principal intervenant dans tout dossier concernant le PFPN. « On y rencontre donc une grande diversité d'animaux comme des orignaux, des loups, des ours noirs, des chevreuils, des huarts, ainsi que plusieurs espèces de sauvagine. »

Le secteur Tourilli jouit également d'une grande notoriété en tant que paradis de la pêche. « D'ailleurs, affirme Louis, Tourilli est reconnu comme le meilleur endroit de la région pour la pêche à l'omble de fontaine et à l'omble chevalier. » Selon lui, cette réputation au niveau de la pêche et de la biodiversité s'est bâtie au fil de longues années de gestion saine et d'exploitation sensible à l'environnement.

Les Hurons-Wendat sont d'accord pour que l'on protège cet exceptionnel patrimoine naturel, mais ils savent aussi que le fait de partager leurs ressources forestières peut avoir des retombées économiques positives. « En deux mots, nous voulons partager nos ressources exceptionnelles avec les autres, ainsi que notre amour de la nature et de l'environnement, renchérit-il. Dans cette optique, notre bande a conçu des activités d'écotourisme qui se déroulent douze mois par année. Il existe même un forfait traditionnel pour ceux qui recherchent un goût vraiment authentique de la vie huronne.

« Pour nous, l'important est d'atteindre l'équilibre, poursuit-il. C'est pourquoi, avec l'aide financière du PFPN, nous tâchons de mettre sur pied un plan d'aménagement forestier durable pour notre territoire. » Un tel plan, fait-il remarquer, enrichirait la communauté, aussi bien sur le plan économique que culturel, et donnerait à la nation huronne-wendat un plus grand rôle dans la protection et la gestion de leurs ressources forestières.

Pour la Première nation Huronne-Wendat, la prochaine étape consiste à mettre en pratique les leçons tirées de son expérience. La bande diffusera ensuite ces connaissances dans la communauté de manière à ce que celle-ci puisse développer une industrie viable et génératrice d'emplois pour ses membres.

« En même temps, rapporte Louis, nous voulons faire en sorte que nous allons de l'avant en respectant à la fois notre environnement et notre culture.

« Notre culture, conclut-il, a permis à la communauté huronne-wendat de survivre et d'évoluer à travers les siècles tout en défendant fièrement son identité. Nos façons originales de pratiquer l'agriculture, de cuisiner, d'échanger entre nous, de nous loger et de faire du commerce, sans compter nos croyances, continuent d'enrichir la nation huronne-wendat contemporaine. »

Sans l'ombre d'un doute, pour une nation aussi fière de ses origines, de sa culture et de son histoire que les Hurons-Wendat, il n'existe aucun compromis quand il s'agit de planifier son avenir.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	73 400 $
Fonds de la Première nation	259 000 $
Autres fonds	1 035 400 $
Total	**1 367 800 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

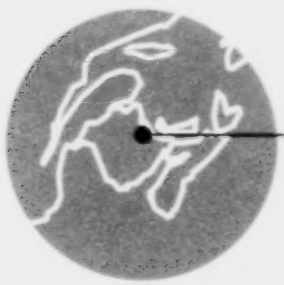
Louis Lesage
Première nation Huronne-Wendat
255, place Chef Michel Laveau
Wendake (Québec)
G0A 4V0
Tél. : (418) 843-3767
Téléc. : (418) 842-1108
Web : www.wendake.ca

La Première nation d'Eel Ground, Nouveau-Brunswick

Les activités d'aménagement forestier permettent de revitaliser les forêts de la région

Au milieu des années 1990, Steve Ginnish, agent de développement forestier, a entrepris de restaurer les ressources naturelles de la réserve de la Première nation d'Eel Ground, près de Miramichi. En effet, les coupes massives avaient gravement endommagé la forêt boréale de la rive nord du Nouveau-Brunswick.

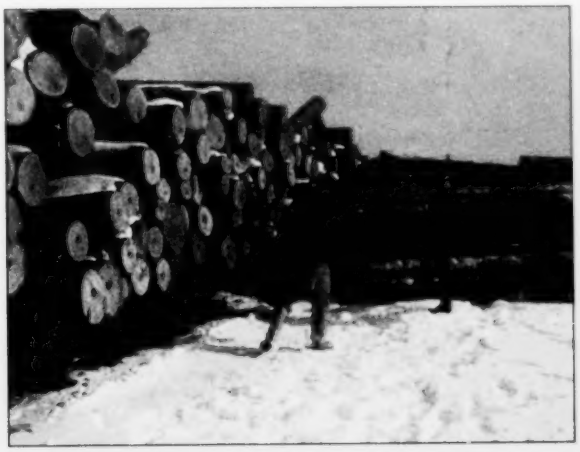
En constatant que Steve avait posé les bases d'une croissance économique prometteuse, la communauté d'Eel Ground a uni ses efforts à ceux de Steve en vue de régénérer la forêt. La décision de travailler en collaboration avec Steve a fait en sorte que l'approche de la bande en matière de gestion des ressources a évolué de façon significative au cours des dernières années. Aujourd'hui, les pratiques forestières de la communauté respectent les exigences techniques modernes de même que les lois environnementales. En travaillant en collaboration avec Brian Donovan, expert-conseil en foresterie du Nouveau-Brunswick, la bande a adapté ses techniques sylvicoles aux terres de sa réserve. Ces techniques comprennent l'enlèvement de résidus, la coupe d'éclaircie précommerciale, la plantation, la cartographie et la conservation des sols.



Première nation d'Eel Ground

« La forêt représente beaucoup pour le peuple d'Eel Ground sur les plans économique, culturel, spirituel et historique, mentionne Steve. Nous devons établir un équilibre durable entre tous ces éléments. Notre réserve se situe à proximité d'importantes compagnies forestières, notamment une usine de la société UPM Kymmene, et nous devons nous assurer que nos ressources sont gérées adéquatement. »

La Première nation d'Eel Ground va de l'avant pour protéger ses ressources. La bande cherche à obtenir une certification du Forest Stewardship Council (FSC), un organisme international qui promeut le développement forestier durable. La bande a obtenu d'autres certifications et celle du FSC couronnerait les efforts qu'elle a déployés jusqu'à maintenant. L'Institut forestier du Canada, le Nouveau-Brunswick Conservation Council et le Réseau environnemental du Canada ont tous reconnu la réussite du plan d'aménagement forestier d'Eel Ground.



« Nous sommes sur le point de subir l'évaluation finale du processus d'obtention de la certification du FSC », précise Steve. Une équipe de Bruxelles doit effectuer un séjour de huit jours au printemps 2005 pour visiter le territoire et les bureaux de la bande. Comme elle a effectué tous les ajustements recommandés dans les évaluations antérieures, la communauté espère réussir l'étape finale.

Toutefois, le processus pour se rendre à la dernière étape de la certification s'est avéré long et complexe. Le projet a d'abord été mis sur pied conformément à l'Entente sur la mise en valeur des ressources forestières des gouvernements fédéral et provincial (1982-1995). Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a en partie financé ce projet entre 1996 et 2005 en octroyant un montant total de 67 400 $.

« Nous avions besoin d'une toute nouvelle approche en matière de gestion des terres, explique Steve. En réalité, nous n'aurions pas pu atteindre les objectifs fixés sans le soutien du PFPN. »

Il souligne que les initiatives d'aménagement forestier d'Eel Ground ont déjà généré bon nombre de retombées avantageuses, principalement des possibilités d'emploi. Le programme forestier de la bande couvre l'acquisition de connaissances écologiques, la protection des plantes médicinales, la recherche, la production de cartes et l'exploitation d'une scierie. Ces activités ont favorisé la création d'emplois saisonniers pour 45 travailleurs de même que des emplois à plein temps pour 6 personnes.

Steve fait remarquer que la certification du FSC permettra d'accélérer ce processus. Cette certification constitue un excellent avantage commercial pour la Première nation d'Eel Ground et incitera d'autres Premières nations des Maritimes à établir un plan forestier pour le développement durable.

« Nous cherchons à améliorer les normes des projets réalisés par les Autochtones et à augmenter le taux de participation de ces derniers à ces projets, confie Steve. Les efforts déployés à l'heure actuelle porteront fruit dans les années à venir, et ce pour longtemps. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	67 400 $
Fonds de la Première nation	67 000 $
Autres fonds	96 000 $
Total	**230 400 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Steve Ginnish
Première nation d'Eel Ground
47, chemin Church
Eel Ground (Nouveau-Brunswick)
E1V 4E6
Tél. : (506) 627-4604
Téléc. : (506) 627-4605
Courriel : koonadoo@nbnet.nb.ca

La Première nation de Mattagami, Ontario

La Première nation projette un développement communautaire des ressources naturelles

L'écozone de la ceinture d'argile couvre une bonne partie du nord-est de l'Ontario. Prenant ses origines au nord de Hearst, elle s'étend jusqu'à la frontière du Québec et au sud jusqu'à Matheson, à proximité du Kirkland Lake. Les forêts de cette zone argileuse plongent leurs racines dans les riches dépôts d'argile laissés par les eaux glaciales du lac Barlow-Ojibway situé au nord. De vastes étendues d'épinettes noires profitent de ce climat boréal humide, créant ainsi un habitat idéal pour la faune : orignaux, perdrix, loups, lynx, faucons, aigles, martres, visons, belettes et ours noirs.

Les forêts des basses terres de la ceinture d'argile sont notamment connues pour leurs longs cycles d'incendies de forêt. Certaines étendues de forêt n'ont pas connu d'incendies depuis plus de 700 ans. Ces cycles inhabituels font l'objet de plusieurs recherches. Les points de vue autochtones et, plus particulièrement, le savoir traditionnel en ont amené plusieurs à revoir leur façon de travailler avec la forêt de la ceinture d'argile.

Première nation de Mattagami

Les forêts des basses terres de la ceinture d'argile sont notamment connues pour leurs longs cycles d'incendies de forêt. Certaines étendues de forêt n'ont pas connu d'incendies depuis plus de 700 ans.

En 1992, le Service canadien des forêts a mis sur pied dans cette zone argileuse la Forêt modèle du lac Abitibi (FMLA). Ses objectifs étaient de former des partenariats, de générer de nouvelles idées et de créer des outils de terrain favorisant une gestion durable des forêts. Depuis sa création, la FMLA a mené plusieurs études dans les forêts longeant le lac Mattagami, à proximité de la Première nation de Mattagami. Accessibles par l'autoroute 144, les 5 241 hectares de territoire forestier de la Première nation se trouvent à 95 kilomètres au sud de Timmins.

« Notre partenariat avec la FMLA et le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario s'est avéré un jumelage idéal pour la Première nation de Mattagami », soutient Chris McKay, planificateur forestier à la Société de développement communautaire de Gawuhigaewin. Avec l'aide du Programme forestier des Premières nations (PFPN), pendant quatre mois, deux membres de la bande ont effectué un travail de levés sur le terrain, dans le cadre d'un grand projet de recherche visant à connaître les effets des techniques de récolte partielle.

« Les planificateurs forestiers de la province regardent de plus près des méthodes de récolte plus écologiques, poursuit Chris. Les levés sur le terrain nous ont permis d'évaluer les résultats de méthodes de récolte partielle sur une période d'essai de 10 ans. En participant au projet, nous avons acquis un apprentissage précieux, essentiel aux futurs projets. »

Plus précisément, la bande a acquis une expertise dans la Coupe avec protection de la régénération et du sol (CPRS), une méthode de récolte unique qui protège, à certains endroits, des arbres matures. La méthode CPRS génère des forêts composées d'arbres d'âges variés, imitant et bénéficiant ainsi des processus naturels présents dans les vieilles étendues d'épinettes noires des basses terres.

Avec la recherche complétée et une expérience accrue de l'aménagement forestier, la Première nation de Mattagami est parfaitement en mesure d'examiner de nouvelles façons innovatrices d'exploiter les ressources naturelles locales.

« Nous avons de nombreuses idées quant aux façons d'intégrer nos valeurs et notre savoir traditionnel sur les forêts aux techniques modernes du Système d'information géographique (SIG), rapporte Chris. Nous étudierons aussi les possibilités qu'offrent certains produits forestiers à valeur ajoutée, ainsi que l'utilisation de la forêt à des fins autres que l'exploitation forestière. D'ailleurs, l'écotourisme gagne en popularité dans notre coin de la province. Nous aimerions faire partie de ce mouvement. »

La Première nation de Mattagami espère que les partenariats féconds qu'elle a formés avec le gouvernement et les groupes industriels se poursuivront, tandis que la communauté poursuit ses efforts afin de s'assurer un avenir viable et prospère.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	17 000 $
Fonds de la Première nation	2 500 $
Autres fonds	40 500 $
Total	**60 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Chris McKay
Gawuhigaewin Community
Development Corporation
Première nation de Mattagami
C.P. 99
Gogama (Ontario) P0M 1W0
Tél. : (705) 894-2072
Téléc. : (705) 894-2887

La Première nation innue de Sheshatshiu, Terre-Neuve-et-Labrador

La Première nation étudie diverses techniques de conservation

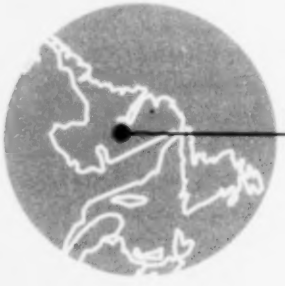
La Première nation innue de Sheshatshiu s'implique de plus en plus dans la gestion des forêts situées à proximité de sa communauté du centre est du Labrador. Travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements fédéral et provincial, la bande étudie les impacts environnementaux de diverses pratiques sylvicoles sur la forêt. Plus particulièrement, une équipe de recherche recueille présentement des données dans un territoire de 250 hectares dont la récolte est prévue pour l'an prochain.

« Cet hiver, nous surveillons de près les mouvements de la faune ainsi que d'autres caractéristiques de l'environnement », précise Valerie Courtois, une planificatrice forestière de la Première nation innue. « Nous voulons surveiller les propriétés de la forêt avant et après chacun des types de coupe. De cette façon, nous pourrons choisir la méthode de récolte la plus appropriée — et la moins perturbatrice — qui sera utilisée à l'avenir. »

Neal Simon, un écologiste régional au ministère des Ressources naturelles de Terre-Neuve-et-Labrador, contribue à cette initiative que mène la communauté. Neal a entrepris un projet de recherche de doctorat sur le même sujet. Son travail cumule plus de trois années de données sur la végétation et le décompte d'oiseaux dans la région. La Première nation ajoutera à cette recherche en recueillant des informations sur les habitats d'autres animaux et de gibiers à plumes, tels que les lièvres, les martinets, les belettes et les porcs-épics. Ces animaux ont de l'importance pour la Nation innue.

Depuis son début en décembre 2004, ce projet a marqué de bons progrès, rapporte Valerie. La première phase de récolte doit être entreprise cet été et donnera lieu à une autre collecte de données l'hiver prochain. La collecte de données se réalise mieux l'hiver, précise-t-elle, parce que les chercheurs peuvent observer les habitudes d'un animal en suivant ses pistes laissées sur la neige.

« Cinq membres de la bande ont été embauchés pour compiler les informations dans une base de données à l'aide d'un Système d'information géographique (SIG). Ces emplois ont une grande importance pour la communauté — ils donnent



Première nation innue de Sheshatshiu

à notre peuple l'occasion de faire l'apprentissage des méthodes modernes de recherche sur l'utilisation du territoire, tout en nous permettant d'enseigner le mode de vie de la Nation innue. »

Jean-Pierre Ashini, un membre de la communauté reconnu localement comme un expert de la chasse, a été choisi pour mener l'étude sur le terrain. Au cours de ses excursions et de ses séjours en camping dans la forêt, Jean-Pierre a enseigné à de jeunes membres de la bande comment reconnaître les habitudes et les habitats de la faune. Son travail de même que la facilité avec laquelle il communique avec les jeunes lui ont valu le respect et la reconnaissance de la communauté innue. Valerie affirme que ce travail a aussi eu un effet bénéfique sur la communauté, soulignant que deux jeunes l'avaient accompagné au cours de ses excursions.

« Ils ont passé du temps en forêt où ils ont pu se dégager l'esprit et, d'une façon globale, en apprendre plus sur la forêt et nos traditions en forêt, précise Valerie. Ce partage de connaissances est important pour perpétuer la façon dont notre peuple vit et travaille avec les ressources naturelles. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	25 000 $
Fonds de la Première nation	8 700 $
Autres fonds	9 000 $
Total	**42 700 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

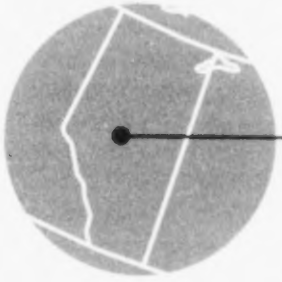
Valerie Courtois
Bureau de l'environnement de la Nation innue
C.P. 119
Sheshatshiu (Terre-Neuve-et-Labrador)
A0P 1E0
Tél. : (709) 497-8155
Téléc. : (709) 497-8396
Courriel : vcourtois@innu.ca
Web : www.innu.ca

La Première nation Piikani, Alberta

Un plan d'inventaire forestier et d'exploitation forestière assure une meilleure surveillance de la santé des forêts

La Première nation Piikani, établie au sud de l'Alberta, a élaboré un plan d'inventaire forestier et d'exploitation forestière en vue de réaliser deux objectifs importants : encourager le recours à des pratiques exemplaires d'aménagement des forêts et mieux contrôler la prolifération du dendroctone du pin ponderosa (DPP) dans les contreforts du sud-ouest de l'Alberta.

Les infestations du DPP, qui s'attaque au pin tordu en Colombie-Britannique et au nord de l'Alberta, ont constamment augmenté au cours de la dernière décennie, occasionnant bien des problèmes à l'industrie forestière. Pour lutter contre l'épidémie, les gouvernements ont établi des partenariats avec l'industrie et les Premières nations, afin de contrôler la prolifération des insectes et limiter les dommages infligés aux arbres. Certains rapports ont récemment fait état de la propagation inquiétante du DPP dans les contreforts du sud de l'Alberta. Établie au cœur de cette région, la Première nation Piikani a décidé de faire sa part et de participer à un projet régional visant à effectuer des recherches sur la présence du DPP.



Première nation Piikani

Établie à environ 50 kilomètres à l'ouest de Lethbridge, la Première nation Piikani occupe un territoire de 42 612 hectares, situé entre les villes de Pincher Creek et Fort MacLeod. Le paysage diversifié de la réserve est composé de forêts, de pentes alpines et de prairies. Parmi les essences d'arbres qu'on y trouve habituellement, citons le Douglas taxifolié, le pin tordu, le pin ponderosa, le sapin subalpin, l'épinette d'Engelmann et le pin argenté.

« En ce qui a trait au DPP, nous avons eu de la chance jusqu'à maintenant », affirme Tobias Provost, gestionnaire de projet au bureau du conseil de bande de la Première nation Piikani. « L'étude a révélé que, même si le DPP poursuit son invasion, on ne le trouve pas encore dans nos forêts. » Il souligne que la bande continuera de surveiller ses forêts et qu'elle est prête à travailler en collaboration avec ses voisins advenant le cas où la présence du DPP serait signalée.

Pendant ce temps, la bande cherche à atteindre le deuxième objectif de son plan d'inventaire forestier et d'exploitation forestière. En partenariat avec le Programme forestier des Premières nations (PFPN) et la firme Timberline Forest Inventory Consultants Ltd. d'Edmonton, la bande a présenté au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, en novembre 2004, une proposition détaillée pour l'exploitation forestière. Le plan recommandait l'exploitation forestière de 30 000 mètres cubes sur cinq ans, à raison de 5 000 mètres cubes par année. L'exploitation forestière de certaines zones approuvées a débuté à l'hiver 2005.

« Notre objectif à long terme est de favoriser le développement de notre communauté en utilisant les ressources forestières de notre réserve,

précise Tobias. L'élaboration du plan d'exploitation forestière comportait de nombreuses étapes. Nous avons dû déterminer les parties du territoire qui se prêtaient davantage à l'exploitation forestière ainsi que les zones qui devaient être protégées. »

Tobias explique que les évaluations effectuées avant le début de la récolte ont permis de vérifier plusieurs des caractéristiques des forêts, notamment la qualité des arbres et leur quantité, les autres types de végétation et les sols. Tout en dressant l'inventaire du bois d'œuvre pouvant être récolté, la bande a vérifié si les arbres portaient des traces de la présence du DPP. L'étude a été effectuée en juillet 2004 avec la collaboration de la firme Timberline Forest Inventory Consultants.

Derrick Lalonde, un employé de la firme Timberline, mentionne que l'étude sur le terrain s'est bien déroulée. La firme a donné de la formation à des membres de la Première nation Piikani. « Nous avons constitué une équipe de huit personnes — formée de quatre membres de la Première nation Piikani et de quatre employés de Timberline — ce qui a permis d'offrir de la formation personnalisée, souligne-t-il. Nous avons dressé l'inventaire des volumes de bois et recueilli des données sur les arbres de la région. Étant donné qu'il fallait déterminer quelles zones étaient davantage appropriées pour l'exploitation, nous avons effectué une évaluation écologique avant le début de la récolte. »

Derrick indique que la firme Timberline poursuivra ses travaux en collaboration avec la Première nation Piikani. Le calendrier d'abattage actuel permet de planifier la récolte pour les trois prochaines années. Durant cette période, la Première nation Piikani et la firme Timberline espèrent élaborer une stratégie d'aménagement forestier à long terme pour la région.

Entre-temps, les membres de la Première nation Piikani surveilleront de près le DPP. « Nous espérons connaître des températures extrêmement froides au cours des prochaines années, car le dendroctone du pin ponderosa fuit le froid », souligne Tobias.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	37 500 $
Fonds de la Première nation	15 100 $
Autres fonds	0 $
Total	**52 600 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Tobias Provost
Première nation Piikani
C.P. 70
Brocket (Alberta) T0K 0H0
Tél. : (403) 965-3940
Téléc. : (403) 965-2030

Les Premières nations de Pabineau et de St. Mary's, Nouveau-Brunswick

Les Premières nations explorent de nouvelles avenues en matière d'aménagement forestier

Le nouveau plan d'aménagement forestier durable permet aux Premières nations de Pabineau et de St. Mary's (au Nouveau-Brunswick) de déterminer la meilleure façon de gérer leurs ressources forestières. Les réserves de St. Mary's et de Pabineau font partie d'une région écologique unique connue sous le nom de Forêt acadienne. Dans les environs, les forêts mixtes se composent de feuillus nordiques, tels que l'érable et l'hêtre, ainsi que de conifères comme l'épinette et le sapin baumier. La topographie est diversifiée : collines ondulées au sud, montagnes escarpees au nord.

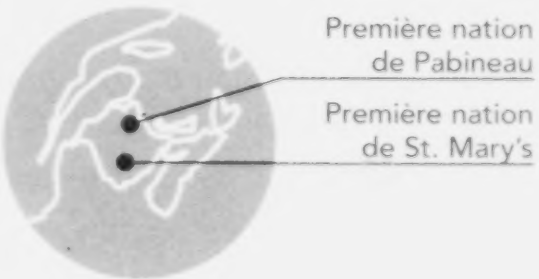
Brian Donovan, de la firme d'experts-conseils Forest Financial Consulting du Nouveau-Brunswick, a remis le plan d'aménagement forestier aux conseils de bande. Ce plan décrit la meilleure façon de créer de nouvelles possibilités économiques pour les Premières nations, tout en préservant leurs ressources pour les générations futures.

Brian a travaillé en étroite collaboration avec les deux bandes afin d'établir le plan le plus efficace. Il a rencontré les conseils de bande pour passer en revue les pratiques actuelles en matière d'aménagement forestier et pour déterminer les critères des plans ultérieurs. Les deux Premières nations ont spécifié que, même si elles désiraient créer des possibilités d'affaires, elles s'étaient engagées à préserver l'exploitation traditionnelle de leur forêt de 1 000 hectares.

Lors de la rédaction du plan, la première étape consistait à établir un inventaire forestier détaillé et complet. « Nous avons formé des membres des communautés de St. Mary's et de Pabineau pour qu'ils puissent mesurer des arbres et recenser des plantes uniques et des plantes médicinales indigènes, rapporte Brian. Nous leur avons également montré comment entretenir la bande défrichée et les limites. Nous avons établi des limites et défini des zones tampons pour les zones fragiles ». Par exemple, la Première nation de Pabineau a découvert dans la forêt de son territoire un cimetière historique qu'elle a tenu à ne pas perturber.

A l'été 2003, les experts-conseils ont réalisé des recherches sur le terrain en compagnie de trois membres de chacune des deux communautés. Ils ont effectué une visite des aires d'échantillonnage de la forêt et étudié les caractéristiques des arbres et de la végétation ainsi que les propriétés de la faune. Ils ont également recueilli des données pour la base de données d'un Système d'information géographique (SIG).

Lorsque les travaux sur le terrain ont été réalisés, les experts-conseils ont présenté aux Premières nations de nouvelles options pour l'exploitation



des ressources forestières, options qui généreraient des emplois et des possibilités d'affaires pour la communauté. Par exemple, l'arpentage a permis de déterminer que certaines zones de la forêt étaient davantage appropriées pour l'éclaircie précommerciale, le regarni et la coupe sélective.

« Maintenant que les chefs et les conseils disposent d'un système de gestion similaire au SIG, ils peuvent fixer les objectifs à atteindre pour les années à venir », rapporte Brian. Depuis l'établissement de l'inventaire forestier, trois membres de bande ont été embauchés pour s'occuper des tâches courantes comme l'entretien des limites. Ils pourront mettre en application ce qu'ils ont appris en exécutant les travaux saisonniers.

Outre la récolte commerciale, certaines ressources forestières ne sont pas exploitées par les Premières nations. Par exemple, la réserve de St. Mary's est située à proximité de parcs longeant le lac Killarney. « La région est propice à l'écotourisme », mentionne Brian. De plus, les bleuets poussent en abondance dans la réserve de Pabineau, ce qui permet d'envisager la possibilité d'en faire le commerce.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	66 900 $
Fonds des Premières nations	23 900 $
Autres fonds	0 $
Total	**90 800 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Première nation de Pabineau
1290, chemin Pabineau Falls
Pabineau First Nation
(Nouveau-Brunswick) E2A 7M3
Tél. : (506) 548-9211
Téléc. : (506) 545-6968

Première nation de St. Mary's
150, rue Cliffe
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3A 0A1
Tél. : (506) 458-9511
Téléc. : (506) 462-9491

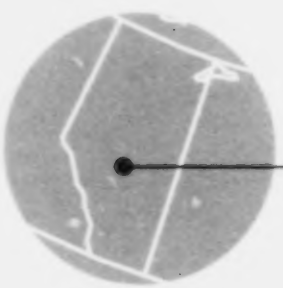
Brian Donovan
Expert-conseil en foresterie
Tél. : (506) 623-2062
Courriel : fic@nbnet.nb.ca

La Première nation d'Alexander, Alberta

Le programme assure une économie saine et un environnement sain

Bien que la Première nation d'Alexander regroupe trois régions distinctes, elle a longtemps considéré les terres à proximité de Fox Creek, situées à environ 55 kilomètres au nord-ouest d'Edmonton, comme étant des plus prometteuses à l'égard d'un avenir fondé sur les ressources forestières. Cependant, aussi enthousiaste qu'ait été la bande à l'idée de voir ses membres réaliser des bénéfices économiques grâce à une économie axée sur les ressources forestières, elle ne désirait pas y donner suite si cela signifiait mettre les ressources naturelles de la région en péril.

Grâce à une aide de 10 000 $ provenant du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la bande Alexander a mis sur pied un plan d'envergure afin de cartographier, cataloguer et gérer les ressources forestières des 2 080 hectares que couvre la région de Fox Creek. En raison de cette décision, elle met présentement sur pied une stratégie d'aménagement forestier efficace — une stratégie permettant à la communauté de participer pleinement à l'industrie forestière tout en assurant la croissance et la durabilité à long terme.



Première nation d'Alexander

La Première nation d'Alexander avait plusieurs objectifs en tête avant d'approcher le PFPN pour solliciter son aide dans l'élaboration de sa stratégie d'aménagement forestier, rapporte un membre de la communauté. « Nous voulions protéger l'environnement, préserver les zones fragiles sur le plan culturel et créer, à court et à long termes, des emplois et des possibilités d'affaires. »

« En fin de compte, ajoute un porte-parole de la communauté, nous espérions acquérir notre autonomie économique grâce à une économie axée sur les ressources forestières. Nous voulions simplement y parvenir sans mettre l'avenir de la forêt en péril. »

Afin de s'assurer que les objectifs énoncés dans la stratégie soient pleinement atteints, la bande Alexander a conclu une entente de cogestion avec Silvacom Ltd., une société d'experts-conseils en gestion de ressources naturelles qui possède une vaste expérience en génie forestier. Par ailleurs, la gestion de la région a été confiée jusqu'au 31 août 2015 à une entreprise albertaine, la Blue Ridge Lumber Inc. L'entente d'aménagement forestier accorde à l'entreprise les droits d'établir, de cultiver et de récolter, sur le territoire de l'entente, le bois d'œuvre de conifères et de feuillus.

Sous les conseils de Silvacom, et avec le concours de Blue Ridge, la Première nation d'Alexander a compris la nécessité d'éclaircir la région de Fox Creek et de procéder au reboisement de certains endroits. Pour accomplir cette tâche, la bande a embauché huit membres pour une période d'environ quatre semaines. L'équipement nécessaire — VTT, camions, débroussailleuses, tronçonneuses — a été fourni

par le service forestier de la communauté. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a aussi contribué en fournissant son soutien et son expertise dans la lutte contre les maladies afin d'aider la communauté à contrer la menace d'infestation par les insectes.

L'embauche de membres de la communauté afin de préparer le site pour l'exploitation des ressources ne représente qu'un début. L'entente prévoit l'embauche de membres de la bande sur une base permanente par Blue Ridge lorsque la production de bois d'œuvre et de produits connexes débutera pour de bon.

« La participation du PFPN dans la préparation d'une stratégie d'aménagement forestier a été inestimable » souligne Kurt Burnstick du service forestier de la bande. « Les terres de Fox Creek ne sont pas liées géographiquement au territoire principal de la réserve, et il aurait été difficile pour la Première nation d'Alexander d'y consacrer les ressources adéquates au développement de la région.

« La bande reconnaît que la région de Fox Creek représente une ressource forestière viable, explique-t-il, mais elle fait aussi partie de notre milieu de vie. » Dans l'avenir, poursuit Kurt, la bande Alexander voudra établir de nouvelles communautés sur la réserve de Fox Creek. « Nous voulons nous assurer que ces communautés et l'industrie forestière pourront coexister de façon harmonieuse. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	10 000 $
Fonds de la Première nation	10 000 $
Autres fonds	0 $
Total	**20 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Kurt Burnstick
Première nation d'Alexander
C.P. 3419
Morinville (Alberta) T8R 1S3
Tél. : (780) 939-5887
Téléc. : (780) 939-6166

La Première nation des Cris de Chapleau, Ontario

La coordonnatrice de la Première nation évalue les plans d'aménagement forestier

Roxanne Metlin, coordonnatrice en gestion forestière, considère son emploi comme un lien essentiel tissé entre la Première nation des Cris de Chapleau, le gouvernement et les planificateurs en développement industriel qui gèrent les forêts de la région.

Établie dans le nord-ouest de l'Ontario, à environ 350 kilomètres au nord-est de Sault-Ste-Marie, la réserve crie de Chapleau est située à la pointe sud de la grande forêt boréale de l'Ontario. La réserve, qui abrite 908 membres de la bande, couvre 8 050 hectares.

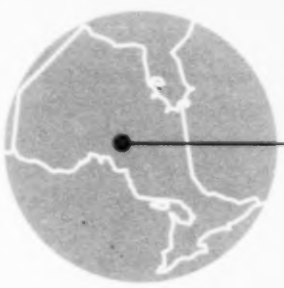
Deux importantes sociétés forestières sont désormais responsables des plans de développement de la région, explique Roxanne, et les communautés des Premières nations de la région veulent participer au processus. « Les Cris de Chapleau vivent depuis longtemps en respectant les traditions liées aux forêts locales, commente-t-elle. Ils souhaitent avoir leur mot à dire dans la planification future de ces forêts. »

Domtar Inc., qui possède un permis d'aménagement forestier durable pour l'unité forestière Pineland-Martel (640 000 hectares), et Tembec Inc., qui possède un permis semblable pour l'unité forestière Superior (900 000 hectares), sont les deux sociétés en question. Le pin gris, l'épinette blanche, l'épinette noire, le peuplier et le bouleau constituent les essences principales qui croissent dans cette région. Le sapin baumier, le pin blanc et le cèdre blanc font également partie du peuplement de cette région.

Roxanne, qui a commencé à occuper cet emploi en juillet 2004, décrit le travail qu'elle a accompli jusqu'à maintenant comme un projet pilote réussi. « Il n'existait aucun poste en gestion forestière comme celui-là auparavant, et je peux constater que mon travail est vraiment très utile », déclare-t-elle.

Roxanne sert principalement d'agente de liaison. Elle a la responsabilité de présenter au gouvernement et aux entreprises locales les questions importantes soulevées par les membres de sa communauté. Elle coordonne les efforts afin d'assurer que les préoccupations des Cris de Chapleau sont prises en considération dans les décisions qui touchent les ressources naturelles de la région. Elle est également membre du Groupe de travail des Premières nations, un groupe consultatif formé de représentants de chaque Première nation de la région (Brunswick House, Cris de Chapleau, Ojibway de Chapleau, Cris de Mattagami et Cris de Missanabie).

Par ailleurs, Roxanne consacre énormément de temps à la recherche, à la rédaction de rapports, à la consultation et à l'organisation des réunions des bandes et des séances d'information. Elle planifie les événements de sorte que les membres des bandes puissent examiner les versions provisoires des plans d'aménagement forestier de la région. Elle explique que ces séances offrent également aux résidants une occasion de



Première nation des Cris de Chapleau

discuter de leurs préoccupations, de poser des questions et de dialoguer avec les représentants de l'industrie et du gouvernement.

Le chef des Cris de Chapleau, Wade Cachagee, est d'accord pour dire que le poste qu'occupe Roxanne est nécessaire afin de déterminer les priorités en matière de ressources naturelles. Il confie que le bureau de la bande a été submergé au cours des dernières années par une grande quantité de tâches et de formalités administratives. Par ailleurs, la bande s'interroge sur la façon de conserver ses rapports avec la forêt à mesure qu'elle s'intègre et participe à l'industrie forestière.

À titre d'exemple, pour aider à comprendre à quel point la forêt est touchée par l'industrie, la bande assure le suivi relativement aux régions d'exploitation forestière, aux cases des trappeurs et aux territoires de piégeage, aux zones de récolte de poissons à appâts, aux frais de permis et aux permis de travail.

« Dans le passé, nous n'avions pas les moyens de composer avec toutes ces questions et dossiers auxquels nous aurions dû prendre part, ajoute-t-il. Nous n'avions ni le temps ni la personne spécialisée pour s'en occuper. L'aide financière du Programme forestier des Premières nations nous a permis d'engager un membre de la bande pour effectuer le suivi des dossiers et pour être présent à la table de négociation lorsque vient le temps de discuter des plans d'aménagement forestier. » Il espère que le poste sera encore en place l'an prochain pour que les membres de la bande puissent poursuivre leurs efforts.

Pat Tangy, une agente du ministère ontarien des Richesses naturelles qui travaille avec Roxanne, partage cet espoir. Elle soutient que le fait qu'elles puissent travailler ensemble a permis aux communautés locales des Premières nations d'être plus actives au sein des nouvelles activités forestières.

« Plus d'investissement devrait être affecté à pourvoir des postes comme celui-là, déclare Pat. Roxanne a réalisé des travaux d'envergure et elle est très utile. Elle siège à plusieurs comités consultatifs et apporte une aide précieuse lors de la préparation des rapports documentaires portant sur les convictions et les traditions de la Première nation des Cris de Chapleau. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	18 000 $
Fonds de la Première nation	20 500 $
Autres fonds	4 000 $
Total	**42 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Roxanne Metlin
Première nation des Cris de Chapleau
C.P. 400
4, rue Beech
Chapleau (Ontario) P0M 1K0
Tél. : (705) 864-0784
Téléc. : (705) 864-1760

La Première nation de Kapawe'no, Alberta

Un plan de prévention des incendies découlant d'un effort commun

Bien qu'aucune activité forestière n'ait lieu sur son territoire, la Première nation de Kapawe'no du nord de l'Alberta demeure affectée par l'industrie forestière. Située près de High Prairie, sur la rive ouest du Petit lac des Esclaves, la Première nation de Kapawe'no est entourée par des activités forestières. De fait, plusieurs membres de la bande sont à l'emploi d'entreprises forestières de la région.

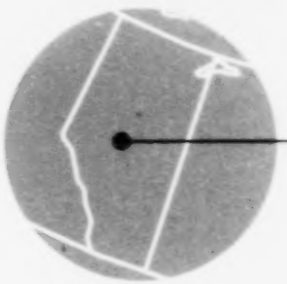
Malheureusement, la communauté de Kapawe'no est également exposée aux dangers inhérents à la vie dans une région densément boisée. « Les incendies demeurent une préoccupation constante, affirme George Addai, le gérant de la bande, qu'ils soient d'origine naturelle ou causés par une erreur humaine. C'est ce qui explique la nécessité de mettre sur pied un plan de prévention et de contrôle des incendies afin de protéger la communauté. »

La stratégie de prévention et de contrôle des incendies, surnommée le plan Fire Smart, résulte d'un effort commun, fruit d'une collaboration étroite entre les représentants de la bande, des dirigeants d'entreprises forestières, ainsi que des représentants du district de Big Lakes et du ministère du Développement durable des ressources de l'Alberta. Le processus menant au plan a été soutenu par le Programme forestier des Premières nations (PFPN).

« L'aide financière fournie par le PFPN nous a permis de compléter avec succès la première phase de ce projet, précise George. Grâce au plan Fire Smart, nous avons été en mesure de circonscrire les menaces d'incendie auxquelles est exposé le territoire de la réserve et d'établir les mesures nécessaires à sa protection. »

Avec le soutien et la collaboration du ministère du Développement durable des ressources, la bande a pu obtenir des photos aériennes du territoire des Kapawe'no et procéder à des simulations par ordinateur afin de déterminer l'étendue des risques d'incendie. La planification a été réalisée à partir d'information provenant de l'inventaire de la végétation de l'Alberta, des conditions météorologiques propices aux incendies, des variations saisonnières du climat, ainsi que des caractéristiques naturelles et anthropiques.

« En identifiant les menaces, nous avons pu mettre sur pied un plan pour limiter les risques d'incendie », précise George. Bien qu'il s'empresse d'en accorder tout le mérite aux membres de la communauté convaincus du besoin d'un tel plan, il admet que tous n'étaient pas prêts à accepter les mesures qui y sont proposées. « Par exemple, explique-t-il, plusieurs des arbres à l'intérieur de la communauté agissent comme barrière à la poussière. Les enlever, tel que requis par le plan, réduirait le risque d'incendie, mais augmenterait du même coup le problème de



Première nation de Kapawe'no

poussière. Nous voudrons examiner ce genre de choses de façon plus approfondie avant de procéder à la deuxième phase du projet. »

Quelles que soient les mesures adoptées, il est déjà clair que le plan Fire Smart aura un impact considérable — et extrêmement bénéfique — sur la communauté de Kapawe'no dans les années à venir. « Le plan Fire Smart a non seulement amélioré la sécurité de la Première nation de Kapawe'no, poursuit George, mais il s'est également avéré un stimulant bien apprécié pour l'économie. » Des membres de la bande ont été embauchés partout où il a été possible et utile de le faire.

George souhaite qu'il en sera de même lors de la seconde phase du projet, c'est-à-dire l'implantation des mesures identifiées lors de la phase initiale. « Quoi que l'avenir nous réserve, poursuit-il, je sais que nous pourrons continuer de compter sur le soutien de l'industrie forestière et du ministère du Développement durable des ressources dans cette initiative.

« Le ministère du Développement durable des ressources nous a été d'une grande aide lors de la première phase du projet, souligne George. Et ses représentants ont indiqué que nous pouvions compter sur une coopération semblable lors de l'implantation de l'ensemble des étapes requises pour compléter ce projet. »

Et tout ça donne aux 270 membres qui composent la Première nation de Kapawe'no un meilleur sentiment de sécurité aujourd'hui.

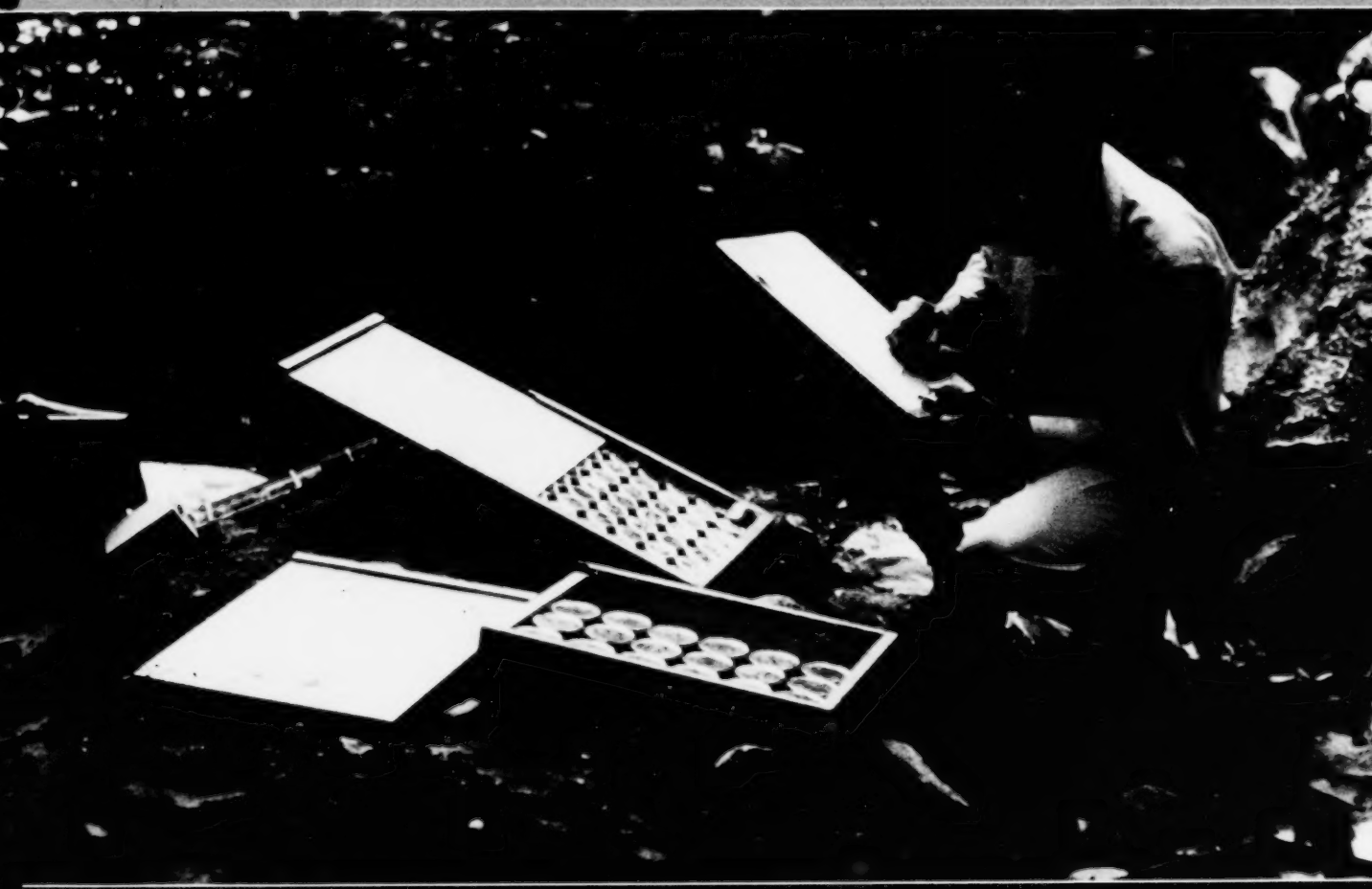
FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	15 000 $
Fonds de la Première nation	7 500 $
Autres fonds	0 $
Total	**22 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

George Addai
Première nation de Kapawe'no
C.P. 10
Grouard (Alberta) T0G 1C0
Tél. : (780) 751-3800
Téléc. : (780) 751-3864

Catégorie 2 :

Acquisition de compétences et développement

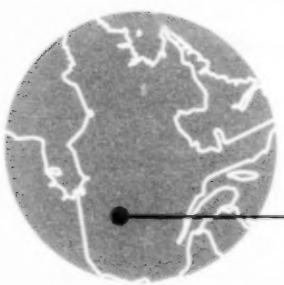


La Première nation Abitibiwinni, Québec

Acquérir des compétences et de la formation est la clé de l'avenir en foresterie pour la Première nation

Pendant des générations, le piégeage constituait l'unique activité économique d'importance des résidants de la communauté algonquine Abitibiwinni du Québec. Aujourd'hui, bien que cette activité occupe toujours une grande importance au sein de la Première nation, connue également sous le nom de Pikogan, les activités forestières et minières représentent de nouvelles avenues de développement économique pour les 800 membres (480 dans la réserve). La foresterie, particulièrement, est un secteur créateur d'emploi et de stabilité économique à long terme pour la communauté située à 3 kilomètres au nord d'Amos et à 115 kilomètres de la frontière ontarienne.

Depuis 2000, la responsabilité d'harmoniser les activités de piégeage avec celles de l'industrie forestière — tout en cherchant à préserver les ressources forestières qui profiteront aux générations futures — est une priorité pour le département des forêts de la Première nation Abitibiwinni. Benoît Croteau, le chef du département, affirme que la clé de l'exploitation fructueuse des ressources forestières passe par l'harmonisation de l'aménagement du territoire avec le savoir traditionnel. « Cette démarche, explique-t-il, fera en sorte que l'aménagement traditionnel de nos terres reste une priorité dans la planification de l'exploitation de nos ressources. »



Première nation Abitibiwinni

Naturellement, une autre priorité consiste à s'assurer que les membres de la communauté ont la chance de recevoir une formation et d'acquérir les compétences nécessaires à leur participation entière dans une économie axée sur les ressources forestières. Pour y arriver, poursuit Benoît, son département doit exécuter son plan d'aménagement forestier en concordance avec ses activités d'harmonisation de longue durée. Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) offre son appui à Pikogan depuis plusieurs années pour la poursuite de ses efforts. Le département des forêts jouit également du soutien du Programme de développement en foresterie (Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec) pour la gestion et l'harmonisation de ses activités.

Bien que le plan d'aménagement forestier de la bande ne concerne qu'une superficie de 94 hectares — une simple fraction du territoire entier de la réserve — la région est exceptionnellement riche en ressources naturelles. On y trouve une abondante réserve de peupliers faux-trembles, de peupliers et de bouleaux gris, ainsi qu'une faune très diversifiée, incluant orignaux, ours noirs, loups, caribous des forêts, lièvres et perdrix.

Selon Benoît, la région est idéale pour la coexistence des activités de piégeage et de foresterie, rendant prioritaire l'initiative d'harmonisation. À tel point que le département a nommé James Cananasso pour s'assurer que tous les participants

de la communauté sont sensibilisés au développement forestier et aux plans et projets d'infrastructures. « Il est essentiel, rappelle Benoît, que la communauté comprenne les répercussions que le développement forestier peut entraîner sur les activités traditionnelles. »

Mis à part l'harmonisation, l'objectif primordial visé par les activités en aménagement forestier de la bande est de faire en sorte que toute la communauté algonquine Abitibiwinni ait les moyens de participer avec succès aux activités de l'industrie forestière. « Nous avons pris l'engagement de nous doter de plus d'autonomie et de fournir aux membres de notre communauté la formation dont ils ont besoin sur une base continue, explique Benoît. Par exemple, l'une des nouvelles initiatives en matière de formation, mise de l'avant grâce à l'appui financier du PFPN, est de veiller à ce que nos membres reçoivent une formation pour accomplir des travaux de coupe d'éclaircie précommerciale. Si nous voulons concurrencer les autres intervenants de l'industrie, nous devons être prêts à constamment améliorer les compétences de notre main-d'œuvre. »

Grâce à leur participation dans les activités des compagnies forestières, quelque 30 membres de la bande vivent actuellement une expérience directe favorable. En fait, trois membres ont de l'emploi à titre permanent, tandis que 13 ou 14 autres sont employés sur une base temporaire.

Même si la Première nation Abitibiwinni concentre ses efforts sur la formation et le perfectionnement de ses membres, elle évolue en fonction des besoins actuels de l'industrie forestière d'aujourd'hui. Le département des forêts met à la disposition de la communauté et de la région périphérique des outils comme un Système d'information géographique (SIG), un système mondial de localisation (GPS), un système informatique de référence spatiale, un système d'observation en trois dimensions, ainsi que des services de cartographie générale. Benoît louange le soutien continu du PFPN, ainsi que celui des nombreux partenaires locaux qui se sont joints au département des forêts, comme Tembec Inc., la Société de développement de la Baie James, des groupes écologiques, et le Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec.

« L'avenir est prometteur, conclut Benoît, et un avenir prometteur signifie plus de possibilités d'affaires et une meilleure stabilité d'emploi pour les membres de notre communauté. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	38 400 $
Fonds de la Première nation	47 100 $
Autres fonds	132 800 $
Total	**218 300 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Benoît Croteau
Première nation Abitibiwinni
45, rue Migwan
Pikogan (Québec) J9T 3A3
Tél. : (819) 732-6591
Téléc. : (819) 732-1569
Web : www.pikogan.com

La Nation crie de Bigstone, Alberta

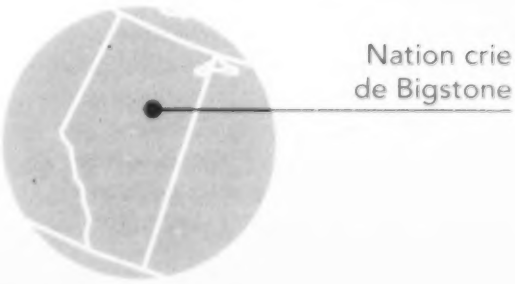
Le projet d'inventaire du bois comble les attentes

Sous quelque angle que ce soit, le projet d'inventaire du bois, mené par la Nation crie de Bigstone en Alberta depuis 2003, se révèle un franc succès. Grâce au plan d'aménagement forestier de 2005, dont l'inventaire du bois constitue la composante clé, les dirigeants de cette communauté ont pu rassembler l'information requise pour prendre des décisions éclairées sur la façon d'aménager la forêt efficacement dans les années à venir.

« Par exemple, explique Clifford W. Starr, membre de la bande et chargé de projet, les travailleurs de la communauté peuvent désormais établir des possibilités annuelles de coupe viables en se fiant aux données sur l'accroissement annuel des espèces. Cette mesure de l'exploitation potentielle permet de gérer, du mieux qu'on le peut, une ressource qui a ses limites. » Il ajoute que ces progrès ont été rendus possibles grâce à l'aide financière du Programme forestier des Premières nations et à l'appui de la Nation crie de Bigstone.

« La mise à jour de l'inventaire du bois dans le cadre du projet a permis à la bande de consigner les volumes d'accroissement moyens annuels (taux d'accroissement) du territoire forestier et d'établir de la sorte des volumes de coupe potentiels, explique Clifford. Les administrateurs de la nation possèdent donc les données nécessaires pour élaborer un plan annuel d'exploitation qui profitera à la communauté aujourd'hui et demain. »

La Nation crie de Bigstone estime qu'il est particulièrement important de se doter d'un plan d'aménagement forestier efficace. Établie non loin de la municipalité de Slave Lake, cette bande de 5 800 membres vit dispersée entre plusieurs petites communautés et occupe une vaste région boisée du nord de l'Alberta. Chaque année, les terres voisines de la réserve sont la cible d'activités de prospection intense de la part des nombreuses sociétés gazières et pétrolières actives dans la région. « Il est donc devenu inévitable, explique Clifford, que ces activités débordent sur les terres à l'intérieur de la réserve. Même si ces activités font aujourd'hui l'objet de négociations, elles ont déjà laissé leurs marques. En l'occurrence, nos terres ressentent l'impact des nouvelles habitations et des routes construites pour ces sociétés, sans compter l'agrandissement des sites d'infrastructure et les autres travaux publics.



« Il ne fait aucun doute que les activités de prospection gazière et pétrolière continueront de transformer le paysage de la réserve dans les années à venir, regrette Clifford. Toutefois, grâce à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement forestier, le chef et le conseil de bande auront une meilleure vue d'ensemble des facteurs qui pourraient influencer leurs décisions en faveur d'une gestion durable de nos terres. » Ces décisions, ajoute-t-il, tiendront compte des besoins en matière de restauration, par exemple les projets de reboisement des anciens parterres de coupe dont l'exploitation remonte au début des années 1980. Les membres de la Nation crie de Bigstone ont d'ailleurs clairement indiqué que, selon eux, le territoire forestier doit être ramené à son état d'origine, objectif pleinement soutenu par le chef et le conseil de bande.

Les personnes les plus affectées par ces changements au sein de la réserve sont aussi les plus nombreuses : les jeunes. Malgré l'embauche de nombreux jeunes Cris par les industries locales, leurs chances d'avancement sont limitées en raison de leur éducation et de certaines conditions préalables non remplies. En effet, les compétences requises pour suivre les programmes de formation des employeurs leur font généralement défaut. Or, des responsables de la nation croient fermement que les jeunes auront à l'avenir de meilleures chances de réussite au sein de la réserve, voire dans les régions limitrophes, grâce au programme de formation en aménagement forestier, dont le projet d'inventaire du bois fait partie.

« On voit déjà ces efforts porter fruit, poursuit Clifford. Deux de nos participants, Charles Young et Josh Alook, se sont déjà inscrits à des programmes de techniques forestières dans des écoles de la région. À la fin de leurs études, ils possèderont les compétences requises pour superviser le déroulement des projets forestiers sur la réserve tels que le reboisement et les relevés de régénération pour le compte d'exploitants locaux. » Ils pourront, avec tous ceux qui leur emboîteront le pas, effectuer l'inventaire forestier d'anciens parterres de coupe sur les terres de la réserve et jouer un rôle actif dans la planification des futures activités d'exploitation.

« Des citoyens modèles comme Charles et Josh représentent notre avenir, se réjouit Clifford. Or, un grand nombre de gens et d'organismes ont également contribué à notre succès jusqu'à présent. » Il ajoute que les responsables de la nation sont particulièrement reconnaissants envers Geraldine Courtoreille, Raymond Auger, Jacy Alook et Darcy Bigstone, tous membres de la Nation crie de Bigstone, pour leur précieuse assistance. « Leur participation a été exemplaire, ajoute-t-il, et illustre à quel point le talent et le travail acharné demeurent les principaux ingrédients de tout projet voué à la réussite. »

La gestion du projet par la firme locale Pro-Starr Aboriginal Forestry Inc. a non seulement aidé deux participants à poursuivre des études en vue d'obtenir un diplôme, mais elle a aussi fait en sorte que chaque participant reçoive au moins une formation de base. « Cela, conclut Clifford, signifie que la Nation crie de Bigstone est désormais bien positionnée dans l'industrie. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	55 800 $
Fonds de la Première nation	64 700 $
Autres fonds	0 $
Total	**120 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Clifford W. Starr
Nation crie de Bigstone
C.P. 327
Wabasca (Alberta) T0G 2K0
Tél. : (780) 891-2902
Téléc. : (780) 891-3157
Web : www.bigstonecree.com

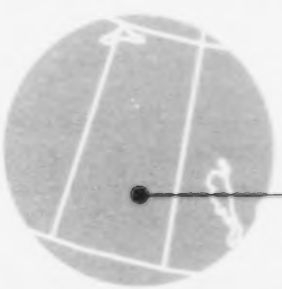
La Première nation de Day Star, Saskatchewan

Un programme de lutte contre les incendies permet l'acquisition de compétences et assure la protection de la communauté

À l'été 2000, lorsqu'un incendie de forêt dévastateur détruisit 20 p. 100 de la réserve de la Première nation de Day Star, les dirigeants de la communauté décidèrent d'adhérer à un programme de formation de sapeurs-pompiers pour la région. La formation permet aux membres de la bande d'acquérir de précieuses compétences professionnelles tout en assurant la protection de la réserve de 6 220 hectares située au centre est de la Saskatchewan, à 85 kilomètres au nord-ouest de Fort Qu'Appelle.

« Lorsque l'incendie est survenu, nous ne disposions d'aucun programme de prévention », mentionne Glen Kinequon, gestionnaire du programme de formation. « Les dommages causés par l'incendie ont grandement affecté notre communauté et menacé la faune de la région. Nous n'étions pas en mesure de le maîtriser. Nous ne pouvions que le laisser se propager en espérant la pluie. »

La tragédie a poussé Nelson Wright, chef de la Première nation de Day Star, à chercher de l'aide à l'extérieur de la communauté. Il a communiqué avec le Grand conseil de Prince Albert et la Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN) afin d'obtenir de l'aide pour mettre sur pied un programme de formation en lutte contre les incendies. Grâce à leur soutien, le programme en est aujourd'hui à sa troisième année d'existence, et 15 membres de la bande de Day Star ont obtenu une certification pour une formation de base en lutte contre les incendies. En 2005, 12 autres membres de la bande ont reçu cette formation. Les membres qui ont obtenu une certification sont âgés de 17 à 23 ans.



Première nation de Day Star

Le programme de formation est un cours de trois semaines offert durant l'été. Dans le cadre des cours en salle de classe, les étudiants se penchent sur les aspects théoriques des incendies de forêt et suivent une formation en premiers soins et en RCR. Dans la partie pratique du programme, ils apprennent à se servir de l'équipement de lutte contre les incendies. Enfin, les étudiants participent à des exercices sur le terrain. Les étudiants sont évalués à diverses étapes du programme, au fur et à mesure qu'ils obtiennent les différentes certifications en matière de sécurité et d'équipement, rapporte Glen.

Ce dernier ajoute que le programme est principalement axé sur les méthodes de prévention des incendies. Les stagiaires apprennent les techniques d'abattage et d'éclaircissage dans les zones à risque afin d'être en mesure d'empêcher le feu de se propager.

Outre la formation suivie, la bande de Day Star cherche à ériger un pare-feu, c'est-à-dire une barrière protectrice entourant les régions boisées de la réserve. Le pare-feu a 25 mètres de large et couvre 14,5 kilomètres du périmètre de la réserve. Au début de l'année 2005, la mise en place du pare-feu était réalisée à 75 p. 100. Les participants à la formation ainsi que les superviseurs prolongent la barrière et éclaircissent toutes les pousses régénérées pouvant représenter

un risque. Le bois accumulé durant le projet est récupéré pour en faire du bois de chauffage.

En Saskatchewan, il existe trois catégories de certification en lutte contre les incendies, soit les certifications de type 1, 2 et 3. Les sapeurs-pompiers ayant obtenu la certification de type 1 sont les plus expérimentés. Ils sont en disponibilité durant la saison à haut risque et sont les premiers à se présenter sur les lieux d'un incendie. Les sapeurs-pompiers de type 2 portent assistance aux sapeurs-pompiers de type 1 au besoin. Ils sont embauchés par le gouvernement provincial après avoir obtenu un contrat saisonnier et ils se joignent à l'équipe en place sur appel. Finalement, les sapeurs-pompiers de type 3 possèdent des compétences de base en lutte contre les incendies et ont appris les techniques de débroussaillage à la scie à chaîne et à la scie d'éclaircissage. Ils sont parfois embauchés pour éclaircir les zones ravagées par un incendie. Le programme de Day Star est axé sur la formation de sapeurs-pompiers de type 3.

Les dirigeants de la bande de Day Star et la FSIN ont élaboré ce cours grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN). Par l'entremise de la FSIN, la bande a embauché deux formateurs professionnels ainsi qu'un superviseur afin d'offrir ce programme aux participants. Ces instructeurs possèdent plus de 20 ans d'expérience de travail dans les forêts boréales denses du nord de la Saskatchewan.

Owen Price, un agent de formation à la Direction de la gestion et de la protection des forêts du ministère de l'Environnement de la Saskatchewan, affirme que la gamme de compétences que les jeunes de Day Star peuvent acquérir est impressionnante.

« C'est bon de voir que les jeunes de la Première nation de Day Star reçoivent de la formation d'instructeurs qualifiés et certifiés. Ils acquièrent donc des compétences pratiques dans le domaine de la protection contre les incendies de forêt qui peuvent s'appliquer dans le cadre d'autres emplois en foresterie. »

En fait, Glen précise que cinq diplômés du programme ont accepté des emplois à durée déterminée au sein de compagnies forestières de la Colombie-Britannique. Ils travaillent dans des domaines spécialisés de l'aménagement forestier, notamment le débroussaillage et l'éclaircissage ainsi que la régénération des forêts.

« Le soutien du PFPN est très important pour notre communauté, confirme-t-il. Nous avons grandement besoin de ce genre de projet, et nous espérons pouvoir intensifier nos efforts dans un avenir prochain. »

Glen souligne que le programme de formation a généré de nombreuses retombées pour la Première nation de Day Star. « Il permet d'assurer la protection de notre réserve et se veut un moyen d'octroyer de la formation et d'obtenir de l'emploi. De plus, la formation en matière de sécurité et d'équipement, par exemple le certificat en utilisation de la scie à chaîne, constitue un atout pour décrocher un emploi au sein de l'industrie forestière. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	15 000 $
Fonds de la Première nation	5 300 $
Autres fonds	1 000 $
Total	**21 300 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Glen Kinequon
Première nation de Day Star
C.P. 277
Punnichy (Saskatchewan) S0A 3C0
Tél. : (306) 835-2834
Téléc. : (306) 835-2724
Web : www.sicc.sk.ca/bands/bdayst.html

La Bande indienne du Lac La Ronge, Saskatchewan

Le programme Fire Smart : pour protéger un mode de vie

Cela fait des siècles que les habitants des Premières nations bénéficient des ressources naturelles de la région du Lac La Ronge, dans le nord de la Saskatchewan. Plusieurs générations ont pêché dans ses eaux et chassé le gibier qui abonde dans cette dense forêt boréale. Aujourd'hui, la Bande indienne du Lac La Ronge continue de perpétuer ses riches traditions et sa culture dans la région. La nouvelle génération est d'ailleurs fière de partager son appréciation et sa compréhension de ce territoire, que bien des gens définissent comme des régions boisées et des voies navigables.

La Bande indienne du Lac La Ronge rassemble en fait plusieurs petites bandes dispersées sur un territoire de 43 302 hectares. Environ 4 100 habitants sur une population totale de 6 828 membres vivent sur la réserve. De plus en plus, ils sont à l'affût de nouvelles occasions de participer à l'industrie forestière qui bat son plein dans la région.

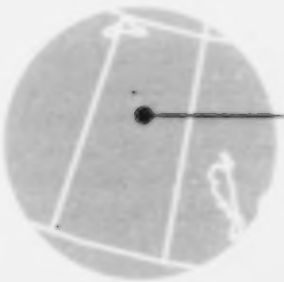
Or, tandis que la bande accueille favorablement ces nouvelles perspectives d'emploi et les retombées d'un modèle économique basé sur l'industrie forestière, elle reconnaît aussi que l'activité humaine peut accroître le risque d'incendie de forêt. Cette inquiétude est particulièrement vive chez les membres de la Bande indienne du Lac La Ronge, dont la réserve abrite un important volume de combustibles terrestres.

Afin de protéger ses membres et d'assurer sa participation continue à l'industrie forestière de la région, la Bande indienne du Lac La Ronge a décidé de mettre sur pied un vigoureux plan de sécurité contre les incendies visant l'ensemble de ses communautés.

Grâce à l'aide financière du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la bande a pu mettre sur pied, en mai 2004, son programme de prévention des incendies de forêt Fire Smart. « Mis à part quelques anicroches ici et là », rappelle Lewis Layton, directeur des travaux publics et de l'habitation au sein de la bande, « la plupart de nos communautés ont désormais adopté les mesures mises de l'avant dans notre soumission au PFPN. » En somme, le programme de prévention des incendies de forêt est entré en vigueur.

Étant donné l'immense accroissement forestier observé dans les réserves, et les dangers que font peser ces stocks de combustibles terrestres sur la région, le programme a été conçu de manière particulièrement détaillée.

« Nous avons commencé par évaluer la capacité de réaction de nos communautés à la menace d'un incendie de forêt, explique Lewis. Nous avons ainsi documenté l'aménagement de chaque communauté ainsi que l'emplacement de ses routes d'accès. Nous avons ensuite pris note des matériaux de construction des bâtiments, y compris les toitures et les aménagements paysagers. Enfin, nous avons répertorié les points d'eau. »



Bande indienne du Lac La Ronge

Il était donc question d'évaluer de près le plan d'évacuation d'urgence des communautés et de dresser l'inventaire des ressources mises à leur disposition, par exemple la main-d'œuvre et l'équipement. Les ressources disponibles à l'extérieur des communautés — par le biais d'organismes, de gouvernements ou de l'industrie — ont également été consignées.

« Nous avons d'abord repéré des zones à risque élevé dans la réserve, ajoute Lewis. Nous avons ensuite nettoyé le sous-bois des combustibles forestiers partout où cela était possible, puis nous avons mis en place des bandes pare-feu. Nous avons également mis sur pied des lignes de suppression et nous avons examiné divers moyens de diversifier l'utilisation des matières combustibles.

« Mais par-dessus tout, rappelle-t-il, il faut souligner l'appui et la bonne volonté de tous les autres qui nous ont appuyés. Par exemple, la Direction de la gestion et de la protection des forêts du ministère de l'Environnement de la Saskatchewan, qui a offert une formation à notre propre équipe d'incendie, et le PFPN, qui a apporté un soutien financier sans lequel il nous aurait été impossible de réaliser un programme aussi vital. »

Certes, il y a eu quelques réticences au début, d'ajouter Lewis. « Quand on a commencé, beaucoup de gens ont protesté qu'ils ne voulaient pas sacrifier leurs arbustes derrière la maison. Mais quand on leur a exposé les faits, ils ont tous accepté d'y renoncer. » À quelques reprises, il y a eu aussi des membres qui voulaient conserver un bosquet pour la pratique traditionnelle des sueries; mais en bout de ligne, la plupart ont reconnu qu'il était plus important de se doter d'une zone pare-feu efficace.

Les pictogrammes qui jalonnent les flancs de la rivière Churchill, tout comme les spectaculaires rives du Lac La Ronge et de ses environs, en disent long sur la culture et les traditions qui animent ce paysage. De nos jours, ceux et celles qui continuent d'enrichir cette culture et de perpétuer ce mode de vie jouissent d'un environnement encore plus sécuritaire, grâce au choix de la bande d'implanter un programme Fire Smart efficace.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	22 500 $
Fonds de la Première nation	19 100 $
Autres fonds	3 000 $
Total	**44 600 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Lewis Layton
Bande indienne du Lac La Ronge
C.P. 480
La Ronge (Saskatchewan) S0J 1L0
Tél. : (306) 425-2183
Téléc. : (306) 425-2590
Web : www.llrib.ca

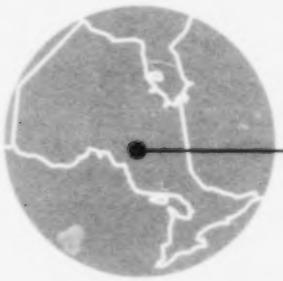
La Première nation crie de Missanabie, Ontario

Un retour aux sources pour mieux se tourner vers l'avenir

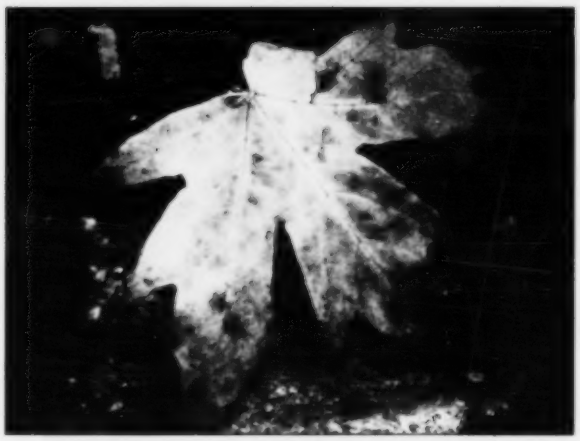
Même s'ils n'ont pas élu domicile sur leurs terres ancestrales — pour l'instant du moins — les membres de la Première nation crie de Missanabie, établie au nord de l'Ontario, attendent avec impatience le jour où ils pourront retourner sur leur territoire traditionnel. Lorsque ce jour sera venu, John McLeod et les 345 autres membres de la bande seront tout à fait prêts à récolter les fruits d'une économie axée sur les ressources forestières.

« Nous avons établi un plan ainsi que les bases nécessaires pour réussir dans l'industrie forestière depuis l'an 2000, précise John. C'est à cette époque que nous avons entrepris pour la première fois des démarches auprès du gouvernement de l'Ontario et de l'industrie forestière. Nous avions besoin de leur aide pour déterminer ce qu'il nous fallait faire pour apporter notre contribution au secteur forestier et y prospérer. Nous avions la conviction que nous devions absolument être techniquement préparés à négocier des accords avant le règlement de notre revendication territoriale. »

À long terme, la Première nation crie de Missanabie cherchait à conclure une entente avec le gouvernement de l'Ontario et l'industrie



Première nation crie de Missanabie



forestière. Pour la bande, un tel accord permettrait d'atteindre un équilibre entre la nécessité de protéger l'environnement et son désir de tirer profit des avantages qui découlent d'une économie axée sur les ressources financières.

En 2000-2001, grâce aux 30 000 $ octroyés par le Programme forestier des Premières nations (PFPN), la bande a fait un grand pas en avant. Elle a embauché un expert-conseil afin de l'aider à élaborer des stratégies de négociation et de planification adéquates. Peter Politis de Cochrane, une ville avoisinante, a non seulement offert de l'aide technique relativement aux accords et aux contrats, mais il a également accepté d'assumer le rôle de négociateur principal de la bande.

« Le recours aux services d'un expert-conseil expérimenté s'avérait essentiel au succès ultime de la bande », affirme Glenn Nolan, chef de la Première nation crie de Missanabie. « Il s'agissait d'une étape importante que nous n'aurions pas pu franchir sans le soutien du PFPN. » L'aide financière du ministère des Affaires indiennes et du Nord

canadien et du ministère de l'Industrie est digne de mention. « Non seulement le PFPN et les autres partenaires nous ont-ils permis d'embaucher cet expert-conseil, mais ils nous ont également donné les ressources nécessaires pour mettre sur pied un plan forestier stratégique. Ce plan nous a permis de déterminer la meilleure façon de conclure efficacement une entente avec le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario et l'industrie forestière. »

Dans le cadre de cette initiative, les Cris de Missanabie ont formé une équipe de négociation composée d'un gestionnaire de projet, d'un agent responsable des relations avec la communauté, d'un expert-conseil, d'un groupe de recherche et d'un négociateur principal afin d'établir un plan stratégique. Les efforts de l'équipe se sont traduits par la réalisation d'un document de 48 pages décrivant les objectifs de la bande et la stratégie nécessaire pour atteindre les objectifs fixés. « Nous savions que nous ferions face à des obstacles, confie John, mais les 11 étapes que nous avons définies dans le plan stratégique nous ont permis de les surmonter. »

En plus de fournir une feuille de route ainsi qu'un calendrier, le plan stratégique indiquait les secteurs de l'industrie forestière dans lesquels les membres de la bande devraient pouvoir acquérir des compétences ou suivre une formation. « Par exemple, explique John, dans le secteur de la sylviculture, nous voulions en savoir davantage sur la cueillette des cônes, la plantation des arbres, l'éclaircissage (manuel et commercial) et la préparation de terrain. En ce qui a trait à la récolte, nous voulions avoir la possibilité de suivre une formation sur les sujets suivants : inventaire forestier, cubage des bois ronds, construction et entretien de routes, cartographie et utilisation de machines telles que l'abatteuse-empileuse, la débusqueuse et l'ébrancheuse. »

En 2005, tout le travail effectué et les efforts déployés ont enfin porté fruit. Le 25 janvier, la Première nation crie de Missanabie a signé un accord global de partenariat forestier avec le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario et Tembec Inc. Cet accord créera des emplois, de la formation et d'autres avantages en échange de l'obtention de droits d'exploitation forestière sur une partie des territoires traditionnels de la Première nation. « Ce partenariat nous permettra de devenir une communauté durable et plus autonome », fait remarquer le chef Nolan.

John ajoute que l'accord couvre tous les éléments dont la bande a besoin pour apporter sa contribution à l'industrie forestière, des enjeux économiques et écologiques à la formation en passant par le perfectionnement et les possibilités d'affaires. De plus, il a la certitude que, un jour, cet accord sera développé davantage.

« Lorsque nous retournerons enfin sur notre territoire traditionnel, je crois que le gouvernement et l'industrie continueront de travailler en collaboration avec nous pour remettre notre communauté sur pied, dit-il. Les 345 membres de la Première nation crie de Missanabie ont bien hâte de retourner vivre sur leurs terres. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	60 500 $
Fonds de la Première nation	44 400 $
Autres fonds	176 000 $
Total	**280 900 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Chef Glenn Nolan
Première nation crie de Missanabie
R.R. nº 4, Autoroute 17 Est
Bell's Point
Garden River (Ontario) P6A 5K9
Tél. : (705) 254-2702
Téléc. : (705) 254-3292

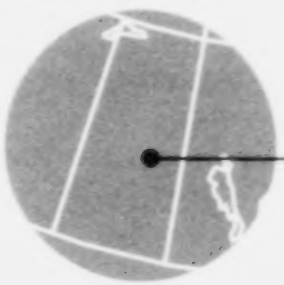
Le Grand conseil de Prince Albert, Saskatchewan

Programme de formation de sapeurs-pompiers

Plusieurs personnes pensent que la Saskatchewan, l'une des provinces des Prairies, est recouverte d'un bout à l'autre de champs de blé ondoyant. En réalité, la forêt occupe plus de la moitié de la Saskatchewan (quelque 355 000 kilomètres carrés); et près du tiers de cette superficie, qui s'étend en grande partie au nord de la province, est considéré comme une forêt d'intérêt commercial (soit environ 140 000 kilomètres carrés).

Le feu représente une menace permanente pour toutes les régions boisées du Canada. Au fil des ans, un certain nombre de communautés du nord de la Saskatchewan ont dû être évacuées en raison des incendies de forêt. En réaction à ce danger toujours présent, le gouvernement de la Saskatchewan a établi des normes strictes en matière de formation et d'accréditation des sapeurs-pompiers de la province.

Depuis 2000, le Grand conseil de Prince Albert (GCPA) travaille de concert avec la province en vue d'offrir des cours d'accréditation de sapeurs-pompiers aux communautés des Premières nations du nord de la Saskatchewan. En collaboration avec la Direction de la gestion et de la protection des forêts du ministère de l'Environnement de la Saskatchewan, le GCPA a lancé un programme de formation et d'accréditation à l'intention des membres des communautés des Premières nations qui touche différents aspects de la lutte contre les incendies de forêt. Grâce à l'aide financière du Programme forestier des Premières nations (PFPN), le GCPA améliore son programme d'accréditation des sapeurs-pompiers.



Grand conseil de Prince Albert

Le directeur du programme forestier du GCPA, Cliff Buettner, a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme de formation. Il attribue l'augmentation du nombre de cours et l'amélioration du niveau des cours au soutien du PFPN et du gouvernement de la Saskatchewan.

« La Saskatchewan offre trois catégories d'accréditation de sapeurs-pompiers de niveau provincial, explique-t-il. Les sapeurs-pompiers de type 1, plus expérimentés, sont membres d'une équipe d'intervention spéciale. Les

sapeurs-pompiers de type 2 épaulent les équipes de type 1 dans leurs interventions, tandis que les sapeurs-pompiers de type 3 possèdent des compétences de base en matière de lutte contre les incendies et connaissent les techniques de manipulation de la scie à chaîne et les techniques de débroussaillage. Ils doivent souvent nettoyer les secteurs à la suite d'un incendie. »

Auparavant, ajoute-t-il, le GCPA formait surtout des sapeurs-pompiers de type 3. « Nous pouvions offrir une formation de type 2, mais elle était principalement destinée aux équipes déjà liées par contrat. Cependant, avec le soutien du PFPN, nous disposons désormais des ressources nécessaires pour offrir une formation de type 2 à un plus grand nombre de sapeurs-pompiers. »

Cliff souligne que le GCPA, qui représente 12 bandes et 27 000 membres établis dans le nord-est de la Saskatchewan, est bien placé pour offrir une formation de qualité aux sapeurs-pompiers spécialisés dans les incendies de forêt des conseils tribaux et des Premières nations de la région. « Nous avons fait du chemin depuis que la province nous a offert pour la première fois la possibilité d'offrir une formation pour les sapeurs-pompiers. Durant la première année du programme, nous avons offert 16 cours aux organismes de la région; dès la troisième année d'existence du programme, nous avions augmenté ce nombre à 53. »

La Première nation de Day Star a été l'une des premières communautés à tirer profit du programme de formation. En 2000, lors de la destruction de 20 p. 100 de la réserve par un incendie de forêt, les dirigeants de la communauté ont communiqué avec le GCPA (et la Federation of Saskatchewan Indian Nations) pour obtenir de l'aide dans l'élaboration de leur propre programme de formation sur l'extinction des incendies. Dès la troisième année, 15 membres de la bande de Day Star, tous âgés de 17 à 23 ans, avaient obtenu leur accréditation de type 3 grâce au programme.

La prochaine étape pour le GCPA consiste à étendre la portée de son programme de formation en faisant appel aux établissements de formation technique, aux collèges communautaires et aux autres organismes semblables établis dans la région. Selon Cliff, le fait de rendre le programme accessible à un plus grand nombre d'organismes contribuera non seulement à accroître la capacité de la région à lutter contre les incendies et à les éteindre, mais également à permettre aux participants d'avoir accès à une formation et d'acquérir les compétences nécessaires pour poursuivre d'autres possibilités d'emploi dans le secteur forestier.

« Nous devons nous rappeler que les aménagements forestiers futurs de l'industrie, soit par le GCPA soit par toute autre Première nation, reposent sur le fait que nos ressources forestières demeurent des ressources durables et renouvelables. Par le biais de notre programme amélioré de lutte contre les incendies de forêt, nous protégeons nos ressources forestières. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	75 500 $
Fonds des Premières nations	405 600 $
Autres fonds	953 400 $
Total	**1 434 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

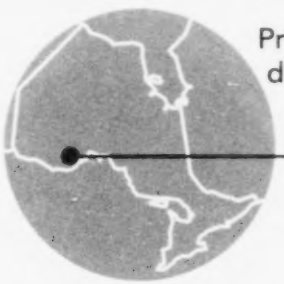
Cliff Buettner
Grand conseil de Prince Albert
2300, 9e Avenue Ouest
Cottage 12
Prince Albert (Saskatchewan) S6V 7G3
Tél. : (306) 953-7242
Téléc. : (306) 922-1710
Web : www.pagc.sk.ca

Le Programme forestier d'emploi des jeunes des Premières nations, Ontario

Nouveau nom, mêmes objectifs et encore plus de vent dans les voiles

Lorsque la société forestière Bowater Canadian Forest Products Inc. a introduit son Programme de formation des gardes forestiers autochtones dans la région de Thunder Bay, en 2000, elle avait plusieurs objectifs en tête. En effet, elle voulait que ce camp d'entraînement de neuf semaines fournisse à des élèves autochtones de niveau secondaire la chance d'acquérir des compétences en techniques forestières, de les sensibiliser davantage à la foresterie et de s'informer sur les offres de carrière post-secondaire.

Aujourd'hui, le nom du programme a changé; il s'appelle désormais le Programme forestier d'emploi des jeunes des Premières nations. Ce programme reçoit l'appui d'un nombre croissant d'organismes dont la société Weyerhaeuser Canada, Trus Joist (une société du groupe Weyerhaeuser), Tembec Inc., le centre de foresterie du Confederation College et le ministère des Ressources naturelles de l'Ontario. « Par contre, les objectifs du programme demeurent sensiblement les mêmes qu'en 2000 », affirme David Bradley, de la société Outland Reforestation Inc., responsable de la prestation du programme depuis le début.



Programme forestier d'emploi des jeunes des Premières nations

« Nous voulons favoriser des relations de travail constructives entre l'industrie et les communautés autochtones de la région, dit-il. Aussi, nous cherchons à offrir une formation et une expérience de travail valables à ceux qui s'enrôlent dans le programme, et ainsi contribuer à l'essor d'une main-d'œuvre qualifiée et dévouée pour les années à venir. Mais par-dessus tout, nous voulons donner aux jeunes la chance de travailler fort, d'élargir leur cercle d'amis et d'y prendre plaisir. »

Depuis la mise en œuvre du programme il y a quelques années, plus de 130 jeunes Autochtones ont saisi cette chance. À présent, grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), il semble qu'un nombre plus élevé d'élèves participeront au programme dans les prochaines années.

« S'il est essentiel que nos jeunes s'amusent, rapporte David, il n'est pas moins important qu'ils prennent connaissance des possibilités d'emploi post-secondaire qui s'offrent à eux. Le meilleur moyen d'y arriver consiste à accroître leurs connaissances en matière d'exploitation durable des ressources naturelles et à leur inculquer des compétences reconnues, ainsi qu'un sens de l'éthique et des affaires. »

Pour mener à bien ses objectifs, le programme s'étale sur deux ans, soit deux sessions de six à neuf semaines pendant deux étés d'affilée. Il est parfois question de travailler les week-ends, mais en général les participants travaillent et suivent leur formation de 7 h 30 à 17 h, les jours de semaine. Toutefois, ils ont droit à quatre ou cinq jours de relâche pendant le long week-end d'août.

Le premier été, les apprentis gardes forestiers passent 50 p. 100 de leur temps au travail et 50 p. 100 en formation. L'été suivant, le travail occupe 60 p. 100 de l'emploi du temps, et la formation n'en occupe plus que 40 p. 100. Depuis 2002, la société Bowater Canadian Forest Products Inc. offre une troisième année aux apprentis qui désirent participer à des projets de production sylvicole. Cette expérience a motivé un grand nombre de jeunes à revenir l'année suivante à titre d'apprentis chefs d'équipe.

David Archibald, coordonnateur du Programme des techniques forestières au Confederation College, explique que le programme comble un besoin important et grandissant. « Il est vrai que le programme s'adresse surtout aux jeunes vivant en réserve, mais il a également profité à certains de nos membres vivant à l'extérieur, dit-il. Voilà qui encourage plus de jeunes Autochtones à profiter des débouchés dans l'industrie des ressources naturelles. » En mettant l'accent sur le développement des compétences et des connaissances, le Programme forestier d'emploi des jeunes des Premières nations contribue à faire tomber les barrières à l'emploi et à l'éducation.

Grâce à l'appui du PFPN, de l'industrie forestière, du Confederation College et du gouvernement de l'Ontario, trois camps d'entraînement ont eu lieu en 2004, y compris le tout premier dans le nord-est de l'Ontario. Cinquante jeunes issus de 23 Premières nations y ont participé, et 96 p. 100 d'entre-eux ont complété le programme.

En fait, le programme a connu un tel succès (au moins 20 anciens participants ont trouvé un emploi à temps complet) que le Confederation College dirige maintenant la mise au point d'un programme pan-ontarien. De plus, un modèle semblable est actuellement à l'étude pour d'autres secteurs des ressources naturelles, comme l'exploitation minière et l'énergie.

Selon toute vraisemblance, les participants au programme estiment que l'expérience vaut la peine d'être partagée avec d'autres. Ainsi nous confiait un étudiant de première année : « Je serais ravi de reprendre le programme l'année prochaine. Je voudrais même que mes nièces s'y inscrivent. En fait, je voudrais que tout le monde s'y inscrive. »

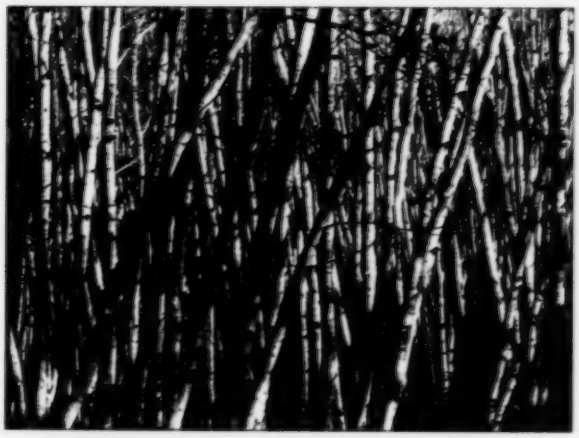
FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	60 000 $
Fonds des Premières nations	10 000 $
Autres fonds	495 000 $
Total	**565 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Première nation de Fort William
90, promenade Anemki, bureau 200
Thunder Bay (Ontario) P7J 1L3
Tél. : (807) 623-9543
Téléc. : (807) 623-5190
Web : www.fwfn.com

David Bradley
Outland Reforestation
890, place Alloy
Thunder Bay (Ontario) P7B 6E6
Tél. : (807) 345-3534
Téléc. : (807) 346-4212
Courriel : dbradley@outland.ca

La Première nation de Yellow Quill, Saskatchewan



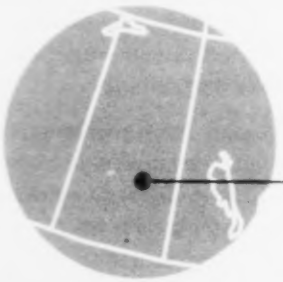
La Première nation de Yellow Quill est située à environ 250 kilomètres à l'est de Saskatoon, près du village de Rose Valley et non loin des communautés de Kelvington, Nipawin, Hudson Bay et Kamsack. Le territoire se caractérise par un environnement diversifié bordant le centre est de la Saskatchewan. En effet, les régions centrales de la Saskatchewan constituent des zones de transition progressive entre la vaste plaine herbeuse au sud et l'épaisse forêt boréale qui s'étend vers le nord.

Le territoire de Yellow Quill comporte 90 000 hectares de forêt pouvant servir à la récolte, à l'écotourisme ou à l'exploitation de produits forestiers non ligneux. Selon Denny Hudy, chargé de projet et cadre à la société YQDC, ce genre d'activités aboutira à la création d'emplois et à une formation professionnelle pour les membres de la bande.

« Nous tâchons d'avoir une idée nette des ressources forestières qui nous sont accessibles, dit Denny. Déjà, plusieurs partenaires prospectifs ont manifesté leur intérêt pour cette initiative.

La Première nation initie ses membres aux pratiques de l'inventaire du bois

La Yellow Quill Development Corporation (YQDC), qui gère les avoirs de la Première nation de Yellow Quill, sait que les projets d'investissement à capital de risque dans le secteur forestier peuvent contribuer à l'essor de la communauté. Par conséquent, elle a misé sur un projet de recherche et de développement des compétences en sciences forestières pour les membres de la bande. Avec l'aide de ses partenaires provinciaux et fédéraux, la YQDC élabore en ce moment un registre détaillé des ressources forestières se trouvant dans la zone forestière de l'est de la Saskatchewan. L'objectif du projet, qui a débuté en avril 2004, est de former les membres de la bande à la gestion des ressources naturelles de la région.



Une fois que le rapport final verra le jour, nous serons en mesure d'élaborer plus avant ces plans d'affaires. » Or, l'un des avantages les plus immédiats vient du fait que l'équipe est entièrement composée de membres de la bande. « Pour nous, c'est là un signe très positif », ajoute-t-il.

La première phase du projet met l'accent sur les préparatifs d'inventaire. À cet égard, la bande de Yellow Quill s'est jointe au ministère de l'Environnement de la Saskatchewan pour retenir les services de la société EcoDynamics Consulting Group International Inc., une firme de consultants en foresterie établie à Prince Albert. Ils ont ainsi choisi au hasard 200 parcelles de terrain pour dresser le bilan des essences et pour évaluer la taille des arbres, leur âge, leur qualité et leur quantité. Ces zones d'échantillonnage se trouvent dans un territoire de 90 000 hectares appartenant conjointement à l'État et à des intérêts privés.

Au terme de l'évaluation, l'équipe s'est entraînée pendant plusieurs jours en présence des consultants afin d'en apprendre plus sur les pratiques d'inventaire forestier. Les travaux vont bon train depuis mai 2004. Prenant diverses mesures et recueillant des données sur les groupes d'essences, l'âge des arbres, ainsi que leur vitesse d'accroissement, l'équipe pourra produire une estimation élaborée de son volume de bois dans son rapport final, attendu en juillet 2005. La YQDC pourra, à ce moment-là, soumettre ses résultats à des partenaires prospectifs.

La réussite de cette initiative repose sur un partenariat fructueux entre les coordonnateurs de la YQDC, le ministère de l'Environnement de la Saskatchewan, qui a contribué 11 000 $ en services, et le Programme forestier des Premières nations, dont l'aide totalise 20 500 $.

« Le projet d'inventaire du bois abonde dans le sens du protocole d'entente entre la Première nation de Yellow Quill et le gouvernement de la Saskatchewan », explique Denny, faisant référence à l'étroit partenariat entre la bande et le gouvernement de la province. « Nos efforts combinés nous rapportent de bien des façons. Nous suscitons l'intérêt de nouveaux prospects tout en ayant voix au chapitre dans toute décision portant sur la façon d'exploiter ces ressources. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	20 500 $
Fonds de la Première nation	18 100 $
Autres fonds	11 000 $
Total	**49 600 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Denny Hudy
Yellow Quill Development Corporation
224, 4e Avenue Sud, bureau 710
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 5M5
Tél. : (306) 933-4588
Téléc. : (306) 933-4633

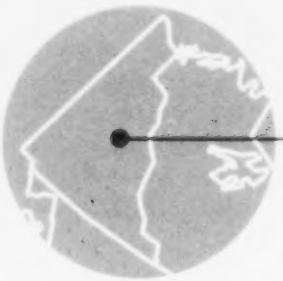
Le Conseil des Premières nations du Yukon, Territoire du Yukon

Un atelier sur les débouchés commerciaux en foresterie

Le climat et le lieu géographique ont beau leur imposer des limites, les communautés représentées par le Conseil des Premières nations du Yukon sont néanmoins déterminées à tirer le plein potentiel des ressources forestières dont ils disposent. Grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), les membres de ces communautés peuvent s'initier au démarrage de petites entreprises mettant à profit les ressources forestières de la région. Coordonnatrice au PFPN (Yukon) depuis 2003, Ann Marie Swan prendra la tête d'une bonne partie du projet.

Les activités et les ateliers des dernières années ont traité de sujets comme les valeurs et principes d'un côté, puis les manœuvres d'extinction des incendies de l'autre.

« Même si c'est moi qui coordonne et gère les activités dans le cadre du PFPN, précise Ann, ce sont les membres du Conseil (représentant 11 des 14 Premières nations du Yukon) qui, par leur dévouement et leur dur travail, font avancer les dossiers. » Suivant un programme des plus progressistes, les activités et ateliers des dernières années ont traité de sujets comme les valeurs et principes d'un côté, puis les manœuvres d'extinction des incendies de l'autre. Ces membres ont pu ainsi partager leurs connaissances entre eux,



Conseil des Premières nations du Yukon

explorer de nouvelles avenues commerciales et saisir l'importance de tenir à jour un inventaire forestier.

« Nous avons même monté un site Web pour que les visiteurs puissent se renseigner au sujet du PFPN (Yukon), voir les projets que nous avons réalisés dans le passé et savoir comment entrer en contact avec les membres de notre comité de gestion, explique Ann. On y trouve également des liens vers d'autres importants sites d'intérêt commun. » La plus récente activité, commanditée par la section Yukon du PFPN en collaboration avec le gouvernement du Yukon, a été l'atelier portant sur le développement des petites entreprises forestières à capital de risque. Tenu en mars 2004, cet atelier informatif de trois jours a attiré plus de 100 participants.

« L'atelier a été conçu de manière à fournir une occasion aux communautés autochtones du Yukon, ainsi qu'aux autres résidants de la région, d'en savoir plus sur les possibilités d'investissement dans les petites entreprises forestières, rapporte Ann. Nous avons donc invité au Yukon des experts en foresterie pour partager leurs connaissances et leurs expériences avec les

participants. Pour nombre d'entre eux, cela a permis de voir ce que certaines personnes font pour réussir dans le secteur forestier. Pour d'autres, l'atelier a renforcé la notion qu'ils peuvent, eux aussi, démarrer une petite entreprise forestière avec succès. »

L'atelier a porté sur des thèmes assez variés, y compris le maniement du matériel de coupe léger en terrain boisé, le matériel et les pratiques d'exploitation sylvicole à petite échelle, la réussite des petits exploitants forestiers, les techniques de séchage du bois, les normes de qualité pour le bois et les billots, l'évaluation de la demande en produits forestiers du Yukon, et les techniques industrielles de prévention des incendies.

Bien que tous les résidants du Yukon aient été invités à y participer, les organisateurs de l'atelier ont surtout cherché à attirer les jeunes Autochtones, en particulier ceux qui s'intéressent au démarrage d'une micro-entreprise de une ou deux personnes. Afin d'intéresser les petites entreprises déjà établies dans la région, les animateurs ont également passé en revue des exemples de ce que des entreprises du même calibre accomplissent dans d'autres régions canadiennes.

« L'atelier n'a peut-être duré que trois jours, mais les participants continuent d'en tirer profit, affirme Ann. Nous sommes confiants que les liens établis durant ces trois jours serviront à tisser des réseaux d'échange d'information et de soutien professionnel qui profiteront aux participants pendant des années à venir. De plus, nous avons mis à leur disposition 160 cahiers qui contiennent tous les documents remis lors des séances, les présentations et horaires, la biographie des présentateurs, ainsi qu'un rapport final d'atelier.

« Bien que le PFPN ait été notre principal commanditaire, ajoute Ann, le mérite du succès de l'atelier revient également aux autres contributeurs. Soulignons l'apport des ministères du Développement économique et de l'Énergie, mines et ressources du gouvernement du Yukon qui ont joué un rôle de premier plan, de même que chacun des 14 représentants du Conseil des Premières nations du Yukon.

« Ensemble, nous avons d'abord identifié les différents besoins des communautés autochtones du Yukon, de même que ceux des gens d'affaires non autochtones, qui s'intéressent aux débouchés économiques de l'industrie forestière. Ensuite, nous avons structuré notre atelier de manière à traiter de ces besoins. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	113 200 $
Fonds des Premières nations	18 800 $
Autres fonds	10 000 $
Total	**142 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

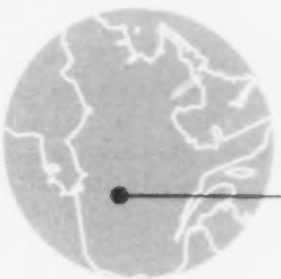
Ann Marie Swan
Conseil des Premières nations du Yukon
11, promenade Nisutlin
Whitehorse (Yukon) Y1A 3S4
Tél. : (867) 393-9236
Téléc. : (867) 668-6577

La Première nation crie de Waswanipi, Québec

Des possibilités de formation assurent l'avenir de Waswanipi

Depuis des générations, les membres de la Première nation crie de Waswanipi comptent sur les forêts environnantes pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Même de nos jours, les activités traditionnelles, comme la chasse, le piégeage et la pêche, constituent le gagne-pain d'une partie importante des quelque 1 300 résidants de la communauté.

En 1982, le Conseil de bande de Waswanipi décida d'entreprendre des activités forestières sur son territoire. Les membres du Conseil réalisèrent alors que la situation géographique de la bande — au cœur d'une forêt d'épinettes noires et de pins gris — offrait une nouvelle gamme de possibilités économiques. Bien que cette décision ait aussitôt produit des avantages sociaux et économiques, elle causa aussi des frictions. Certains préféraient les usages traditionnels de la forêt, tandis que d'autres désiraient donner suite aux possibilités qu'offrait l'industrie forestière moderne.



Première nation crie de Waswanipi

Afin de minimiser l'impact sur les autres ressources forestières, ces blocs de coupe ne peuvent pas mesurer plus de 40 hectares et doivent être dispersés avec soin sur le territoire.

En 1991, la Waswanipi Mishtuk Corporation, un organisme communautaire créé pour encadrer les activités forestières de la bande, a fait écho à ces préoccupations en réduisant la quantité de bois pouvant être récoltée annuellement. De manière plus importante, elle abandonna la coupe à blanc habituellement pratiquée pour la remplacer par une stratégie de coupe en damier. Afin de minimiser l'impact sur les autres ressources forestières, ces blocs de coupe ne peuvent pas mesurer plus de 40 hectares et doivent être dispersés avec soin sur le territoire.

Aujourd'hui, la stratégie de coupe en damier se poursuit. Et l'industrie forestière de la communauté, qui coexiste de façon harmonieuse avec l'industrie traditionnelle de la chasse de la région, demeure un élément vital de l'économie de la communauté.

« Une bonne part du succès de la Première nation crie de Waswanipi est attribuable aux bonnes relations qu'elle entretient depuis une dizaine d'années avec le Programme forestier des Premières nations (PFPN) », affirme Alfred Jolly, le surveillant-chef des opérations forestières de la Mishtuk Corporation. « Sans ce soutien pour les activités de formation, de récolte et

d'infrastructure, nous ne pourrions jouir du succès que connaît actuellement notre industrie forestière. »

Ces bonnes relations se poursuivent, souligne-t-il, tout particulièrement à l'égard de la formation. Par exemple, au cours des dernières années, le soutien du PFPN a permis à la Mishtuk Corporation d'offrir une formation précieuse dans le domaine des éclaircies commerciales. De plus, les individus à la recherche d'emploi en tant que technicien ou assistant-technicien en foresterie se sont faits offrir des expériences concrètes de travail.

« Dans le domaine des éclaircies commerciales, nous formons en moyenne deux stagiaires par année, précise Alfred. La formation s'étend sur une période d'environ 20 semaines, partagée entre le travail en classe et le travail sur le terrain. » Grâce encore une fois au soutien financier du PFPN, elle est donnée par un instructeur qualifié employé par la Mishtuk Corporation.

« Le programme de formation porte déjà fruit, poursuit Alfred. Les individus qui y ont participé ont par la suite trouvé des emplois dans l'industrie forestière. »

Le programme de formation de la Mishtuk Corporation offre aussi aux membres de la communauté l'occasion de travailler durant l'été avec des techniciens qualifiés en foresterie. Les deux ou trois individus qui participent chaque année au travail sur le terrain acquièrent une précieuse expérience dans des domaines comme la réalisation de l'inventaire, l'évaluation de la qualité des reboisements, les coupes d'éclaircies précommerciales, la scarification des sols et la régénération naturelle. « Ces jeunes développent non seulement des compétences qui leur seront utiles tout au long de leur carrière, mais ils sont également payés pour le travail qu'ils réalisent, affirme Alfred. C'est une situation bénéfique pour tous. »

Ces occasions d'acquérir une formation sont très importantes pour la Première nation crie de Waswanipi, précise le directeur général, Jack Blacksmith. « Nous sommes une communauté exceptionnellement jeune, indique-t-il. Plus de 60 p. 100 de notre population est âgée de moins de 35 ans. Leur avenir repose sur des activités économiques modernes, telle que l'industrie forestière, qui jouent un rôle croissant dans notre économie locale. Avec l'aide du PFPN, ces jeunes se voient offrir la chance d'acquérir une formation et des compétences dont ils ont besoin afin de participer à une économie axée sur les ressources forestières et de contribuer à leur communauté. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	106 000 $
Fonds de la Première nation	1 184 100 $
Autres fonds	107 800 $
Total	**1 397 900 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Alfred Jolly
Waswanipi Mishtuk Corporation
17, rue Poplar
Waswanipi (Québec) J0Y 3C0
Tél. : (819) 753-2388
Téléc. : (819) 753-2854
Courriel : mishtuk@waswanipi.com
Web : www.waswanipi.com

Catégorie 3 :

Emploi communautaire

La Première nation Atikamekw d'Opitciwan, Québec

Exploitation d'une scierie : nouveaux défis à relever

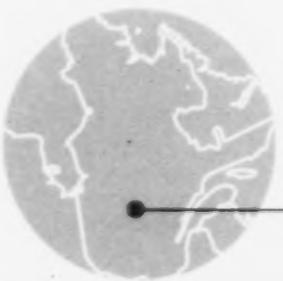
Les membres de la communauté atikamekw d'Obedjiwan, située au nord du Québec, sont habitués de relever des défis. À titre d'exemple, jusqu'en 1997, plus de 60 p. 100 des 1 600 membres de la communauté dépendaient de l'aide sociale. Bien que les compagnies forestières de la région offraient des emplois saisonniers, les membres de la bande n'avaient pas la possibilité de travailler à temps plein. « Rien », se rappelle Simon Awashish, le chef de cette année-là, « pas d'emplois permanents pour assurer la subsistance de notre communauté. »

Plutôt que d'observer les compagnies forestières de la région couper les arbres, charger les rondins et récolter les profits, le chef Awashish et plusieurs autres membres de la bande décidèrent qu'il était temps de faire en sorte que le travail — de même que les retombées économiques — demeure à Obedjiwan. En 1998, grâce à l'entière collaboration et au soutien de la société Abitibi-Consolidated Inc., chef de file de l'industrie bien implanté dans la région, la communauté ouvre sa propre petite scierie. La communauté atikamekw se charge de fournir le bois d'œuvre et la main-d'œuvre et d'établir un programme de formation. De son côté, Abitibi-Consolidated s'occupe de la construction de la scierie, tout en offrant son expertise et en faisant connaître ses activités.

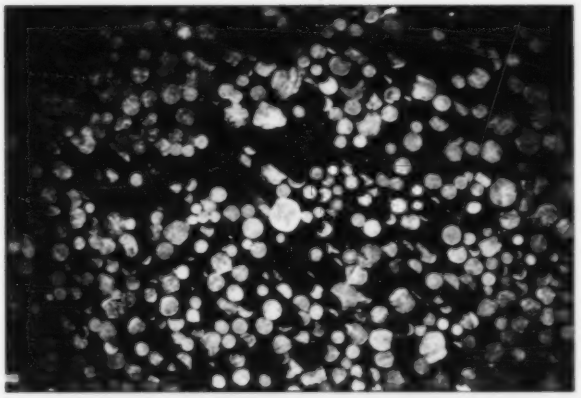
À l'heure actuelle, la scierie Opitciwan est au cœur de l'économie d'Obedjiwan. Les ventes annuelles de la scierie — propriété de la bande et de son partenaire, la société Abitibi-Consolidated Inc. — s'élèvent à plus de 9 millions de dollars. Une division des services forestiers, propriété exclusive du conseil de bande, détient des contrats d'exploitation forestière, de reboisement, de coupe de bois et de gestion forestière d'une valeur de 7,5 millions de dollars. Pour cette communauté isolée établie sur les rives du réservoir Gouin dans le nord-est du Québec, le redressement de l'économie a été aussi rapide que radical.

La réalisation la plus importante est certainement la création d'emplois, déclare Manon Pelletier, directrice de la scierie. « La compagnie emploie 60 personnes et 93 p. 100 d'entre elles proviennent d'Obedjiwan. Nous avons également mis en œuvre un programme de formation sur place dans le but d'offrir de nouvelles possibilités de carrière à nos travailleurs. La masse salariale de l'entreprise est de l'ordre de 2,8 millions de dollars. »

Par ailleurs, d'ajouter Manon, la division des services forestiers de la compagnie verse plus de 800 000 $ en salaires aux 60 employés saisonniers qui sont tous des Autochtones. « D'autres entreprises ont également été créées pour soutenir les activités de la scierie; elles



Première nation Atikamekw d'Opitciwan



fournissent de l'équipement et des véhicules ou encore des services de chargement et de transport des matériaux. »

Bien que l'ouverture de la scierie s'est avérée un succès phénoménal, de nouveaux défis doivent être relevés. À titre d'exemple, les stocks de bois disponible diminuent, ce qui oblige la compagnie à chercher des stocks à d'autres endroits. En outre, pour demeurer concurrentielle, la compagnie admet qu'elle doit s'attaquer aux préoccupations environnementales de plus en plus pressantes. Comme en 1998, les membres de la communauté atikamekw d'Obedjiwan ont de nouveaux défis à relever.

Grâce au soutien financier octroyé par le biais du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la scierie Opitciwan cherche à obtenir la certification ISO 14001. Cette norme suppose que la compagnie se préoccupe des répercussions de toutes ses activités sur l'environnement. « La norme ISO 14001 exige l'établissement et la justification d'une méthode pour déterminer, contrôler, surveiller et passer en revue nos activités et leurs incidences sur l'environnement », explique Manon.

La compagnie a déjà entrepris des démarches en vue d'atteindre cet objectif, notamment en se procurant de l'équipement et de la machinerie et en investissant dans des systèmes d'entreposage du bois plus respectueux de l'environnement.

« Obtenir la certification ISO 14001 est l'un des objectifs fixés au moment où nous avons construit la scierie. L'obtention de la certification fait également partie des objectifs à long terme de notre entreprise, affirme Manon. Nous désirons favoriser le développement économique, créer des emplois stables pour les résidants de la communauté et continuer à former une main-d'œuvre locale de travailleurs compétents. »

Grâce au soutien du PFPN, la communauté atikamekw d'Obedjiwan a atteint ses objectifs.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	41 400 $
Fonds de la Première nation	50 400 $
Autres fonds	86 100 $
Total	**177 900 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Manon Pelletier
Opitciwan Sawmill
Première nation Atikamekw d'Opitciwan
Obedjiwan (Québec) G0W 3B0
Tél. : (819) 974-8837
Téléc. : (819) 974-8828
Courriel : conseil@opitciwan.ca
Web : www.opitciwan.ca

La Première nation de Betsiamites, Québec

La SADFB réalise un objectif qui profite à toute la communauté

Fondée en1987, la Société d'aménagement et de développement forestier de Betsiamites (SADFB) avait un objectif clé en tête : faire en sorte que les ressources forestières de la réserve soient mises au service de la Première nation de Betsiamites, tant sur le plan social qu'économique.

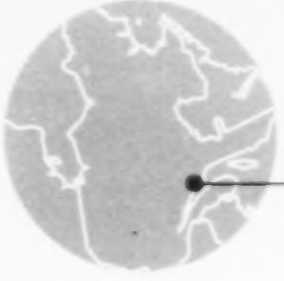
Au fil des ans, l'organisme communautaire a su remplir son mandat. Aujourd'hui, la SADFB est un employeur important dans la région, et les retombées économiques et sociales sont ressenties par les 3 000 membres de la communauté. André Côté, directeur général de la SADFB, affirme que la SADFB a réussi, car elle a compris que la forêt est bien plus qu'une source de bois d'œuvre industriel. « La forêt, c'est chez nous. C'est là que nos gens vivent et travaillent. »

Toutefois, la SADFB sait qu'elle doit être prête à s'ajuster aux changements qui affectent l'économie. Fort de ce constat, l'organisme a toujours su accroître et diversifier ses opérations. « Par exemple, poursuit André, durant la dernière décennie, nous avons travaillé en collaboration avec le Programme forestier des Premières nations (PFPN) dans le but d'implanter une pourvoirie au sein de la réserve et d'étendre nos travaux de récolte sur les terres adjacentes. »

Par conséquent, ajoute-t-il, la communauté de Betsiamites — située sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent au Québec — peut maintenant jouir des retombées économiques et des avantages collectifs qu'elle tire de ses ressources forestières.

Aujourd'hui, la SADFB est un employeur important dans la région, et les retombées économiques et sociales sont ressenties par les 3 000 membres de la communauté.

Cependant, estime André, si la SADFB poursuit sa croissance et sa rentabilité, elle doit aussi continuer de moderniser ses méthodes de gestion. À cet effet, elle travaille avec le PFPN à améliorer ses procédés et à hausser le niveau de satisfaction de sa clientèle. Cette façon de procéder permettra de décrocher de nouveaux contrats qui, en retour, assureront des retombées économiques et des possibilités d'emploi plus importantes pour les membres de la Première nation de Betsiamites.



Première nation de Betsiamites

« Notre engagement à respecter les plus hautes normes de qualité donnera plus d'autonomie à la communauté de Betsiamites, car elle dépendra moins de l'aide extérieure pour ses besoins en consultation et en main-d'œuvre », reconnaît-il. Cela s'inscrit parfaitement dans les objectifs à long terme de la communauté de fournir à ses membres la formation et les compétences nécessaires à leur réussite au sein de l'industrie forestière.

« Notre politique a toujours donné priorité au réinvestissement d'une grande part de nos gains pour l'achat d'équipement indispensable et la formation adéquate en foresterie. Nous voulons faire en sorte que nos gens puissent saisir toutes les possibilités d'emploi qui s'offrent à eux dans la conduite de nos opérations forestières. »

La SADFB travaille également en collaboration avec le PFPN dans le but de poursuivre ses activités d'aménagement forestier sur une superficie de 140 hectares au cœur du territoire de la réserve (d'une superficie totale de 25 240 hectares). Sous la supervision d'une équipe technique, la SADFB procédera à la plantation de 91 000 semis et à la construction d'un tronçon de 4,9 kilomètres de route secondaire. Un autre tronçon de 4,9 kilomètres de route secondaire sera couvert de gravier.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	511 500 $
Fonds de la Première nation	3 348 900 $
Autres fonds	0 $
Total	**3 860 400 $**

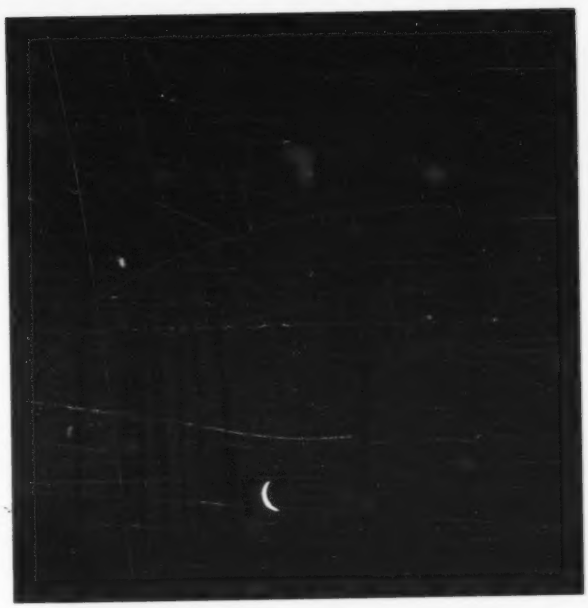
Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

André Côté
Société d'aménagement et de développement forestier de Betsiamites
1, rue Mitesh
Betsiamites (Québec) G0H 1B0
Tél. : (418) 567-4014
Téléc. : (418) 567-4198

Le Conseil tribal de Meadow Lake, Saskatchewan

Un programme de formation en foresterie appuie les emplois communautaires

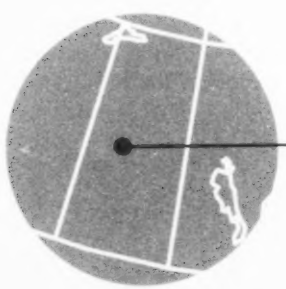
Le Conseil tribal de Meadow Lake (CTML) est situé dans le centre nord de la Saskatchewan, à quelque 200 kilomètres au nord de North Battleford, dans une région écologique connue sous le nom de forêt boréale moyenne. Située juste au sud du bouclier précambrien, cette région présente un paysage diversifié, notamment des collines ondulęuses, des plateaux et des escarpements abrupts. Le peuplier faux-tremble, l'épinette blanche, le pin, l'épinette noire et le mélèze laricin sont des essences communes dans la région. On y trouve d'importantes populations d'orignaux, de caribous, de cerfs mulets, de cerfs de Virginie, de wapitis, d'ours noirs, de loups communs et de castors.



Offert durant l'été, le programme de passage de l'école au travail du CTML célèbre sa cinquième année à titre de projet d'emploi communautaire réussi. Depuis 2001, 45 élèves ont suivi ce programme, et tous ont terminé avec une longueur d'avance pour une carrière en foresterie canadienne. Les coordonnateurs du programme affirment que l'efficacité du programme est ancrée dans sa méthode d'enseignement équilibrée. Le programme offre un mélange de formation industrielle standard et d'enseignement traditionnel par les Aînés de la communauté.

« Nos Aînés ont vu nos terres subir de nombreux changements », souligne Mervin McIntyre, agent des services d'emploi pour le CTML. « Il est très important qu'ils s'assoient avec nos étudiants pour parler de la façon dont les choses se faisaient à leur époque. Notre objectif consiste à enseigner les concepts de foresterie d'une façon qui inclut la perspective traditionnelle. »

Les Aînés de la communauté répondent aux préoccupations d'aujourd'hui d'une façon globale qui prône les croyances culturelles et spirituelles de la communauté. Ils donnent régulièrement des conférences dans les écoles du CTML et sont disponibles pour offrir des services



Conseil tribal de Meadow Lake

de counseling. Mervin ajoute que les Aînés ont particulièrement à cœur de protéger l'héritage et les ressources des Premières nations liés à la foresterie, à la chasse, à la pêche et au piégeage.

« Nos Aînés enseignent ce qu'ils ont appris de nos ancêtres cris et dénés », explique-t-il, faisant allusion au savoir traditionnel qui se transmet depuis longtemps dans la région. « Par exemple, les étudiants apprennent les aspects techniques de la récolte, mais ils apprennent également que les forêts abritent la faune locale. Ils apprennent à respecter les arbres davantage que pour notre simple utilisation personnelle. »

Chaque année, le programme de passage de l'école au travail accueille des élèves de la 10e à la 12e année dans le cadre d'un cours d'été de six semaines. Le programme accepte un élève de chacune des communautés représentées par le CTML, soit la Première nation Flying Dust, la Nation dénée de Birch Narrows, la Première nation de Waterhen Lake, la Première nation Makwa Sahgaiehcan, la Première nation de Island Lake, la Première nation des Dénés de Buffalo River, la Première nation crie de Canoe Lake, la Nation dénée de Clearwater River et la Première nation d'English River.

« Le programme de passage de l'école au travail semble gagner en popularité chaque année », commente Mervin, précisant qu'il reçoit habituellement le curriculum vitæ de 20 à 25 candidats. Durant le processus de sélection, les coordonnateurs du CTML passent en entrevue les élèves intéressés afin de déterminer s'ils sont admissibles et prêts à recevoir la formation. « Le processus d'entrevue s'avère une bonne expérience pour ces jeunes. Il leur permet de voir en quoi consisteront les entrevues qu'ils devront passer dans l'avenir pour décrocher des emplois. »

Plusieurs méthodes d'enseignement sont utilisées dans le cadre du programme de passage de l'école au travail. Les coordonnateurs donnent de l'information théorique en classe, alors que les sorties scolaires offrent de l'expérience pratique en milieu industriel. Offerte par des partenaires industriels locaux, la formation en sécurité constitue une partie importante du cours. Les élèves ont la possibilité de suivre des cours menant à l'obtention de certifications officielles en sécurité qui sont souvent une condition préalable à l'emploi, notamment dans les domaines suivants : premiers soins, sécurité au pays des ours, sécurité en VTT et système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.

Mervin précise que le programme reçoit beaucoup de soutien de la part de Mistik Management Ltd., une société forestière détenue en partie par le CTML. Mistik Management reçoit régulièrement des élèves dans le cadre de sorties scolaires afin qu'ils puissent acquérir de l'expérience de travail sur des terres territoriales du CTML. De plus, le Programme de foresterie des Premières nations a versé 292 000 $ au programme de passage de l'école au travail du CTML au cours des cinq dernières années.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	292 000 $
Fonds des Premières nations	20 200 $
Autres fonds	3 600 $
Total	**315 800 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Mervin McIntyre
Conseil tribal de Meadow Lake
8003, Flying Dust First Nation
Meadow Lake (Saskatchewan) S9X 1T8
Tél. : (306) 236-5654
Téléc. : (306) 236-6301
Courriel : info@mltc.net

Catégorie 4 :

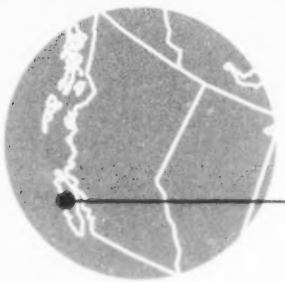
Entreprises forestières

La Première nation de Ditidaht, Colombie-Britannique

Un pas de plus dans une relation réussie

La Ditidaht Forest Products Ltd., une entreprise entièrement détenue et exploitée par la Première nation de Ditidaht de la Colombie-Britannique, a ouvert ses portes pour la première fois en 1997. Plus tard cette année-là, avec le soutien financier fort apprécié du Programme forestier des Premières nations (PFPN), l'entreprise a construit une scierie de taille moyenne à proximité d'un lac de la réserve.

Pour la Première nation de Ditidaht, une petite communauté de la côte ouest de l'île de Vancouver, la scierie représentait un pas important dans sa marche vers l'autonomie économique. Elle marquait aussi le début d'une relation fructueuse avec le PFPN.



Première nation de Ditidaht

En 2002, le PFPN et la nation Ditidaht ont de nouveau uni leurs forces. Cette fois, le PFPN a contribué la somme de 25 000 $ — un montant égalé par la Ditidaht Forest Products Ltd. — afin de créer un plan d'affaires détaillé pour la Ditidaht Cedar Salvage Ltd., une autre entreprise entièrement détenue par la Première nation de Ditidaht. Le plan d'affaires a guidé la Cedar Salvage dans l'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une scierie mobile à coupe dimensionnée sur l'emplacement actuel de la scierie.

> « Les conditions changeantes du marché ont amené l'entreprise à diversifier ses produits pour utiliser principalement la pruche et le sapin. »

« Il était devenu évident que la scierie existante se prêtait mal à la production de petites quantités de bois de cèdre coupé sur mesure », souligne Bryan Cofsky, un porte-parole de la bande. « La nouvelle scierie nous a permis d'accroître jusqu'à 44 pieds la longueur du gros bois d'œuvre, chose dont nous étions incapables auparavant. » Dans l'intervalle, la scierie existante a été réaménagée de façon à produire des poutres et des madriers de 28 pieds à partir de pruche et de sapin de Douglas. « Les conditions changeantes du marché ont amené l'entreprise à diversifier ses produits pour utiliser principalement la pruche et le sapin », explique Bryan.

En raison de ces changements, la Ditidaht Forest Products produit en moyenne 55 000 pieds-planches par quart de travail. Il s'agit d'une réalisation considérable et d'un regain économique fort apprécié pour les quelque 180 membres de la Première nation de Ditidaht habitant la réserve.

Afin de rendre possible le partage d'équipement, comme les chargeuses frontales, les déligneuses, les tronçonneuses et les installations de gestion des déchets, la Ditidaht Cedar Salvage a été implantée à proximité de la scierie principale. De plus, les scieries se partagent maintenant leurs ressources de gestion, de direction, d'entretien et d'expertise technique.

Aujourd'hui, la scierie de bois de cèdre dimensionnel représente une partie importante de la Ditidaht Forest Products, et les membres de la bande se voient offrir toutes les occasions de participer à ce succès. « Nous offrons continuellement des programmes de formation aux membres de la communauté, ajoute Bryan, dans des domaines comme la mécanique de machinerie ainsi que les opérations de sciage, de classement et de gestion. »

Bien que la Ditidaht Forest Products assumait la majeure partie des dépenses de formation et de supervision, les gouvernements provincial et fédéral fournissaient un soutien par l'entremise de programmes de partenariat.

« Le nouvel aménagement de la scierie devrait accroître la profitabilité du site des Ditidaht, poursuit Bryan. À l'heure actuelle, des membres de la bande occupent de nouveaux postes et de nouveaux créneaux de marché s'ouvrent aux forces de vente de la nation Ditidaht. Avec les affaires qui continuent de croître, il semble que bien d'autres membres pourront en profiter, directement ou indirectement. »

Aux yeux de la Première nation de Ditidaht, en marge des activités forestières sur son territoire depuis tellement d'années, l'intégration de la Ditidaht Cedar Salvage à l'intérieur de la Ditidaht Forest Products constitue un signe évident que l'avenir repose sur la gestion responsable de ses ressources forestières.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	97 000 $
Fonds de la Première nation	146 000 $
Autres fonds	30 500 $
Total	**273 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Bryan Cofsky
Première nation de Ditidaht
C.P. 340
Port Alberni (Colombie-Britannique)
V9Y 7M8
Tél. : (250) 745-3333

Les Premières nations Nuu-chah-nulth, Colombie-Britannique

Entreprise de services forestiers : un exemple de respect de l'environnement

Pour gérer leurs ressources naturelles, les Premières nations Nuu-chah-nulth de l'île de Vancouver, en Colombie-Britannique, ont toujours été convaincues que la nature est un cadeau qui mérite d'être traité avec respect. Les richesses que nous offre la nature ne doivent pas être gaspillées.

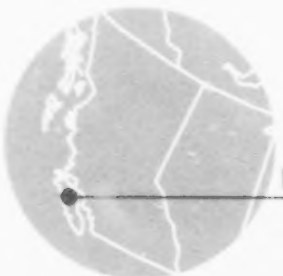
Au fil des ans, l'engagement des Nuu-chah-nulth à l'égard de la protection et de la préservation des ressources naturelles a été mis à rude épreuve. La communauté a eu recours aux injonctions de la cour, a érigé des barrages routiers et a même été jusqu'à la désobéissance civile dans le but de protéger ce cadeau qui leur a été attribué. Lorsque la société de développement de la région centrale des Premières nations Nuu-chah-nulth a conclu une entente de coentreprise conjointe avec Weyerhaeuser Canada, l'entreprise a reçu le nom de Iisaak Forest Resources Ltd.

Dans la langue des Nuu-chah-nulth, iisaak signifie « respect ».

Le respect est sans contredit ce que la compagnie a gagné depuis qu'elle est sortie gagnante des conflits où elle s'opposait à la coupe de bois dans la région de la baie Clayoquot au début des années 1990.

Aujourd'hui, Iisaak (prononcer « i-sock ») Forest Resources Ltd. est devenue une entreprise de services forestiers novatrice, dirigée par les Premières nations, dont les activités se déroulent uniquement à la baie Clayoquot. L'exploitation est fondée sur le principe de « Hishuk ish ts'awalk », croyance selon laquelle il faut respecter les limites de ce qui est extrait et reconnaître l'interdépendance entre tous les éléments qui nous entourent. Grâce au succès remporté, la confrontation est désormais chose du passé et le respect est devenu la voie de l'avenir.

Pour les partenaires des Premières nations, la création d'Iisaak représentait une occasion unique de développer les capacités du secteur forestier, d'employer les membres de la bande et d'établir des usines à valeur ajoutée. La compagnie détient aussi une licence de propriété forestière de production (« Tree Farm



Premières nations Nuu-chah-nulth

Licence 57 »), pour une superficie totale de 87 000 hectares de forêt, le long de la côte ouest de l'île de Vancouver.

Pour assurer la réussite de la compagnie et la participation des membres des Premières nations à une telle réussite, le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a investi 25 000 $ dans un projet de création d'emplois et de formation. Le projet, explique Cindy Verschoor, forestière en charge des projets spéciaux d'Iisaak, était axé sur l'embauche et la formation des membres des communautés des Premières nations, dans les domaines de la surveillance et de l'évaluation sur le terrain.

« Le PFPN a financé en partie le projet d'une durée de six mois, explique Cindy. Ainsi, nous avons pu engager cinq membres des Premières nations Nuu-chah-nulth provenant des communautés locales. » L'un des cinq membres de l'équipe s'est inscrit au programme de foresterie de l'Université de la Colombie-Britannique afin de parfaire sa formation, ce qui rend les membres très fiers, selon Cindy. L'équipe de projet se composait d'un superviseur sur le terrain et de quatre membres. Ils étaient tous employés à temps plein et jouissaient tous d'avantages sociaux. Ensemble, ils représentaient un total de 120 semaines-personnes.

Les membres de l'équipe ont eu la possibilité d'acquérir les compétences pratiques de base dont ils avaient besoin en tant qu'employés à long terme au sein de la compagnie. L'équipe a reçu une formation dans divers domaines : premiers soins, évaluation d'arbres dangereux, techniques de base pour la survie en forêt, identification des cours d'eau et des végétaux, identification d'arbres modifiés (trous) en raison des traditions des ancêtres et mesures écologiques.

« Le soutien du PFPN nous a permis de développer les capacités locales, d'améliorer les compétences de la main-d'œuvre et de créer de nouvelles possibilités pour les membres de la bande », souligne Cindy.

Iisaak est une entreprise remarquable, non seulement parce qu'elle appartient, en majeure partie, à certains membres des Premières nations, mais également parce qu'elle cherche à diversifier la gamme des produits et services offerts dans le secteur forestier. Une telle approche assure une économie plus stable pour les communautés qui dépendent des ressources locales.

Pour les Premières nations Nuu-chah-nulth, la réussite du projet s'est traduite par une stabilité économique et la certitude que les générations futures continueront de protéger ce cadeau : la nature.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	25 000 $
Fonds des Premières nations	3 600 $
Autres fonds	58 000 $
Total	**86 600 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Cindy Verschoor
Iisaak Forest Resources Ltd.
C.P. 639
100, chemin Ittatsoo
Ucluelet (Colombie-Britannique)
V0R 3A0
Tél. : (250) 726-2446
Téléc. : (250) 726-2488
Courriel : cindy@iisaak.com

La Première nation nº 58 de Long Lake, Ontario

Le projet de récupération du bois prend son envol ce printemps

La région bordant la communauté de la Première nation nº 58 de Long Lake, dans le nord de l'Ontario, dissimule une ressource précieuse au potentiel toujours inexploité. « Cependant, confie Henry Waboose, agent du développement économique intérimaire de la bande, grâce à l'aide financière du Programme forestier des Premières nations (PFPN), les gens de Long Lake pourront bientôt mettre cette ressource à profit. »

De grandes quantités de bois de sciage résineux bien conservé gisent au fond de nombreux lacs et cours d'eau dans le nord de l'Ontario, explique Henry. En effet, des études menées de 2001 à 2004 ont mis en évidence le vaste potentiel de commercialisation de ce bois submergé, hypothèse confirmée par divers travaux de recherche, d'ingénierie et de projets pilotes.

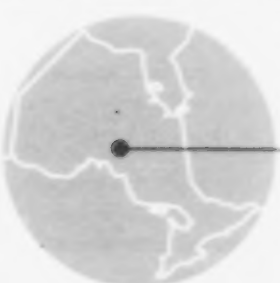
« En récompense pour nos efforts, dit Henry, notre communauté pourra s'engager dans un immense projet de récupération de cette richesse enfouie. La date de début est fixée au printemps. Dans le cadre de ce projet, la bande conduira ses opérations sous son nom d'entreprise incorporée, soit la Long Lake Timber Reclamations. »

Pendant plus de 50 ans, les sociétés forestières ont utilisé les cours d'eau du nord-est de Thunder Bay pour acheminer le bois vers les scieries et les usines de transformation. Cette pratique a pris fin au début des années 1980. Immanquablement, une grande partie des billots se sont perdus en chemin et reposent aujourd'hui au fond des rivières, à l'abri du temps. L'étude de prospection menée par la bande montre qu'il y a suffisamment de bois à récupérer pour que le projet dure de 5 à 20 ans.

« Nous savons que ce projet est tout à fait réalisable, note Henry. Notre étude a montré que, à l'époque, un grand nombre de billots étaient perdus dans la rivière, parfois jusqu'à 5 à 7 p. 100 du volume annuel. Ce projet suscite beaucoup d'enthousiasme autour de nous. L'extraction des billots débutera immédiatement après la période du frai, aux alentours du 15 juin, et durera environ jusqu'au 15 octobre. »

La contribution de 18 000 $ du PFPN pour l'année 2003-2004 a été déterminante pour la faisabilité du projet et le succès de sa phase pilote. En partenariat avec la firme américaine de consultants Cook Engineering, située à Thunder Bay, la bande a élaboré un système de flottage unique pour la récupération du bois. Les billots sont d'abord retirés de l'eau et sont tout de suite acheminés, par convoyeur, vers un déchiqueteur à bois. Les copeaux sont ensuite livrés par camion aux usines de pâtes et papiers.

Les copeaux des environs de Long Lake proviennent à la fois d'arbres résineux et de feuillus, dont l'épinette noire, l'épinette blanche et le



Première nation nº 58 de Long Lake

sapin baumier. Les résineux sont généralement transformés en bois de construction ou en pulpe pour l'industrie papetière. « Nous avons déjà conclu une entente de vente avec l'usine de pâte Kimberly-Clark, rapporte Henry. Il s'agira d'approvisionner en copeaux l'usine de Terrace Bay, située non loin d'ici. »

La Première nation nº 58 de Long Lake a toutefois tenu compte de l'impact environnemental d'une telle activité. « Pour ce qui est du respect des normes environnementales, notre projet a reçu l'approbation du ministère des Ressources naturelles de l'Ontario, affirme Henry. Nous avons veillé à ce que l'extraction des billots n'affecte en rien l'équilibre naturel du cours d'eau. Nous avons ainsi déroulé un énorme rideau de soie dans les eaux entourant le site de repêchage, de manière à causer un minimum d'impact. »

D'après Henry, ce projet engendrera des emplois et des chances de perfectionnement pour une communauté qui en éprouve un urgent besoin. À cet égard, une fois que les plans seront au point, 10 membres de la bande pourront participer à un programme de jumelage en milieu de travail. Compte tenu du chômage qui sévit dans cette communauté de 420 habitants, la Première nation nº 58 de Long Lake accueille favorablement cette chance d'enrichir les compétences professionnelles de ses membres.

« Nous espérons faire participer le plus grand nombre possible de membres de notre bande, explique Henry. Nous voulons que notre communauté joue un rôle plus actif dans la gestion des ressources naturelles de notre région. » La bande a d'ailleurs entrepris des démarches auprès de la FedNor dans le but d'obtenir un soutien financier pour ses activités de recherche et de développement. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a consenti son appui à la mise en œuvre du projet de récupération du bois, mais les détails restent à confirmer. Les fonds seront destinés à l'achat du matériel lourd et à l'organisation du programme de formation. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	18 000 $
Fonds de la Première nation	300 000 $
Autres fonds	442 500 $
Total	**760 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

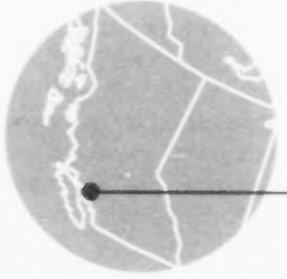
Henry Waboose
Première nation nº 58 de Long Lake
C.P. 609
Long Lac (Ontario) P0T 2A0
Tél. : (807) 876-2292
Téléc. : (807) 876-2757

Richard Krentz, Queneesh Studios, Colombie-Britannique

Une décennie de progrès exceptionnel pour l'un des premiers récipiendaires du PFPN

Une décennie s'est écoulée depuis que l'artiste Richard Krentz a reçu un soutien de 50 000 $ du Programme forestier des Premières nations (PFPN). Il comptait parmi le groupe initial de 43 à recevoir une aide financière par le biais du programme. Cette décennie a été marquée par des réalisations extraordinaires, autant pour le PFPN que pour cet artiste salish de la côte Ouest de la Colombie-Britannique.

Aujourd'hui, les œuvres de Richard Krentz sont reconnues et admirées dans le monde entier. Depuis son atelier « Queneesh Studios » de Black Creek, il réalise une grande variété de produits autochtones authentiques, allant d'articles festifs jusqu'aux boîtes en bois cintré, tous fabriqués à partir de bois qui autrement aurait été acheminé à l'usine de sciage. À la fois président de l'Association touristique autochtone de la Colombie-Britannique et propriétaire du centre « Hiwus Feasthouse » au sommet du mont Grouse, il a été une figure clé du volet portant sur le tourisme autochtone de la candidature réussie de Vancouver/Whistler aux Jeux olympiques de 2010. Il a aussi réalisé un dépliant intitulé *Circles of Opportunity: BC's Aboriginal Peoples and the 2010 Olympic Winter Games and Paralympic Winter Games*.



Queneesh Studios

L'entreprise de Richard, la Hiwus Feasthouse Inc., a récemment conclu un partenariat avec la chaîne hôtelière Fairmount. Il s'agit du plus important partenariat à l'égard du tourisme autochtone de la Colombie-Britannique et le seul de son genre au Canada. Aux termes de cette entente, Hiwus offrira à l'hôtel Fairmount Waterfront de Vancouver un programme complet d'activités de congrès ayant pour thème la culture autochtone. Plus important encore, le projet fera grandement appel aux habiletés artistiques de Richard, lui demandant de transformer l'établissement en une longue maison traditionnelle de la côte Ouest ou en un village entier typique des Premières nations.

Pour Richard Krentz, dont le nom se traduit par « Kwatam-us », qui signifie « garde la tête haute et soit fier » dans la langue de la nation sechelte, il s'agit d'un parcours incroyable, rendu plus aisé, affirme-t-il, grâce au soutien qu'il a reçu du PFPN en 1996.

« J'ai toujours voulu devenir un artiste, raconte-t-il. Même jeune, lorsque j'ai dû abandonner la sculpture pour aller brièvement travailler dans une scierie ou en tant que bûcheron, je savais qu'un jour je réaliserais mon rêve. Le soutien du PFPN m'a permis de réaliser ce rêve d'autant plus vite. Il m'a donné la confiance qui m'a permis d'avancer et l'appui financier qui m'a permis de survivre aux erreurs de parcours. »

En fait, pour ce talentueux artiste, il y a eu très peu d'erreurs de parcours, si erreurs il y a eu. La boîte en bois cintré — son œuvre maîtresse et, selon lui, son legs — est recherchée par les collectionneurs du monde. Utilisée à l'époque par les Autochtones de la côte Ouest pour entreposer de la nourriture, des vêtements, ainsi que des articles ménagers ou cérémoniels, la

boîte en bois cintré est un contenant étanche à l'air, dont les parois sont faites à partir d'une seule pièce de cèdre.

Bien que la boîte en bois cintré constitue son legs artistique, le point tournant de la vie artistique de Richard pourrait bien se trouver en 1994 lorsqu'il a eu l'idée de sculpter le plus grand totem du monde. Érigé à Victoria lors des Jeux du Commonwealth de 1994, le totem du Commonwealth a été le fruit d'une collaboration internationale. « Des sculpteurs de 11 nations se sont réunis afin de travailler comme un seul peuple, affirme-t-il. Pour eux, comme pour tous ceux qui l'ont vu, ce totem représente tout ce que nous pouvons réaliser lorsque nous travaillons tous ensemble. »

Le travail de collaboration, notamment avec les Premières nations qui bénéficient de son soutien, est l'un des éléments moteurs majeurs qui animent le PFPN. Et Richard reconnaît que sa collaboration avec le PFPN, qui s'est poursuivie pendant une dizaine d'années, lui a permis d'utiliser l'aide reçue de façon optimale.

« Les 50 000 $ ont rendu possible l'élaboration d'un plan d'affaires, un outil dont nous avions grandement besoin, précise Richard. Cela nous a permis de concevoir et de fabriquer un système de présentoirs qui nous donne un contrôle sur la façon dont nos produits sont présentés chez les détaillants. Cela nous a aussi donné l'occasion de déplacer mon atelier et de l'installer sur les terres de la nation Squamish à Vancouver. » Ce déplacement a donné la chance à la jeune entreprise de Richard de construire un centre de production conjointement avec la Feasthouse du mont Grouse. Utilisant du bois acquis grâce à un partenariat avec une scierie autochtone, le centre de production a embauché jusqu'à une centaine de personnes autochtones et a permis aux visiteurs d'observer la production complète, de la sculpture initiale à l'éventuel achat.

« Ce n'est pas uniquement une question d'art, ni uniquement une question d'argent, explique Richard. C'est aussi une question d'accroître la valeur même des arbres. »

Tout naturellement, le succès, qu'il soit artistique ou professionnel, exige que Richard y consacre de plus en plus de temps. Mais il est conscient que ce qu'il laissera en héritage se retrouvera entre bonnes mains. « Ma fille a pris en mains une bonne partie de la direction de l'entreprise et mon petit-fils a bien hâte d'apprendre à sculpter une boîte en bois cintré. L'avenir est donc prometteur. »

Néanmoins, aussi occupé qu'il soit, Richard trouve chaque jour le temps de parcourir le sentier près de sa demeure de Saratoga Beach. « Cette promenade me donne l'occasion d'observer des otaries se baigner dans l'océan, des aigles perchés dans les arbres guetter leur proie et des cygnes trompette chercher refuge dans les marécages. » Cette marche, conclut-il, lui rappelle les vraies choses de la vie.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	50 000 $
Fonds de la Première nation	50 000 $
Autres fonds	0 $
Total	**100 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Richard Krentz
a/s de Hiwus Feasthouse Inc.
Mont Grouse
6400, chemin Nancy Greene
North Vancouver (Colombie-Britannique)
V7R 4K9
Tél. : (604) 984-0661
Téléc. : (604) 984-6360
Courriel : krentz@krentz.com
Web : www.krentz.com

La Première nation Acadia, Nouvelle-Écosse

La scierie devrait être exploitée davantage, selon le plan de gestion forestière

Confiée à la Première nation Acadia par son ancien propriétaire, John Cook, la propriété de la scierie Gardner comprend quelque 1 174 hectares de forêts et de lacs aux environs de Yarmouth. En 1993, conscientes du potentiel des ressources naturelles de la région, les cinq communautés qui composent la Première nation Acadia ont établi et mis en œuvre un plan de gestion forestière pour la propriété.

Lisa Francis, agente de développement économique de la Première nation Acadia, mentionne que le plan a été établi dans le but de préserver la beauté naturelle de la région, tout en favorisant le développement économique. Pour atteindre ces objectifs de développement économique, elle souligne que la bande a travaillé en collaboration avec le Centre d'aide aux entreprises de St. Mary pour établir un plan d'affaires détaillé pour la région.

En opération depuis mai 2004, la scierie mobile a permis à la bande de mettre en application des pratiques de coupe sélective et d'obtenir la quantité maximale de bois de sciage de chaque arbre afin de répondre aux besoins spécifiques de ses clients.

Première nation Acadia

La mise sur pied de la scierie de la Première nation Acadia était au cœur de ce plan.

En opération depuis mai 2004, la scierie mobile a permis à la bande de mettre en application des pratiques de coupe sélective et d'obtenir la quantité maximale de bois de sciage de chaque arbre afin de répondre aux besoins spécifiques de ses clients, ce qui permet d'atteindre deux objectifs du plan de gestion forestière.

« Depuis l'ouverture, rapporte Lisa, les activités de la scierie ont entraîné une augmentation significative des possibilités d'emploi pour les quelque 200 membres de la Première nation Acadia qui vivent sur la réserve de Yarmouth. » En outre, plusieurs des membres de la communauté embauchés par la scierie ont acquis des compétences dans le cadre d'un cours approuvé par la CSA et offert par la province du Nouveau-Brunswick.

En fait, la scierie a connu un succès tel que la bande songe maintenant à prolonger la période de ses activités. Grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), Lisa cherche à établir un plan qui

encouragerait la bande à poursuivre ses activités durant l'hiver. « Il nous faudrait construire un bâtiment pour abriter la scierie, explique-t-elle. Nous sommes convaincus que cela permettrait d'augmenter notre potentiel et la scierie de la Première nation Acadia pénètrerait un tout nouveau marché. »

Même si la scierie semble avoir connu un succès instantané, Lisa souligne que ce succès a été rendu possible grâce aux efforts concertés d'un grand nombre de personnes et d'entreprises. « Notre plan de gestion forestière, qui s'avérait être la première étape du processus, a été élaboré conjointement avec le Programme de foresterie autochtone de la Nouvelle-Écosse. Le plan d'affaires que nous avons mis sur pied pour la réserve de Yarmouth a été établi par le centre de St. Mary, mais une grande partie de l'information provient de Deborah Robinson, chef de la Première nation Acadia, et d'autres membres du conseil. » Elle ajoute que l'apport de Alton Hudson — expert-conseil embauché pour superviser le plan de gestion forestière de la bande — est également digne de mention.

La mise sur pied de la scierie était l'objectif premier de la Première nation Acadia et son succès est devenu une source d'inspiration. Des études et des consultations réalisées par le responsable de la mise en valeur de la communauté de la bande ont généré une foule de nouvelles idées intéressantes pour la propriété de la scierie Gardner.

« Par exemple, affirme Lisa, nous examinons la possibilité d'ériger un pavillon communautaire dans la région. » Une plaque y serait apposée pour souligner la contribution de John Cook, cet homme qui a légué d'importantes ressources naturelles au peuple de la Première nation Acadia.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFFN	1 800 $
Fonds de la Première nation	19 400 $
Autres fonds	54 200 $
Total	**75 400 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Lisa Francis
Première nation Acadia
R.R. nº 4, C.P. 5914C
Yarmouth (Nouvelle-Écosse) B5A 4A8
Tél. : (902) 742-0257
Téléc. : (902) 742-8854

M'TIWA-KI Services, Ontario

Un cours de lutte contre les incendies de forêt génère des emplois

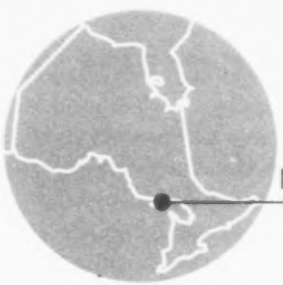
Les entreprises qui se sont engagées à aider autrui à développer et à protéger les ressources forestières ont souvent besoin d'un petit coup de pouce elles-mêmes. Depuis 1998, M'TIWA-KI Services, une société de l'île Manitoulin, en Ontario, a pu bénéficier de l'aide du Programme forestier des Premières nations (PFPN) pour offrir une plus vaste gamme de services aux Premières nations, aux gouvernements et aux compagnies forestières.

Art Jacko, membre de la réserve indienne non cédée de Wikwemikong, en Ontario, et fondateur de M'TIWA-KI Services, affirme que le soutien du PFPN a été particulièrement important dans les premières années d'existence de la compagnie. « Le programme nous a permis d'être plus concurrentiels, d'acquérir une expertise en matière de formation et d'obtenir d'autres contrats. »

Les revenus annuels de l'entreprise, qui étaient d'un peu plus de 175 000 $ pour la première année d'opération, s'élèvent aujourd'hui à plus de 700 000 $. La liste des services offerts s'est allongée et comprend maintenant la planification et la gestion de projets, des services techniques de foresterie, l'administration de contrats, la négociation, la planification stratégique, des études de faisabilité, des séminaires et des ateliers portant sur la foresterie, ainsi que des services de vérification de la conformité et de surveillance des forêts.

Art est maintenant copropriétaire de M'TIWA-KI Services avec son épouse, Marida McGregor, de la Première nation de Whitefish River de l'île Birch. Ensemble, ils ont transformé la compagnie en un organisme de formation accrédité, autorisé à donner de la formation dans le domaine de la lutte contre les incendies de forêt en Ontario. Art mentionne que la compagnie s'est engagée à développer ce secteur d'activité. Grâce à l'appui du PFPN, cette dernière s'est lancée dans un ambitieux projet visant à élaborer un cours pour les instructeurs autochtones. « La formation de nouveaux instructeurs autochtones représente une base solide qui nous permettra de prendre de l'expansion, dit-il. Si la compagnie doit accomplir plus de travail, un plus grand nombre d'instructeurs s'avérera nécessaire. »

Au départ, la compagnie embauchera six sapeurs-pompiers autochtones. En plus de recevoir une formation d'instructeur, ils aideront la compagnie à innover dans le domaine de l'enseignement en préparant, par exemple, le



matériel d'enseignement sous forme numérique. Si tout se passe comme prévu, espère Art, la formation qu'offre M'TIWA-KI Services aux sapeurs-pompiers des Premières nations pourrait éventuellement se traduire par des possibilités d'emploi pour d'autres organismes de formation. Quoi qu'il en soit, son objectif est de faire en sorte que, d'ici 2005, les employés de sa compagnie soient tous des membres des Premières nations.

Les services d'incendie des Premières nations ont manifesté leur désir d'obtenir le programme de formation en lutte contre les incendies de forêt pour les services d'incendie municipaux. Et la plupart d'entre eux souhaitent que cette formation soit offerte par M'TIWA-KI Services.

« Nous avons énormément investi dans ce secteur d'activité, souligne Art. En plus de former nous-mêmes nos instructeurs, nous avons acheté une grande partie de l'équipement dont nous aurons besoin pour offrir les séances de formation. » La compagnie dispose maintenant de scies à chaîne, de débroussailleuses, de bottes de travail pour les étudiants, d'équipement de sécurité, de matériel didactique pour les premiers soins et de manuels de formation. Elle a également fait l'acquisition de nouvelles tables et de nouvelles chaises pour la salle de classe où se déroule la partie théorique du programme de formation.

Selon Art, ces investissements semblent déjà rentables. Les services d'incendie des Premières nations ont manifesté leur désir d'obtenir le programme de formation en lutte contre les incendies de forêt pour les services d'incendie municipaux. Et la plupart d'entre eux souhaitent que cette formation soit offerte par M'TIWA-KI Services.

« Il faut attribuer le mérite de notre réussite au PFPN. Sans le soutien de ce programme, nous n'aurions pas été en mesure d'offrir cette formation professionnelle ni de nous procurer l'équipement nécessaire pour offrir des services d'une telle qualité. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	158 400 $
Fonds de la Première nation	279 600 $
Autre fonds	45 200 $
Total	**483 200 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Art Jacko
M'TIWA-KI Services
2717, chemin Wikwemikong
Wikwemikong (Ontario) P0P 2J0
Tél. : (705) 859-1170
Téléc. : (705) 859-1171
Courriel : mtiwaki@amtelecom.net

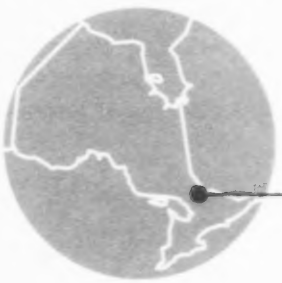
Les Algonquins de la Première nation de Pikwàkanagàn, Ontario

Contrôle de la coupe forestière

Pour les Algonquins de la Première nation de Pikwàkanagàn, le succès des opérations forestières dans le parc Algonquin, en Ontario, comportait également quelques inconvénients. Le territoire à exploiter est passé de 8 000 mètres cubes en 2000-2001 à 50 000 mètres cubes au cours de cette année. La bande s'est aperçue qu'elle n'était pas en mesure de gérer efficacement cette augmentation considérable de volume.

La Makwa Community Development Corporation (MCDC), qui gère toutes les activités forestières de la Première nation, a constaté qu'elle avait besoin d'un plan pour ses opérations forestières ainsi que des services d'un professionnel d'expérience pour mettre ce plan à exécution.

« Même si la MCDC a conclu une entente avec l'Agence de foresterie du parc Algonquin, nous ne réalisons pas nous-mêmes la coupe forestière », explique la gestionnaire Bonnie Sarazin. « L'ensemble des travaux sont réalisés en sous-traitance par une compagnie forestière gérée par une Première nation. Nous devons toutefois nous assurer que les entrepreneurs sous contrat respectent les règlements en matière de coupe forestière réalisée dans le parc Algonquin. »



Algonquins de la Première nation de Pikwàkanagàn

Comme elle avait constaté qu'elle manquait de ressources pour établir elle-même un plan d'exploitation forestière efficace, la MCDC a eu recours au Programme forestier des Premières nations (PFPN). Grâce à l'appui financier du PFPN, la MCDC a été en mesure d'embaucher un forestier — un Algonquin de la communauté — pour superviser la coupe forestière. Le forestier devait se rendre sur place afin de régler toutes les questions relatives au plan d'exploitation.

Aujourd'hui, Steve Sarazin, gestionnaire des opérations forestières, supervise l'ensemble des opérations forestières et sylvicoles de la MCDC dans le parc Algonquin. Il s'assure que la MCDC respecte ses obligations conformément aux lois provinciales de l'Ontario sur la durabilité des forêts de la Couronne et sur la santé et la sécurité au travail, ainsi qu'aux lignes directrices du Système de gestion environnementale de la norme ISO 14001.

Plus particulièrement, Steve supervise et contrôle les activités de coupe forestière, d'aménagement forestier, de sylviculture et de construction routière réalisées dans le parc par la MCDC et les entrepreneurs. Il s'occupe du contrôle de la qualité et des questions de santé et de sécurité, et veille à ce que toutes les lignes directrices soient suivies. Il s'assure également de l'efficacité optimale des opérations.

Les Algonquins de Pikwàkanagàn — la seule Première nation algonquine de l'Ontario — sont établis sur les rives de la rivière Bonnechere et du lac Golden, à environ une heure et demie d'Ottawa (à l'ouest) et à deux heures et demie des zones de coupe forestière du parc Algonquin. Ils se trouvent dans la partie de la vallée de l'Outaouais où le secteur forestier joue un rôle important dans l'économie locale.

La capacité d'exploiter les zones boisées du parc Algonquin a engendré une stabilité que recherchait cette Première nation pour assurer son avenir économique.

Les Algonquins de Pikwàkanagàn sont parfaitement conscients du fait que leurs traditions et leur avenir économique sont étroitement liés à la forêt et aux ressources de leur territoire traditionnel. La capacité d'exploiter les zones boisées du parc Algonquin a engendré une stabilité que recherchait cette Première nation pour assurer son avenir économique.

Pikwàkanagàn est une petite communauté qui ne compte guère plus de 1 800 membres inscrits, rapporte Bonnie. En réalité, la population de la communauté ne se compose que de 400 habitants.

« Le succès de l'exploitation forestière est essentiel à l'économie locale, ajoute-t-elle. Aujourd'hui, grâce au PFPN, les ressources qui favorisent l'économie sont constamment surveillées et contrôlées avec vigilance par un professionnel compétent. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	17 000 $
Fonds de la Première nation	80 700 $
Autres fonds	48 500 $
Total	**146 200 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Bonnie Sarazin
Makwa Community
Development Corporation
59, Pakwanagemag Inamo
Golden Lake (Ontario) K0J 1X0
Tél. : (613) 625-2245
Téléc. : (613) 625-2421
Courriel : bonniesarazin@renc.igs.net

La Bande autochtone d'Inuvik, Territoires du Nord-Ouest

La Bande puise dans la rivière pour assurer l'avenir de son industrie forestière

Il n'est pas surprenant que l'accès aux ressources forestières soit limité pour la Bande autochtone d'Inuvik, étant donné que celle-ci est située dans le Grand Nord canadien où le sol est gelé en permanence. Le gel permanent du sol restreint le peuplement forestier aux plaines inondables des principaux cours d'eau de la région, dont le fleuve Mackenzie et les rivières Peel, Arctic Red, Rat et Rengleng.

Malgré cet obstacle, la région visée par le règlement avec les Gwich'in dans les Territoires du Nord-Ouest, où est établie la Bande autochtone d'Inuvik, possède une petite mais florissante industrie forestière depuis des décennies. Cela s'explique par le fait que le bois ne provient pas de la forêt, mais plutôt du fleuve Mackenzie.

Les communautés gwich'in ont traditionnellement récolté et utilisé le bois flottant le long du fleuve Mackenzie, explique un membre aîné de la bande. « Au cours des années, ce bois a été utilisé à des fins traditionnelles — bateaux à vapeur, construction et usages domestiques. En fait, poursuit-il, dans les années 1950 et 1960, la Bande autochtone d'Inuvik a récolté le bois flottant sur le fleuve Mackenzie et l'a utilisé pour construire la ville d'Inuvik. » La récolte de ce bois — principalement de l'épinette blanche — se fait aussitôt que les glaces du Mackenzie se brisent et se dégagent.

Aujourd'hui, la Bande autochtone d'Inuvik désire accroître son industrie forestière au-delà de la simple satisfaction des besoins locaux. Avec le soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la communauté élabore à l'heure actuelle un plan d'affaires qui vise la création d'une industrie forestière viable dans la région. « Une fois complété, affirme un porte-parole, le plan d'affaires fournira à la communauté l'orientation dont elle a besoin pour gérer et participer à des projets d'exploitation forestière. Les informations recueillies nous indiqueront si ce développement est réalisable et, le cas échéant, de quelle façon nous devrions procéder. »

La Bande autochtone d'Inuvik est privilégiée en ce sens qu'elle bénéficie de solides assises sur lesquelles elle peut construire une industrie

forestière florissante. En 1994, par exemple, les communautés de la région visée par le règlement avec les Gwich'in ont fait l'acquisition d'une scierie de marque Wood-Miser. D'une technologie simple, elle est idéale pour la coupe du bois flottant. En 1988, certains membres de la bande ont été formés pour utiliser la scierie pour une variété de produits. De plus, une analyse récente indiquait qu'en utilisant un bois de grande qualité, la scierie était en mesure de fabriquer n'importe quel produit en bois, ou presque.

Déjà, la Bande autochtone d'Inuvik a identifié et recueilli les données nécessaires à la préparation de son plan d'affaires forestier, y compris un inventaire des ressources forestières, une liste des offres de nouveaux produits et procédés, ainsi qu'une étude faisant état de la demande en région pour les produits en bois. Afin de compléter son plan d'affaires, la bande travaille à l'heure actuelle avec Nehtruh Development Group Inc. — une entreprise mise sur pied expressément pour étudier les possibilités économiques qu'offre la région. Nehtruh a retenu les services d'un expert-conseil en foresterie pour l'assister dans ce projet. De plus, un membre de la bande travaille de concert avec l'expert-conseil afin de réaliser des recherches additionnelles.

Un porte-parole de la bande se dit convaincu que le plan d'affaires confirmera qu'il y a un marché pour ses produits en bois. Par ailleurs, Inuvik est devenue une escale significative pour les activités d'exploration pétrolière et gazière et les activités de forage qui, à elles seules, ont créé une demande pour ses produits en bois.

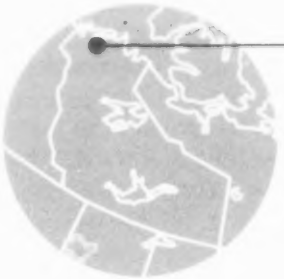
« Nous avons l'offre et nous avons la demande. Avec le soutien du PFPN, nous pourrions bientôt avoir en mains le plan d'affaires qui transformera notre vision en réalité. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	20 200 $
Fonds de la Première nation	9 300 $
Autres fonds	0 $
Total	**29 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Bande autochtone d'Inuvik
C.P. 2570
105, rue Distributor
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest)
X0F 0T0
Tél. : (867) 777-6650
Téléc. : (867) 777-6651
Web : www.inuviknativeband.ca

Jennifer Walker-Larsen
Gwich'in Renewable Resource Board
C.P. 2240
105, rue Distributor
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest)
X0E 0T0
Tél. : (867) 777-6600
Téléc. : (867) 777-6601
Courriel : enviro.biologist@grrb.nt.ca



Bande autochtone d'Inuvik

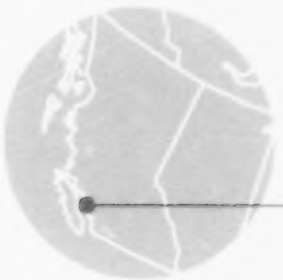
La Tribu Penelakut, Colombie-Britannique

Le respect de l'environnement guide les initiatives forestières

Lorsque la Tribu Penelakut de la Colombie-Britannique décida d'étudier à fond les possibilités économiques offertes par l'industrie forestière, elle s'imposa une condition importante — tout plan visant à exploiter les réserves forestières de la Tribu devait respecter l'environnement.

« Nous savions que l'industrie forestière offrait des retombées économiques », explique Lisa Shaver, gérante de la bande. « Et puisque nous sommes aux prises avec un taux de chômage élevé, plusieurs de ces possibilités s'avéraient attrayantes. Mais nous ne voulions pas faire fi de notre patrimoine naturel — le respect de nos terres et de notre environnement — au moment de prendre des décisions à l'égard de nos ressources. »

L'environnement revêt un caractère tout à fait particulier pour les quelque 600 membres de la Tribu Penelakut, dont la plupart habitent l'île de Kuper, située à environ cinq kilomètres au large de l'île de Vancouver. La région est accessible uniquement par avion ou par bateau. Quelques autres membres habitent également les îles de Tent et de Galiano, situées à proximité.



Tribu Penelakut

Aujourd'hui, grâce en partie au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la communauté de Penelakut (mot signifiant « quelque chose d'enterré ») réalise un juste équilibre entre son avenir et son environnement. En partenariat avec la Shelterwood Forest Management Ltd. de Courtenay sur l'île de Vancouver, la Tribu a mis sur pied un plan de développement communautaire et forestier.

Conformément aux objectifs initiaux de la bande, le plan répond aux besoins économiques, tout en tenant compte des préoccupations environnementales. Le plan comprend des activités de sciage à valeur ajoutée, le développement d'activités de récolte et de sylviculture, l'acquisition d'un permis d'exploitation de boises et l'examen des modes de tenure forestière possibles avec le ministère des Forêts de la province.

Le plan prévoyait aussi un premier programme de formation à l'intention des membres de la bande. Le programme, et tout particulièrement l'accueil qui lui a été réservé, a connu un succès retentissant. « Une vingtaine de membres ont démontré de l'intérêt pour cette formation, précise Lisa, et une douzaine d'entre eux ont complété le programme. Et il ne s'agit pas d'un programme facile. »

En seulement cinq jours, les étudiants ont appris comment mettre sur pied et exploiter une petite entreprise et se sont initiés aux éléments fondamentaux de la sylviculture, tels que l'espacement, l'élagage, l'éclaircissement et la plantation d'arbres. « Le fait qu'autant de membres se soient inscrits au programme démontre à quel point les gens d'ici désirent participer au développement de nos réserves forestières. » En fait, ajoute-t-elle,

10 autres membres de la bande ont exprimé un intérêt pour des formations additionnelles.

Lisa affirme que la communauté a été privilégiée par le fait qu'un certain nombre d'éléments clés étaient en place avant même d'élaborer le plan de gestion. Par exemple, une demi-douzaine de membres de la Tribu Penelakut possédaient une certaine expérience en exploitation forestière et en sylviculture. De plus, la Tribu était déjà propriétaire d'une scierie mobile, utilisée auparavant pour couper le bois nécessaire à l'école de la réserve.

En seulement cinq jours, les étudiants ont appris comment mettre sur pied et exploiter une petite entreprise et se sont initiés aux éléments rudimentaires de la sylviculture, tels que l'espacement, l'élagage, l'éclaircissement et la plantation d'arbres.

« Travailler avec la compagnie Shelterwood a aussi été bénéfique, poursuit Lisa. Voir de près leurs compétences professionnelles en matière d'aménagement forestier nous a permis d'évaluer — et de comprendre — les possibilités qui s'offrent à nous. Ça nous a donné la confiance dont nous avions besoin pour faire les choix appropriés. »

De précieux conseils étaient aussi disponibles au sein même de la communauté. Une assemblée communautaire, tenue afin de sensibiliser la Tribu au potentiel des réserves forestières, a non seulement attiré une large foule, mais elle a aussi procuré une tribune aux Aînés de la bande pour souligner les bénéfices que pourrait offrir l'exploitation de produits forestiers non ligneux (par exemple, la récolte et la mise en marché de mûres sauvages pour les autres communautés de la région).

Aujourd'hui, les membres de la Tribu Penelakut jettent sur l'avenir un regard rempli d'espoir. Ils envisagent un meilleur avenir et une communauté plus solide grâce à une gestion durable de leurs forêts.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	25 000 $
Fonds de la Première nation	44 400 $
Autres fonds	0 $
Total	**69 400 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Lisa Shaver
Tribu Penelakut
C.P. 360
Chemainus (Colombie-Britannique)
V0R 1K0
Tél. : (250) 246-2321
Téléc. : (250) 246-2725
Web : www.penelakut.ca

Catégorie 5 :

Écotourisme/Ressources forestières

La Première nation de Lennox Island, Île-du-Prince-Édouard

Le sentier de randonnée pédestre des ancêtres redonne vie à l'histoire des Mi'kmaq

Les Mi'kmaq ont été les premiers à habiter l'Île-du-Prince-Édouard il y a environ 2 000 ans. Ils effectuaient des allers-retours entre l'île et le continent. Les Mi'kmaq se déplaçaient d'un endroit à un autre, vivaient dans des huttes faites de peaux et d'écorce, chassaient le cerf en hiver et pêchaient en été.

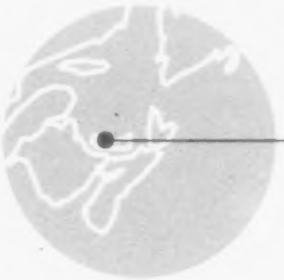
Malheureusement, le mode de vie traditionnel des Mi'kmaq s'est perdu, tout comme bon nombre des ressources naturelles — dont s'inspire leur culture — qui assuraient leur subsistance. Par exemple, le frêne noir, ressource longtemps utilisée par les Mi'kmaq pour fabriquer des paniers et d'autres objets traditionnels, est presque impossible à trouver sur l'île de nos jours. Tiffany Sark du bureau écotouristique de la bande mentionne que la fabrication de paniers jouait un rôle important dans l'économie de la communauté, de 1940 jusqu'au début des années 1980. « Les paniers étaient souvent vendus à des fermiers de la région qui les utilisaient pour y mettre les pommes de terre qu'ils récoltaient », précise-t-elle.

Heureusement, au fil des ans, les Mi'kmaq n'ont pas perdu leur appréciation pour leur histoire et les ressources naturelles uniques de leur région. Grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la communauté de la Première nation de Lennox Island cherche aujourd'hui à développer une industrie touristique durable qui tienne compte de sa culture et de son environnement. Selon Tiffany, la Première nation de Lennox Island assure ainsi son avenir tout en redonnant vie à son histoire afin de la partager avec autrui.

Le projet écotouristique de la bande propose la réalisation d'un sentier de randonnée pédestre de 10 kilomètres, situé sur la réserve de Lennox Island qui s'étend sur 534 hectares. Dans la province, ce sentier — baptisé « Le Chemin de nos ancêtres » — est l'un des deux seuls sentiers pédestres en boucle qui longent la côte. En bordure du sentier, des panneaux d'interprétation renseignent les visiteurs sur l'environnement de l'île. Les visiteurs obtiennent ainsi un autre aperçu de l'histoire enrichissante des Mi'kmaq de l'Île-du-Prince-Édouard.

L'aide offerte par le PFPN a non seulement permis la mise en œuvre du programme écotouristique de la communauté, mais elle a également aidé la bande à combler ses besoins élémentaires à long terme et à apporter des améliorations indispensables au sentier pédestre, rapporte Tiffany. « Nous avons apporté des modifications qui auront des effets positifs, notamment de nouveaux trottoirs de bois, un meilleur drainage et un plus grand nombre d'espaces de stationnement. »

Le soutien du PFPN a également permis à la bande d'établir un plan de mise en valeur du sentier afin que la Première nation de Lennox Island puisse disposer des ressources



Première nation de Lennox Island

nécessaires pour poursuivre les travaux d'aménagement du sentier écotouristique au cours des années à venir.

« Le PFPN a joué un rôle essentiel en aidant la bande à mettre en œuvre son projet écotouristique », commente Jesse Francis, à qui l'on doit le succès de ce projet. Jesse a travaillé sur ce projet en collaboration avec la Première nation de Lennox Island, durant son détachement de Parcs Canada. « Grâce au PFPN, nous avons pu établir des relations fructueuses avec la School of Recreation Management de l'université Acadia pour la réalisation de la première des trois étapes de ce plan », confirme-t-il.

Avec l'aide d'un diplômé de l'université Acadia, la bande de Lennox Island a effectué des recherches approfondies sur l'écotourisme à l'île-du-Prince-Édouard. Ensemble, ils ont étudié les répercussions économiques, sociales, culturelles et environnementales de l'écotourisme, et pris en considération les avantages qu'offre l'établissement de partenariats et de relations interculturelles.

« À la fin de la première étape, affirme Jesse, nous avons jugé qu'il était temps de passer à la deuxième étape du plan, soit la construction du Chemin de nos ancêtres. Comme nous avons réussi la deuxième étape, nous avons pu passer à la troisième et dernière étape : ajouter des panneaux, améliorer la sécurité et apporter de petites améliorations au sentier. »

Aujourd'hui, rapporte Tiffany, des touristes viennent de partout dans le monde pour profiter du Chemin de nos ancêtres. Mais ce qui est encore plus important, c'est la fierté que le sentier inspire aux membres de la communauté. « Ils aiment beaucoup parcourir ce sentier et sentir la présence de leurs ancêtres. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	20 600 $
Fonds de la Première nation	20 700 $
Autres fonds	0 $
Total	**41 300 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Tiffany Sark
Première nation de Lennox Island
C.P. 134
Île Lennox (Île-du-Prince-Édouard)
C0B 1P0
Tél. : (902) 831-2779 ou (902) 831-2493
Téléc. : (902) 831-3153

La Nation ojibway de Wabigoon Lake, Ontario

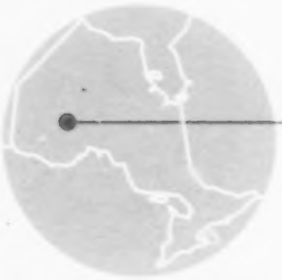
La Première nation entreprend une étude de faisabilité pour un centre d'interprétation de la nature

L'industrie écotouristique connaît un essor rapide dans le nord de l'Ontario, particulièrement dans la vaste étendue de forêt boréale de la province où est établie la Première nation de Wabigoon Lake. Également connue sous le nom de « pays du soleil », la région se caractérise par un réseau de lacs, de rivières et d'animaux sauvages qui en font une destination populaire pour les touristes. La luxuriante forêt boréale abrite des ours noirs, des chevreuils, des orignaux, des lapins, des ratons laveurs, des aigles, des hiboux, des canards ainsi qu'une innombrable quantité d'oiseaux et d'autres espèces. Parmi les essences d'arbres que l'on y trouve habituellement, citons le pin gris, l'épinette noire, l'épinette blanche, le bouleau blanc et le frêne noir. De plus, l'aire de conservation unique de la rivière Wabigoon protège de nombreuses espèces de plantes dont le riz sauvage, récolté et distribué par Kagiwiosa Manomin, la compagnie de la bande.

Espérant pouvoir tirer profit des nombreuses ressources de la région, la Nation ojibway de Wabigoon Lake a entrepris une étude de faisabilité afin d'évaluer les avantages potentiels liés à la construction d'un centre d'interprétation de la nature. Par le biais de programmes éducatifs et d'expositions, le centre présentera des possibilités à valeur ajoutée en écotourisme et soutiendra les activités forestières de la bande.

En 2003, la bande de Wabigoon Lake a eu recours à l'expertise du Taiga Institute pour l'aider à réaliser l'étude de faisabilité pour le centre d'interprétation. Le Taiga Institute travaille en collaboration avec les communautés rurales du nord de l'Ontario et du Manitoba afin de mettre sur pied des projets axés sur la gestion de l'environnement comme moyen de croissance économique. Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a versé 15 000 $ afin de soutenir cette étude.

« Il s'agit d'une région exceptionnelle. Depuis longtemps, le peuple ojibway est intimement lié à la nature », affirme Andrew Chapeskie, chercheur au Taiga Institute. « Les membres de la bande de Wabigoon Lake savent où trouver les aigles, les ours et les orignaux. Ils peuvent également guider les visiteurs vers certains pictogrammes anciens présents dans la forêt. Notre étude



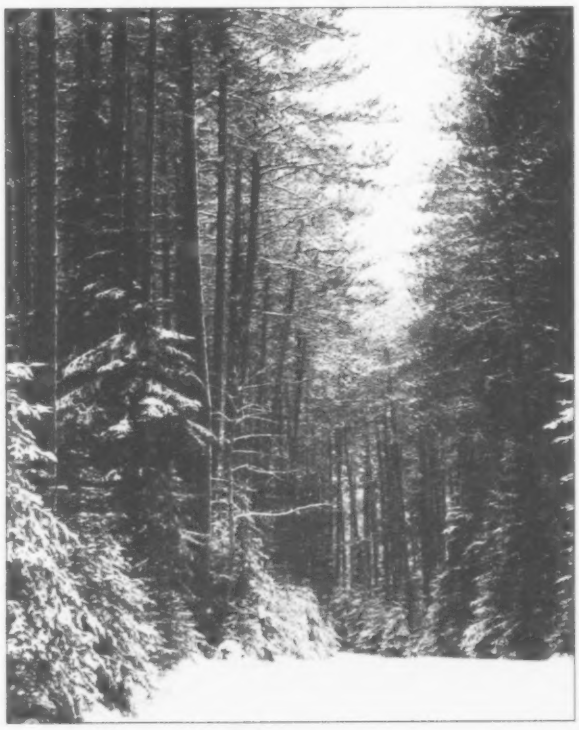
Nation ojibway de Wabigoon Lake

démontre qu'un centre d'interprétation de la nature permettrait de renseigner les visiteurs sur l'écologie faunique locale et le paysage culturel qui y est associé. »

Andrew ajoute qu'il est facile d'accéder au Wabigoon Lake. La réserve de 5 209 hectares est située à quelque 20 kilomètres au sud-est de Dryden, non loin de la route transcanadienne.

En tenant compte des recommandations de l'étude, la Première nation de Wabigoon Lake continuera d'établir des plans pour le centre. Elle cherche également à obtenir les conseils d'agences touristiques locales, telles que la Northern Ontario Native Tourism Association, sur des activités de promotion afin d'attirer des visiteurs.

L'étude de faisabilité mise sur d'autres projets que la bande a réalisés grâce au soutien du PFPN. Conjointement avec des partenaires industriels locaux, la Première nation a mis en œuvre plusieurs projets de gestion des ressources naturelles qui ont connu du succès. En 2002, grâce au soutien du PFPN, la bande a mis sur pied un projet qui a permis de déterminer les possibilités en matière de transformation du bois. La bande a également envisagé des possibilités de promotion concernant les types de bois d'œuvre de la région pour lesquels il n'y avait pas encore eu de demande. Aujourd'hui, Wabigoon Lake possède une pépinière entièrement opérationnelle qui produit six millions de semis chaque année dans le cadre de contrats conclus avec des entreprises comme Bowater et Weyerhaeuser.



FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	15 000 $
Fonds de la Première nation	47 000 $
Autres fonds	230 000 $
Total	**292 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Nation ojibway de Wabigoon Lake
C.P. 300, emplacement 115
Dryden (Ontario) P8N 2Y4
Tél. : (807) 938-6684
Téléc. : (807) 938-1166
Courriel : ojibwaynation@dryden.net

Andrew Chapeskie
Taiga Institute
150, rue Main Sud, bureau A
Kenora (Ontario) P9N 1S9
Tél. : (807) 468-9607
Téléc. : (807) 468-3822
Courriel : enquiries@taigainstitute.org
Web : www.taigainstitute.org

La Nation crie de Fisher River, Manitoba

Une cabane en rondins lie le passé à l'avenir de la Première nation

L'énorme cabane en rondins qui accueille les visiteurs chez les Cris de Fisher River ne sert pas qu'à diffuser de l'information sur la longue histoire de cette bande manitobaine. En effet, le « Centre des visiteurs » fournit un exemple tangible de cette histoire, en particulier de la ferme intention de cette nation de participer à une économie axée sur les ressources forestières.

Le Centre des visiteurs a été érigé en trois phases. La Phase I englobe la cabane en rondins qui abrite aujourd'hui le Centre en question. La Phase II comprend l'adjonction au Centre des visiteurs de trois terrasses d'une hauteur de 5 mètres, d'un belvédère également de 5 mètres, ainsi que de rampes d'accès pour les personnes se déplaçant en fauteuil roulant. Enfin, la Phase III prévoit la construction d'une promenade du souvenir à structure en rondins d'une longueur de 100 mètres.

« La Nation crie de Fisher River a bénéficié du Programme forestier des Premières nations (PFPN) depuis le début du projet du Centre des visiteurs, rapporte George Crate, membre de l'organisme de développement économique d'Ochekwi-Sipi qui gère l'avenir économique de la bande. Il ajoute que le soutien du PFPN au cours des deux premières phases a été essentiel pour la réussite du projet et pour l'avenir économique de la communauté de Fisher River.

« Des projets comme ceux-ci améliorent notre capacité à profiter des nombreuses chances de développement économique dans une économie axée sur les ressources forestières, dit-il. Ils donnent également la chance à notre peuple d'acquérir les compétences qu'il lui faut pour réussir dans l'industrie forestière. Le projet du Centre des visiteurs est une pièce maîtresse de la planification stratégique de notre communauté et de notre vision à long terme. »

L'engouement suscité par le Centre des visiteurs et son incidence prévue sur l'économie locale ont été palpables chez les entreprises locales qui ont accepté de participer à la construction de la cabane. Par exemple, la société Trent's Custom Logs a souscrit un don en matériel et en main-d'œuvre pour la construction de la clôture en rondins, des deux portillons et de l'arche d'entrée. Expert dans les ouvrages en rondins adaptés, Darryl Crate, le propriétaire de l'entreprise, confie qu'il a pu transmettre beaucoup de ses connaissances à ses collègues durant les travaux. De plus, des tiers se sont montrés intéressés à retenir les services de la société grâce au travail qu'elle a effectué dans le cadre de ce projet.

Conçu au départ pour offrir aux visiteurs un survol de l'histoire de la bande et un aperçu de son avenir, le Centre des visiteurs servira également à la tenue d'activités communautaires, de

Nation crie de Fisher River

festins, de spectacles et de célébrations. Cette approche pratique se traduit dans le volet historique du Centre, présenté en divers formats visant à encourager les membres de la bande et les visiteurs à prendre part au passé de la bande. Elle motive également la décision d'ouvrir le Centre des visiteurs les jours du deuxième pow-wow annuel et pendant les célébrations annuelles du Traité auquel ils donnent suite.

À présent que la Phase II est complétée, le Centre des visiteurs est l'endroit parfait pour l'arrivée et le départ des membres de la communauté, des visiteurs et des touristes. George ajoute que la Phase III, soit la construction de la promenade conduisant à un amphithéâtre avec scène, constituera un important pas de plus dans la bonne voie.

« En faisant communiquer le Centre des visiteurs avec l'amphithéâtre, conclut George, la promenade deviendra un lieu où les membres de la communauté pourront venir contempler le paysage riverain tout en appréciant nos ressources naturelles et notre environnement. Des rencontres entre membres pourront également s'y tenir du printemps jusqu'à la fin de l'automne. »

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	74 100 $
Fonds de la Première nation	34 400 $
Autres fonds	21 600 $
Total	**130 100 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

George Crate
Ochekwi-Sipi Economic
Development Corporation
Nation crie de Fisher River
C.P. 367
Koostatak (Manitoba) R0C 1S0
Tél. : (204) 645-2171
Téléc. : (204) 645-2745

La Première nation de Rolling River, Manitoba

Bâtir l'avenir sur les berges d'un lac

Lorsqu'il contemple le lac Otter, Elvin Hunting Hawk, membre de la Première nation de Rolling River, au Manitoba, songe à un brillant avenir pour son peuple.

« Un jour, dit-il, je crois qu'une trentaine de cabanes en rondins construites ici par les membres de ma bande seront utilisées par les visiteurs provenant de toute la province et du reste du Canada. » Il prédit que, ce jour-là, la Première nation de Rolling River jouira enfin des avantages découlant des possibilités d'emploi à long terme, ce qui, selon lui, réduira la dépendance des membres de la bande à l'égard de l'aide sociale.

Grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), ce jour n'est probablement plus très loin. Trois cabanes en rondins ont déjà été construites et il ne reste plus qu'à les déplacer sur les berges du lac Otter. Les visiteurs qui viendront pêcher à cet endroit et profiter de la beauté naturelle de la région, ou qui désireront tout simplement « oublier » le tourbillon de la vie urbaine, pourront les utiliser.

Première nation de Rolling River

La Première nation de Rolling River est située au sud-ouest du Manitoba, à environ 70 kilomètres au nord de Brandon et 345 kilomètres à l'ouest de Winnipeg. Quelque 500 personnes vivent sur la réserve alors que 435 autres vivent hors réserve.

Si la Première nation de Rolling River consacre une grande partie de ses énergies à la réalisation de son projet de village écotouristique, elle n'a pas perdu de vue les avantages économiques découlant d'une utilisation judicieuse de ses ressources forestières.

« À long terme, nous avons pour objectif d'accroître la capacité économique de la bande par la création d'activités touristiques, déclare Elvin, mais les objectifs à court et à moyen termes sont également importants pour nous. » En effet, quatre jeunes de la communauté ont été embauchés pour participer à la construction de cabanes. Grâce au soutien financier octroyé par le PFPN, les jeunes ont participé au projet en érigeant, pour les trois premières cabanes, des fondations faites de béton et de bois. Ils ont également réalisé tout le travail de finition de chacune des cabanes.

Construites à partir de rondins récoltés en 2003, les cabanes seront déplacées sur les berges du

lac Otter lorsque les activités touristiques — provisoirement appelées « Rolling River Tourism and Outfitting » (Tourisme et pourvoirie de Rolling River) — auront été mises en œuvre. La bande travaille présentement en collaboration avec la communauté avoisinante d'Erickson pour reconstituer les stocks de poisson du lac et pour aplanir les obstacles liés à la juridiction. « Une fois franchie, cette étape marquera les débuts d'un "éco-village" sur les berges du lac Otter », affirme Elvin.

Si la Première nation de Rolling River consacre une grande partie de ses énergies à la réalisation de son projet de village écotouristique, elle n'a pas perdu de vue les avantages économiques découlant d'une utilisation judicieuse de ses ressources forestières. Grâce au soutien du PFPN, la bande a offert à 10 jeunes une formation sur les méthodes d'exploitation forestière modernes.

« Ils ont appris comment évaluer les réserves de bois d'œuvre de nos forêts, explique Elvin. Ils ont acquis les compétences et les connaissances nécessaires pour déterminer quelles zones de la forêt doivent être éclaircies et comment mesurer adéquatement les arbres qui sont prêts à être coupés. » Il faut souligner que ces jeunes ont terminé en quatre semaines seulement un cours qui s'étend habituellement sur six mois.

« Dans les années à venir, la communauté pourra tirer profit des connaissances de ces jeunes, souligne Elvin. Ces derniers mettront en pratique ce qu'ils ont appris, ce qui nous permettra d'adopter un plan forestier adéquat pour notre région. Au cours des prochaines années, ils seront en mesure de transmettre leur savoir aux générations futures. »

Pour la Première nation de Rolling River, l'avenir est fondé sur le fait que les membres peuvent profiter des ressources forestières à leur disposition, sur le respect pour l'environnement et sur l'appréciation des ressources naturelles de leur région.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	41 500 $
Fonds de la Première nation	64 100 $
Autres fonds	0 $
Total	**105 600 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Elvin Hunting Hawk
Première nation de Rolling River
C.P. 145
Erickson (Manitoba) R0J 0P0
Tél. : (204) 636-2211
Téléc. : (204) 636-7823

La Première nation malécite de Madawaska, Nouveau-Brunswick

L'écotourisme : un moyen de partager le savoir traditionnel de la Première nation

Les Premières nations malécite et mi'kmaq entretiennent depuis longtemps des liens avec la Forêt acadienne. Elles sont les premiers intendants du paysage maritime traditionnel, d'une région composée de forêts mixtes. Aujourd'hui, la Première nation malécite de Madawaska cherche à développer le potentiel écotouristique de la région. À cette fin, elle a établi des plans pour informer les visiteurs et générer des retombées économiques pour la communauté.

« Nous construisons un complexe écotouristique afin d'être en mesure de partager nos connaissances sur les forêts et de créer des possibilités d'affaires et des emplois pour notre peuple », affirme Richard Wallace, agent de développement économique de la Première nation. « Nos

Présentement, le complexe comprend un lopin servant à la démonstration où l'on trouve un sentier d'interprétation de la nature, en bordure de la rivière Iroquois, une écloserie de truites et un étang de pêche-sur-place, de même qu'un terrain de camping.

Aînés nous ont transmis leur savoir concernant nos terres et ils nous ont appris à respecter ces dernières. Nous pensons que d'autres personnes pourraient profiter de ces enseignements. »

Même si la construction du complexe n'est pas encore terminée, plusieurs éléments sont en place pour accueillir les visiteurs, rapporte Richard. Présentement, le complexe comprend un lopin servant à la démonstration où l'on trouve un sentier d'interprétation de la nature, en bordure de la rivière Iroquois, une écloserie de truites et un étang de pêche-sur-place, de même qu'un terrain de camping. Lorsque la construction sera achevée, le centre d'interprétation abritera des salles d'exposition sur les thèmes de la biologie et du monde aquatique, où sera relatée

l'histoire des pêcheries au Nouveau-Brunswick, ainsi qu'une boutique des marchandises produites par la bande, notamment du poisson fumé, du sirop d'érable, des crosses de fougère (ou « têtes de violon ») et des œuvres artisanales.

La bande a établi les plans du complexe et a effectué des recherches préliminaires à l'été 2004. Grâce à l'appui du Programme forestier des Premières nations (PFPN) et de la participation de Nexfor Papers Inc., elle a embauché deux étudiants en foresterie de l'Université de Moncton afin de dresser l'inventaire du bois d'œuvre et de la flore sur un lot de 83,7 hectares. Les étudiants ont consigné les caractéristiques de la région : essences d'arbres, végétation et faune des forêts mixtes. Ils ont travaillé en étroite collaboration avec Darryl Nicolas, un membre de la bande, afin d'identifier et de photographier 48 plantes médicinales indigènes qui croissent en bordure du sentier d'interprétation de la nature.

« Nous venons tout juste de commencer à tracer les sentiers, précise Richard. Nous allons établir des plans de marketing afin d'attirer un plus grand nombre de touristes dans la région. »

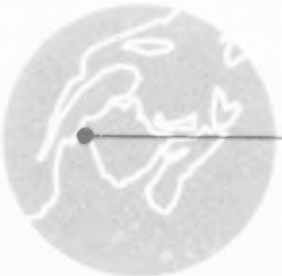
Récemment, des instruments de promotion ont été conçus. L'un d'eux est une brochure qui dresse le profil des plantes médicinales de la région.

Cette publication, qui contient des photos et des descriptions des utilisations traditionnelles de ces plantes, renseigne le touriste sur l'approche holistique de la nation malécite à l'égard de l'utilisation des ressources naturelles. Publiée en malécite, en français et en anglais, cette brochure est distribuée à l'échelle locale et sera disponible au centre d'interprétation de la nature qui ouvrira ses portes en 2006.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	67 600 $
Fonds de la Première nation	13 900 $
Autres fonds	12 500 $
Total	**94 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Richard Wallace
Première nation malécite de Madawaska
1771, rue Main
Madawaska Maliseet First Nation
(Nouveau-Brunswick) E7C 1W9
Tél. : (506) 739-9765
Téléc. : (506) 735-0024
Courriel : rwallace.edo@nb.aibn.com



Première nation malécite de Madawaska

Catégorie 6 :

Savoir traditionnel

La Première nation 'Namgis, Colombie-Britannique

La Première nation s'inspire du passé pour construire son avenir

Pour la Première nation 'Namgis de la Colombie-Britannique, le fait de jeter un coup d'œil sur son héritage et sa culture l'aide à regarder vers l'avenir — un avenir où la stabilité économique et sociale de la bande et son appréciation constante de l'environnement sont en parfait équilibre.

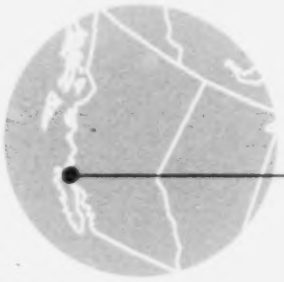
Avec l'aide du soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN) et de la Royal Roads University, la Première nation 'Namgis travaille à l'élaboration d'une initiative durable axée sur des produits forestiers non ligneux (PFNL). « Autrement dit, nous cherchons des options autres que les produits du bois traditionnels, comme le bois d'œuvre ou le bardeau de fente », explique Edward Jackson, coordonnateur forestier des 'Namgis.

Les membres de la bande sont d'avis que cette approche renforcera le lien traditionnel que la communauté entretient avec l'utilisation et la gestion des PFNL. En même temps, elle permettra aux 'Namgis de tirer profit des occasions commerciales de plus en plus nombreuses dans l'industrie des PFNL.

« Dans le passé, les occasions d'affaires axées sur la forêt ont été peu nombreuses pour notre petite communauté », affirme Edward. Il ajoute que, pendant des années, les membres de la bande dépendaient du travail saisonnier de l'industrie du tourisme ou devaient trouver des emplois occasionnels auprès de sociétés forestières à l'extérieur de l'île. Combinée au marasme économique de la bande, cette situation a contribué au déclin économique du secteur forestier et à l'effondrement des pêches côtières locales.

Les 1 500 membres de la Première nation 'Namgis, dont la moitié vivent dans le village d'Alert Bay sur l'île Cormorant, au large de l'île de Vancouver, accueillent favorablement la décision de tirer avantage des possibilités qu'offrent les PFNL. Ils partagent la croyance que les PFNL ont le potentiel d'accroître la stabilité économique et sociale de leur communauté.

Bien entendu, les objectifs établis dans le cadre de l'initiative des PFNL sont à l'image de l'optimisme de la bande. Par exemple, l'un des principaux objectifs consiste en la création d'une nouvelle entreprise de Première nation chaque année pendant trois ans. Durant cette période, la Première nation 'Namgis prévoit donner à 10 membres de la communauté une formation relative à un ou plusieurs aspects de la récolte, de la transformation ou du marketing des PFNL. Ces membres en apprendront davantage sur les activités et les produits, notamment les plantes et les herbes médicinales, les plantes vertes, les champignons sauvages, les produits artisanaux, les ateliers ethnobotaniques et les visites en forêt.



Première nation 'Namgis

La Première nation 'Namgis n'est pas la seule à être incluse dans cette initiative dirigée par la Royal Roads University. Plusieurs autres nations du nord de l'île — les Premières nations Kwakiutl, Gwa'sala-'Nakwaxda'xw, Da'naxda'xw et Quatsino, de même que le Conseil tribal Musgamagw Tsawataineuk — en font également partie. À l'instar de la bande 'Namgis, ils croient qu'il existe de réels avantages à développer une capacité à long terme de produire des PFNL. Les possibilités pour l'avenir incluent des entreprises détenues et exploitées par des Premières nations, des partenariats avec d'autres entreprises ou des projets de collaboration avec des intervenants régionaux.

Parmi les domaines à l'étude, on compte le tourisme culturel, les services d'éducation en ethnobotanique, la production d'essence de cèdre et la fabrication de produits médicinaux et de soins personnels.

Encouragée par cette initiative et par le soutien offert par le PFPN, la Première nation 'Namgis a déjà commencé à saisir des occasions dans le secteur des PFNL. Parmi les domaines à l'étude, on compte le tourisme culturel, les services d'éducation en ethnobotanique, la production d'essence de cèdre et la fabrication de produits médicinaux et de soins personnels. Des ateliers sur les plantes vertes et les champignons ont déjà donné lieu à la création de 10 emplois à temps partiel, dont sept dans la seule industrie des plantes vertes.

À long terme, il semble que l'écotourisme ait le potentiel le plus intéressant pour les Premières nations du nord de l'île de Vancouver. Selon Edward, les occasions dont la Première nation 'Namgis tirera profit dans ce secteur lui permettront de préserver son respect pour le passé tout en s'assurant un avenir prometteur.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	45 000 $
Fonds de la Première nation	26 300 $
Autres fonds	17 000 $
Total	**88 300 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Edward Jackson
Première nation 'Namgis
C.P. 210
Alert Bay (Colombie-Britannique)
V0N 1A0
Tél. : (250) 974-5556
Téléc. : (250) 974-5900
Courriel : EdwardJ@namgis.bc.ca

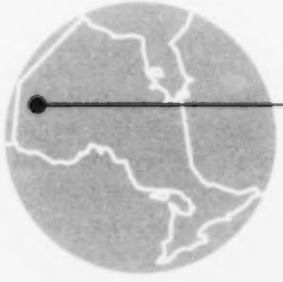
La Première nation de Pikangikum, Ontario

Harmoniser l'exploitation du territoire et du savoir traditionnel

Le savoir traditionnel et les valeurs du territoire culturel sont des priorités pour la Première nation de Pikangikum, située au nord-ouest de l'Ontario. La Première nation s'est engagée à établir un équilibre entre la durabilité écologique et culturelle, d'une part, et les occasions commerciales, d'autre part, dans son plan d'aménagement forestier intitulé « Projet de la forêt de Whitefeather ».

« Le Projet de la forêt de Whitefeather est une initiative importante puisque les Autochtones qui vivent et travaillent dans la région réalisent l'aménagement du territoire pour l'avenir », affirme Karen Chapeskie du Taiga Institute. L'institut travaille en collaboration avec les communautés rurales du nord de l'Ontario et du Manitoba, afin de mettre en œuvre des projets qui misent sur l'aménagement du territoire comme moyen de croissance économique.

La réserve de Pikangikum, qui compte 2 100 habitants, se trouve dans une communauté éloignée située à environ 300 kilomètres au nord-ouest de Dryden. La communauté est établie en amont de la rivière Berens, au cœur d'une forêt boréale vierge. Le territoire traditionnel de Pikangikum fait partie des quelque 1,3 million d'hectares que comprend la zone de planification forestière de Whitefeather.



Première nation de Pikangikum

Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) participe au Projet de la forêt de Whitefeather depuis le début des consultations, en 1999. Grâce au soutien financier du PFPN, des données sont recueillies dans le cadre de consultations continues auprès des membres de la communauté et par le biais d'études de faisabilité et d'études sur les technologies. Le

document provisoire sur la stratégie d'aménagement du territoire de ce projet sera publié au printemps 2005 aux fins d'examen et d'obtention de commentaires.

« La Première nation de Pikangikum a dirigé le projet, souligne Karen. Les membres de la bande ont créé une approche organisationnelle interne pour la planification basée sur un processus décisionnel propre aux Autochtones. Ils travaillent ensemble selon un système fondé sur le dialogue qui respecte le point de vue des Aînés et qui stimule la participation des jeunes de la communauté. »

La planification du Projet de la forêt de Whitefeather est coordonnée par la Première nation de Pikangikum. Un groupe d'orientation formé des Aînés les plus respectés de la communauté a été mis sur pied. Le projet permet d'assurer que le territoire culturel soit conservé et pris en considération. Par exemple, lors de la collecte de données pour le nouveau système d'information géographique, les experts-conseils ont pris en compte les zones de coupe de baies et de riz sauvage, les emplacements des cérémonies traditionnelles de tambour, les sites comprenant des caractères pictographiques et les zones d'habitat faunique; les experts-conseils ont également fait la promotion de la préservation de toutes ces aires.

Enfin, le Projet de la forêt de Whitefeather a pour objectif la création de possibilités économiques pour les membres de la Première nation de Pikangikum. Sous la direction du groupe d'orientation de Pikangikum et avec la participation d'autres comités consultatifs locaux et du ministère des Ressources naturelles de l'Ontario, la Première nation espère établir un équilibre entre les avantages économiques et l'exploitation culturelle de son territoire traditionnel.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	161 200 $
Fonds de la Première nation	189 700 $
Autres fonds	110 000 $
Total	**460 900 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Première nation de Pikangikum
Whitefeather Forest Management Corporation
Pikangikum (Ontario) P0V 2L0
Tél. : (807) 773-9954
Téléc. : (807) 773-5536
Courriel : enquiries@whitefeatherforest.com

Andrew Chapeskie
Taiga Institute
150, rue Main Sud, bureau A
Kenora (Ontario) P9N 1S9
Tél. : (807) 468-9607
Téléc. : (807) 468-3822
Courriel : enquiries@taigainstitute.org
Web : www.taigainstitute.org

Catégorie 7 :

Initiatives régionales

L'initiative forestière autochtone du Nouveau-Brunswick

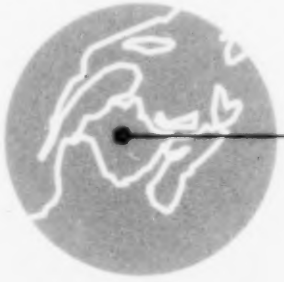
La formation et un programme d'emploi accroîtront la participation des communautés autochtones à l'industrie forestière

En octobre 2003, le ministère du Développement des ressources humaines annonçait un nouveau programme pour encourager la participation et l'emploi d'Autochtones dans le cadre de projets économiques d'envergure liés à l'exploitation de ressources. Le programme Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones (PCEA) a reçu des subventions totalisant 85 millions de dollars répartis sur une période de cinq ans.

Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) profita de cet accès à des fonds supplémentaires destinés au secteur des ressources et, au cours de l'automne et de l'hiver 2003, prit l'initiative de former un partenariat afin de mettre sur pied un programme régional de perfectionnement des compétences forestières. Au coût de plus de 4 millions de dollars, ce programme s'échelonnera sur quatre années et pourra profiter à l'ensemble des 15 Premières nations du Nouveau-Brunswick. Le partenariat soutenant cette initiative inclut les Conseils tribaux du Nouveau-Brunswick, la Corporation du développement des ressources humaines des Premières nations, le Conseil des peuples autochtones du Nouveau-Brunswick, l'Association des produits forestiers du Nouveau-Brunswick, le ministère du Développement des ressources humaines, ainsi que le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Le PFPN s'est engagé à verser 70 000 $ par année et, compte tenu des quelque 930 000 $ provenant des autres partenaires, le financement annuel de cette initiative s'élèvera à 1,1 million de dollars de 2004 à 2008. Grâce à cette initiative, les partenaires prévoient créer jusqu'à 180 emplois durables à temps complet dans l'industrie forestière pour les Autochtones. De plus, elle fournira de la formation liée aux emplois forestiers et du perfectionnement des compétences aux quelque 700 travailleurs autochtones. En septembre 2004, les partenaires ont signé une entente et la ASEP-NB Inc. a été constituée avec son conseil d'administration et son personnel. Le siège social de l'entreprise se trouve sur la réserve de la Première nation d'Eel Ground, près de la ville de Miramichi, et ses activités journalières sont conduites depuis le Centre forestier Hugh John Flemming de Fredericton.

Steve Ginnish, agent de développement forestier de la Première nation d'Eel Ground, dirige une équipe de quatre personnes. Il croit que les communautés autochtones du Nouveau-Brunswick se rallieront afin d'aider les jeunes à développer des compétences utiles et à trouver des emplois dans l'industrie forestière. L'équipe se donne comme objectif de créer 200 nouveaux emplois en quatre ans.



ASEP-NB Inc.

« Notre but est d'encourager les communautés autochtones à participer activement à l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick. Nous croyons que l'ASEP-NB Inc. fournira des possibilités d'emplois à plusieurs individus et communautés qui, autrement, n'auraient pas la chance de développer des compétences les rendant aptes à l'emploi, affirme Steve. Les petites communautés, en particulier, bénéficieront de leur participation à un programme d'envergure provinciale puisqu'elles auront accès à un plus grand éventail de ressources. »

« Il ne fait aucun doute que ce projet fera une différence positive dans les choix de carrière offerts aux membres des Premières nations. Il s'agit d'un apport appréciable à la prospérité des collectivités locales et de l'économie canadienne en général », affirme l'honorable Andy Scott, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits. Le ministre a discuté de cette nouvelle initiative lors de son lancement qui a eu lieu au Centre forestier Hugh John Flemming en septembre 2004.

« Le PFPN est un partisan de longue date des initiatives forestières autochtones de la province », affirme Steve, soulignant que le PFPN a travaillé avec plusieurs Premières nations mi'kmaq et malécite du Nouveau-Brunswick.

Pour mener à bien le mandat de l'ASEP-NB, Steve fera appel à l'expérience qu'il a acquise par le passé dans de nombreux projets forestiers. Par exemple, en 2003, il a contribué à une révision en profondeur du plan d'aménagement forestier de la communauté d'Eel Ground, qui recevait aussi le soutien du PFPN.

FONDS TOTAL	
Fonds du PFPN	280 000 $
Fonds des Premières nations	940 000 $
Autres fonds	3 480 000 $
Total	**4 700 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Steve Ginnish
Première nation d'Eel Ground
47, chemin Church
Eel Ground (Nouveau-Brunswick)
E1V 4E6
Tél. : (506) 622-4735 (bureau)
(506) 627-8430 (cellulaire)
Téléc. : (506) 622-8012
Courriel : asepnbsginnish@nb.aibn.com

Remerciements

Ressources naturelles Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada tiennent à souligner le concours des personnes qui ont fourni des renseignements et révisé cette publication.

Programme forestier des Premières nations
580, rue Booth, Ottawa, Ontario K1A 0E4
www.fnfp.gc.ca